J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 | JEUDI 13 JUIN 2024 / N° 7947

Euro 2024

1994-2024: les Trente Glorieuses de la Nati. Cahier spécial



International

Macron, Biden, Scholz: au G7, des poids lourds en position de faiblesse PAGE 6

Cyclones

Une saison à très haut risque se profile aux Etats-Unis et dans les Caraïbes PAGE 9

Suisse

Le président du parlement ukrainien était reçu hier au Palais fédéral. Récit d'une journée mouvementée PAGE 7

Les promesses du RN à l'épreuve des faits

ÉCONOMIE Redonner du pouvoir d'achat aux Français tout en réduisant les charges et les impôts: tel est, en substance, le programme du Rassemblement national

■ Mais ces promesses de relance par la demande restent floues et ne rassurent pas le patronat. Leur mise en œuvre serait périlleuse et coûteuse, selon des experts

■ S'il accédait au pouvoir, le parti devrait composer avec l'inflation, un contexte budgétaire très tendu et une dette qui fragilise l'Hexagone

■ Emmanuel Macron, pour sa part, appelle à une «refondation de la vie politique» en rassemblant tous ceux qui «ne peuvent pas se reconnaître dans les extrêmes»

PAGE 3

Le silence qui s'installe



HOMMAGE Elle a imprégné les yéyés de sa longue silhouette et de sa mélancolie, qui tranchait avec l'époque. Mais c'est à partir des années 1970, alors qu'elle était déjà connue à l'international, que Françoise Hardy s'est véritablement révélée. Elle laisse derrière elle un parcours admirable. *(1970/CALLE HESSLEFORS/PHOTO12/ULLSTEIN BILD)*

PAGE 17

Face à Netanyahou, le dilemme démocrate

ÉTATS-UNIS Le premier ministre israélien est invité à s'exprimer devant le Congrès américain le 24 juillet. Son discours pourrait bien être boycotté par plusieurs dizaines de démocrates, y compris certains de confession juive, comme le sénateur Bernie Sanders. Une posture que d'autres hésitent à adopter, de peur de se mettre à dos une partie de leur électorat. Par ailleurs, des élus des deux bords de l'échiquier politique se rebellent face à l'emprise exercée par l'Aipac, le lobby en faveur d'Israël, au sein du Congrès. «Chacun de mes collègues a son représentant de l'Aipac qui lui est assigné. C'est comme un baby-sitter», révélait récemment le républicain Thomas Massie PAGES 4, 5

Des plaignants écartelés

JUSTICE Au procès de l'affaire Hinduja, à Genève, la nounou a imploré les juges: «Condamnez-moi à la prison, mais pas eux»

■ L'ancien cuisinier est lui aussi tiraillé entre des sentiments contradictoires: «Cette paie était toujours moins misérable qu'en Inde»

PAGE 8

ÉDITORIAL

Face à la Chine, la désolante impuissance européenne

ALINE BASSIN
X @bassinaline

Comme un air de déjà-vu. Après le lancement tonitruant en octobre dernier d'une enquête visant des constructeurs automobiles chinois, l'Union européenne hausse le ton. Tout en laissant la porte ouverte à une solution négociée d'ici à juillet, Bruxelles menace désormais la deuxième puissance économique mondiale de sanctions, sous forme de droits de douane majorés.

De l'autre côté de l'Atlantique, il y a quelques semaines, Washington n'avait plus tergiversé: les Etats-Unis, moins dépendants de la Chine, imposent depuis mai des droits de douane de 100% sur les voitures chinoises. Selon les conclusions des investigations européennes, les véhicules produits par BYD et d'autres marques bénéficient de soutiens publics massifs, de différentes formes, menant à une dangereuse concurrence déloyale.

Sur le Vieux-Continent, l'affaire ressemble à une tragédie qu'on repasse en boucle. Un scénario identique s'est déjà joué au début des années 2010 dans l'industrie photovoltaïque, alors prospère. L'épilogue est connu: face aux menaces de rétorsion, l'UE avait plié, renonçant à taxer les panneaux solaires chinois bon marché qui inondaient le marché. Les faillites et les rachats se sont enchaînés, notamment en Allemagne, haut lieu d'un secteur aujourd'hui sinistré.

Volkswagen ou BMW ont beaucoup à perdre

Dans une Union européenne qui parvient décidément rarement à s'entendre, Berlin se montre plutôt hostile à des mesures protectionnistes. Celles-ci risquent de déclencher une guerre commerciale dans laquelle des entreprises telles que Volkswagen ou BMW ont beaucoup à perdre: elles sont bien plus présentes sur sol chinois que leurs homologues français. Bien malin qui pourrait prédire aujourd'hui l'issue du bras de fer auquel Bruxelles et Pékin vont se livrer. Double, l'enjeu est de taille. Il n'y va en effet pas seulement de l'avenir économique d'une Europe en déclin. C'est aussi la transition énergétique qui se joue: fatalement, plus le prix des voitures électriques augmente, plus la perspective d'une réduction rapide des émissions de CO_2 s'éloigne. PAGE 11

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



La gratuité, une «genevoiserie» de plus

À L'AIR LIBRE



CYRIL AELLEN
CONSEILLER NATIONAL (PLR/GE)

Que la droite promeuve la gratuité choque

Vu de Berne, les Genevois sont perçus comme des flambeurs. Plus précisément, les Confédérés se méfient d'un canton dont les autorités dilapident continuellement l'argent public, cela malgré une dette largement supérieure à celles de tous les autres cantons.

Pire encore, vu de Berne, les Genevois ne se contentent pas de dépenser avec prodigalité l'argent prélevé sur leur territoire au moyen d'une fiscalité élevée, mais ils osent encore râler, avec une cuillère en or massif dans la bouche, demandant régulièrement à la Confédération d'augmenter sa participation aux dépenses cantonales. Dans ces conditions, les 200 millions nets de péréquation financière cantonale n'arrivent plus à faire illusion et la crédibilité de notre gouvernement reste malheureusement faible.

Il faut le regretter, car Genève n'est pas qu'un canton dépensier: il rayonne au-delà des frontières avec ses organisations internationales et il est aussi un pôle économique fort dont toute la Suisse profite.

Mais chasser le naturel, il revient au galop. Il suffit désormais qu'une conjoncture économique provisoirement favorable laisse apparaître quelques bénéfices fiscaux pour que les autorités genevoises, pourtant classées à droite, proposent immédiatement de claquer durablement quelques dizaines de millions supplémentaires pour tomber dans le piège de la gratuité. Dans le cas particulier, certains pourront ainsi faire usage des transports publics gratuitement, d'autres pas. Ni pour toutes, ni pour tous, mais l'instauration d'un nouveau privilège: celui de l'âge.

Aucune réflexion sérieuse n'a été menée en amont. Obnubilées par la volonté d'être populaires en toutes circonstances, les autorités genevoises nourrissent ainsi, sans en prendre conscience, les courants populistes ambiants et oublient au passage que ces derniers n'ont pour seul objectif que d'affaiblir les élites qu'à leurs yeux elles représentent.

Ce qui pourrait apparaître comme une énième «genevoiserie» est en réalité l'expression d'une dérive bien plus profonde et inquiétante. Au-delà du caractère arbitraire de la mesure précitée, la gratuité de prestations qui ne relèvent pas d'une activité régalienne de l'Etat ou de tâches particulières, comme l'instruction publique, pose évidemment problème, notamment sous l'angle de la cohésion sociale.

Que la gratuité de certaines prestations soit une revendication de la gauche radicale n'a rien d'étonnant. Au contraire. Elle relève d'une traditionnelle lutte des classes: la gauche radicale est dans son rôle lorsqu'elle puise, inlassablement et sans limite, dans les poches des contribuables, par essence aisés, pour arroser, sans compter et de façon ostentatoire, toute une population de subventions diverses et variées. Que la gauche dure rêve d'un retour de pratiques communistes n'étonne pas.

En revanche, que la droite promeuve de telles pratiques choque. Que la gauche sociale-démocrate s'en accommode interroge. Les prestations publiques ne sont pas gratuites et il est indispensable que la population en paie au moins une part lorsqu'elle en fait usage.

La gratuité n'est ni un avantage, ni une vertu, elle ne présente que des défauts. Elle est l'un des signes d'une société qui se délite.

Elle nie la juste valeur des choses. Qu'elle soit chauffeur de bus ou artiste, une personne n'a plus aucune reconnaissance si sa prestation est toujours gratuite. La considération et le respect de l'usager, respectivement du spectateur, s'en trouvent inévitablement altérés. La gratuité des prestations fournies par l'Etat fait certes débat en ce qui concerne son impact sur la cohésion sociale, mais elle doit être vue comme une rupture de cette cohésion.

Il n'y a pas besoin d'être un ultralibéral pour comprendre qu'il est nécessaire de valoriser la responsabilité individuelle ainsi que la réciprocité, et que la gratuité des prestations publiques est une distorsion de saines incitations économiques et sociales. En ne payant pas directement pour les services utilisés, les individus se désengagent inévitablement de leur responsabilité collective de contribuer au bon fonctionnement de la société.

Pour ceux qui sont contraints par l'impôt de contribuer de façon excessive, cela crée un sentiment d'injustice et de désengagement à la participation au pacte social. Il ne peut y avoir un trop grand nombre de bénéficiaires de prestations publiques non régaliennes sans aucune contrepartie monétaire. Cette dynamique conduit inévitablement à une fragmentation de la cohésion sociale et à des tensions au sein de la société.

En fin de compte, trouver un juste équilibre entre les impératifs d'un libéralisme humaniste et la nécessité d'une justice sociale constitue un défi complexe de nos autorités. Mais cet équilibre ne laisse pas place à la gratuité et impose une certaine rigueur dans la gestion des deniers publics. ▬

A l'air libre Retrouvez les chroniques du conseiller national PLR Cyril Aellen sur www.letemps.ch
Plusieurs nouveaux élus au parlement fédéral prennent régulièrement la parole dans les colonnes du «Temps».

PODCAST



Le Vert **Nicolas Walder**, l'homme qui monte dans un parti qui baisse. Il est l'invité de Sous la Coupole, au micro de Nicolas Lamon et Romain Clivaz. Au programme: conférence sur l'Ukraine au Bürgenstock. Négociations Suisse-UE. Répliques politiques du séisme Nemo à l'Eurovision. Condamnation pour inaction climatique à Strasbourg. Le Carougeois est sur tous les fronts.

www.letemps.ch/podcasts



Sommes-nous en train de revivre la crise de 2008?

CHRONIQUE



LAURENT HORVATH
CHRONIQUEUR

L'organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, a convenu de prolonger les réductions des extractions pétrolières jusqu'en 2025, tout en se laissant la possibilité de revisiter cette stratégie d'ici à l'automne. Le pétrole est le sang qui coule dans les veines de l'économie et la position de l'OPEP résonne comme un indicateur d'incertitude sur la croissance mondiale à venir. Bien que la consommation pétrolière subisse actuellement une poussée de la demande dans de nombreux pays, notamment pour la production d'air conditionné, les prévisions sont mitigées.

Le cartel prévoit un ralentissement de l'économie mondiale et cette évaluation est partagée par certaines banques centrales qui viennent d'abaisser leurs taux directeurs bien que l'inflation reste à un niveau élevé. Les banques canadiennes, suisses et européennes ont franchi le cap. Ces institutions marchent à tâtons et cet empressement semble indiquer une peur de reproduire la crise de 2008 avec des outils trop rigoureux.

En 2008, une vague de défauts de paiement déclencha la débâcle des subprimes

Les parallèles avec cet épisode deviennent de plus en plus nombreux entre des élections américaines, des niveaux de dettes problématiques, des prix de l'énergie élevés et un système financier chancelant. Aux Etats-Unis, 63 banques se trouvent au bord du défaut de paiement avec plus de 500 milliards de dollars de pertes sur créances.

De plus, le *spread*, soit la différence entre le prix d'achat le plus élevé du marché et le prix de vente le plus bas du marché, entre les rendements du 10 ans et du 2 ans américains, a atteint des niveaux rarement vus, même en 2008. Il confirme que ce signal de récession, déclenché par l'inversion de la courbe il y a 2 ans déjà, est en train de s'intensifier.

Pour mémoire, la crise de 2008 fut la résultante d'une hausse insupportable des prix du baril de pétrole. Ce phénomène déclencha une poussée d'inflation qui dut être contrecarrée par une forte augmentation des taux d'intérêt. Ainsi, aux Etats-Unis, les taux hypothécaires passèrent de pratiquement zéro à plus de 6%. Noyés sous les dettes, les propriétaires américains n'eurent pas les capacités financières pour couvrir leurs échéances. Une vague de défauts de paiement déclencha la débâcle des subprimes, cette folle invention d'un système bancaire et financier dérégulé.

Sans augmenter la consommation d'énergie, une croissance solide est illusoire

Ce schéma revient d'actualité alors que le monde financier fait preuve d'une créativité qui crispe. De nouveaux modes de calcul de l'inflation émergent. Du fameux «panier de la ménagère», les éléments qui pèsent trop fortement dans la balance comme l'énergie et la nourriture ont été retirés, afin d'obtenir une inflation sous-jacente, nettement moins alarmiste. Même la Suisse a retiré les hausses des primes maladie des calculs afin d'éviter les compensations salariales. Ces variantes de calculs permettent, en année électorale, de faire reluire les actions des gouvernements mais elles s'éloignent des fondamentaux.

Dans ce contexte, comment éviter une récession? En Europe, depuis 2008, les quantités d'énergie consommées sont en baisse continuelles. Le mouvement s'est encore accéléré avec la chute des importations de gaz-méthane russe. Sans augmenter la consommation d'énergie, une croissance solide est illusoire et le secteur industriel ne peut que s'effriter. L'analyse des chiffres de la création d'emplois montre qu'ils reposent sur les secteurs de la santé, de l'éducation, des loisirs et du service public. Ces secteurs dépendent de l'électricité contrairement à l'industrie, qui est intensive en pétrole et gaz.

Cette tendance est exacerbée par une surproduction industrielle chronique chinoise. En effet, grâce à des prix subventionnés des énergies et à un soutien financier sans faille de l'Etat, la Chine est en train de noyer certains marchés clés avec des tarifs particulièrement bas et met une pression trop grande sur les industriels du monde entier. Une possession massive d'énergie devient de plus en plus un antidote pour éviter de tomber dans une crise, comme en 2008. ▬

Faire tomber les préjugés

OPINION



RALPH FRIEDLÄNDER
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION SUISSE DES COMMUNAUTÉS ISRAÉLITES

La situation pour la population juive en Suisse n'a pas été aussi difficile depuis longtemps

Dimanche dernier, l'assemblée des délégués de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) m'a élu nouveau président. C'est un grand honneur pour moi de présider l'organisation faîtière des communautés juives de Suisse pour les quatre prochaines années. Et pourtant, je suis également conscient que j'assume cette fonction à une époque très difficile pour les juifs suisses.

En effet, la situation pour la population juive en Suisse n'a jamais été aussi difficile depuis longtemps. Le nombre d'incidents antisémites a énormément augmenté depuis le 7 octobre 2023 et des agressions physiques contre des personnes juives ont eu lieu et continuent d'avoir lieu. Quelque chose que nous n'avions pas connu dans cette ampleur en Suisse jusqu'à l'an dernier.

La conséquence est que de nombreux juifs suisses n'osent plus porter publiquement des signes de leur religion et de leur identité. La kippa est cachée sous la casquette de baseball, le pendentif en forme d'étoile de David est porté sous le T-shirt. Si on ne le fait pas, on court le risque, dans le pire des cas, de se faire frapper ou de se faire cracher dessus. Dans le meilleur des cas, on se fait traiter de «sioniste» ou on doit se justifier pour la guerre à Gaza.

Les étudiants juifs en particulier ont la vie dure en ce moment. Les universités en Suisse sont régulièrement occupées par des groupes dits «Students for Palestine». Bien sûr, il doit être permis de manifester pour la fin de la guerre dans la bande de Gaza. Je souhaite également la fin de la violence le plus rapidement possible et une paix durable pour toute la région.

Cependant, les méthodes et le militantisme d'une partie du mouvement, ses revendications et surtout les slogans affichés et scandés ne témoignent pas seulement d'un mouvement pacifique. L'appel à l'anéantissement d'Israël et à une nouvelle intifada a été entendu à plusieurs reprises lors de la plupart des occupations d'universités.

Il ne fait aucun doute que l'antisémitisme doit être davantage combattu en Suisse. Cela se fait actuellement, mais surtout par le biais d'associations de la société civile et d'ONG comme la FSCI. C'est pourquoi il est si important que le parlement fédéral ait transmis au Conseil fédéral une motion demandant une stratégie et un plan d'action contre le racisme et l'antisémitisme. C'est une revendication de longue date de la FSCI. La Confédération va maintenant s'y atteler et présenter un plan d'action pour lutter à l'avenir en Suisse contre l'antisémitisme, mais aussi contre toutes les autres formes de racisme.

La FSCI elle-même apporte depuis longtemps sa contribution à cet égard. Dans ce contexte, il est important pour nous de lutter contre les préjugés dominants avant tout par l'éducation, l'information et le dialogue. C'est un moyen particulièrement prometteur pour les jeunes. Le droit pénal, et notamment la norme pénale antiraciste, est le dernier recours, surtout pour les personnes dont l'idéologie est déjà si ancrée que même le meilleur dialogue n'apporte plus rien.

Mais la manière dont le judaïsme et les juifs suisses apparaissent dans les médias me semble tout aussi importante. La plupart du temps, cela se fait dans le cadre de la Shoah, en tant que victimes de l'antisémitisme dans l'histoire et aujourd'hui, ou lors de l'escalade du conflit au Proche-Orient. Même si ces reportages sont bien entendu nécessaires et pertinents, il serait également souhaitable de trouver d'autres aspects de la vie juive dans les médias. La culture juive, la diversité des fêtes juives, l'art culinaire juif – la vie juive en Suisse.

Celle-ci existe depuis plusieurs siècles et a toujours apporté sa contribution à la science, à l'art, à l'économie et à la société de notre pays. Tout cela est aussi passionnant et diversifié que le sont les 18 000 juifs de Suisse. Une présentation de ces thèmes à la télévision, à la radio et dans les journaux permettrait certainement à de nombreux Suisses d'accroître leurs connaissances sur leurs concitoyens juifs, et donc de faire tomber les préjugés. ▬

Plus de pouvoir d'achat, mais à quel prix?

FRANCE S'il accédait au pouvoir après les législatives anticipées de fin juin, le Rassemblement national lancerait une politique de relance par la demande. Un programme périlleux et coûteux, qui risque de malmener un budget chancelant, selon deux experts

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

Après la percée du Rassemblement national en France lors des élections européennes du 9 juin, il n'est pas exclu que les législatives anticipées qui se dérouleront fin juin débouchent sur l'accession au pouvoir de la droite dure. Sur le plan économique, certaines de ses grandes orientations demeurent floues, tandis que sa volonté de redonner du pouvoir d'achat aux Français risque fort de se heurter à la situation budgétaire déjà périlleuse de notre grand voisin.

Au moment d'évaluer le programme du Rassemblement national (RN), la première difficulté est liée à l'absence de mise à jour récente. Les dernières mesures économiques proposées par le RN, publiées dans le cadre des élections européennes, laissaient une large place aux questions communautaires comme le libre-échange, l'agriculture ou la durabilité. Le programme électoral de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2022 constitue donc un point de repère important, de même que les déclarations des cadres du RN. En attendant des précisions qui viendront d'ici au premier tour des législatives anticipées.

Ni de droite ni de gauche

Le programme économique du RN «est dépensier sur certains aspects, tout en réduisant les impôts; il n'est donc pas complètement de gauche, dans la mesure où il n'implique pas une hausse généralisée des impôts, ni de droite car la dépense sociale devrait fortement augmenter», résume Jérôme Legras, de la société de gestion d'actifs parisienne Axiom, qui a reçu beaucoup de demandes d'explications de ses clients étrangers, en particulier anglo-saxons.

«Le cœur du programme du RN vise à redonner du pouvoir d'achat aux Français via des réformes que l'on peut qualifier de clientélistes comme la baisse du prix de l'électricité, des diminutions de charges ou de taxes, soit effectuer une relance par la demande. Mais cela s'avérera difficile dans le contexte budgétaire français déjà très tendu», analyse Mabrouk Chetouane, directeur de la stratégie de marché chez Natixis IM.



> **«Rajouter des dépenses non financées rappelle l'éphémère première ministre britannique Liz Truss»**
>
> MABROUK CHETOUANE, DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE DE MARCHÉ, NATIXIS IM

La France, dont le déficit budgétaire atteint 5,5% du PIB et dont la note a été dégradée par Standard & Poor's (S & P) en raison d'une trajectoire budgétaire jugée non conforme, a envoyé une feuille de route aux autorités européennes où figuraient des éléments de recadrage des dépenses publiques afin de rentrer dans les clous du Pacte de stabilité, rappelle le spécialiste parisien. Cet instrument de surveillance prévoit un plafond à 3% du PIB pour le déficit public et de 60% pour la dette publique.

«Rajouter des dépenses non financées rappelle l'éphémère première ministre britannique Liz Truss, dont le mini-budget avait déclenché les foudres des marchés financiers», poursuit Mabrouk Chetouane. Liz Truss avait dû quitter son poste après quarante-neuf jours en fonction à l'automne 2022, son grand projet de réduction d'impôts ayant provoqué un début de panique financière et une flambée des taux d'intérêt.

L'effet des différentes mesures prévues sur les finances publiques sera effectivement l'aspect le plus observé, reprend Jérôme Legras, d'Axiom: «Sera-t-il tenable s'il implique d'ajouter 30 milliards d'euros de dépense et de retirer 30 milliards de recettes? Ce serait clairement un problème d'autant plus qu'on part d'une situation budgétaire assez complexe. Si un tel programme est mis en œuvre rapidement sans être financé, on risque d'avoir un peu de chahut sur le marché de la dette souveraine française.» Mardi après-midi, le taux d'emprunt de la France à dix ans continuait de grimper, si bien que l'écart avec le taux allemand à même échéance atteignait un record depuis 2020.

Des mesures inflationnistes

Il reste qu'il est toujours délicat d'estimer l'impact d'un programme économique. Au moment de l'élection présidentielle de 2022, Marine Le Pen avait chiffré son programme aux alentours de 60 milliards d'euros, en tenant compte des recettes et des dépenses. D'autres institutions comme l'Institut Montaigne, un cercle de réflexion marqué à droite, avaient estimé le coût global du projet présidentiel de Marine Le Pen à 102 milliards d'euros par an pour les finances publiques.

«Risque d'instabilité financière», «propositions folles»: mardi, les organisations patronales françaises se sont inquiétées que le RN, s'il remporte les législatives, ne détricote une politique économique qui a permis aux entreprises et à l'emploi de mieux se porter depuis 2017, mais évitent de l'attaquer trop frontalement, rappelle l'agence AFP.

Autre difficulté prévisible, l'inflation. «La relance que voulait Marine Le Pen dans son programme présidentiel de 2022 repose sur un soutien à la consommation, qui stimulerait la croissance et générerait des recettes supplémentaires. Or la stimulation de la demande combinée à l'augmentation de 10% des bas salaires, qui peut être une bonne idée par ailleurs, pourrait difficilement être absorbée par les entreprises sans qu'elles ne doivent augmenter leurs prix de vente, en particulier les PME. Cela revient à lutter contre l'inflation en produisant de l'inflation», estime encore Mabrouk Chetouane, de Natixis.



Le jeune et populaire président du Rassemblement national, Jordan Bardella. *(PARIS, 2 JUIN 2024/DANIEL DORKO/HANS LUCAS)*

Elément figurant également dans le programme du RN, un fonds souverain serait alimenté par l'épargne française, qui est importante et dormante, pour financer des investissements dans l'économie nationale. «Pourquoi pas, mais c'est nier la réalité des chiffres et du comportement des Français en matière d'investissement, qui sont très réticents à aller vers des actifs risqués. En outre, ce fonds souverain est censé avoir une taille de 500 milliards, mais l'épargne des Français n'affiche pas des flux suffisants pour atteindre cette somme», conclut le cadre de Natixis IM, qui s'attend à ce que de nombreuses promesses ne soient pas suivies d'effet. «Sur la réforme des retraites, à laquelle le RN est opposé, on aurait pu s'attendre à ce que le parti propose de se pencher à nouveau sur ce dossier, mais Jordan Bardella a déclaré que ce n'était pas une priorité», résume Mabrouk Chetouane. ▬

Emmanuel Macron clarifie son plan et ne change pas grand-chose

CAMPAGNE A la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, le président a donné une longue conférence de presse à quelques centaines de mètres de l'Elysée

PAUL ACKERMANN, PARIS
X @paulac

La France n'avait toujours pas bien compris dans quelle optique son président avait dissous l'Assemblée nationale dimanche. Emmanuel Macron a donc donné une longue conférence de presse ce mercredi à la mi-journée, à quelques centaines de mètres de l'Elysée. Le lieu n'était pas neutre, car il semblait indiquer que c'était plutôt un chef de parti en pleine campagne qui parlait, et non un président de la République. On pouvait s'attendre à du nouveau, un programme susceptible de rassembler cette majorité qui échappe au gouvernement en place.

Difficile cependant de distinguer une vraie évolution de ligne dans les déclarations du jour. Sur le pourquoi de la dissolution, Emmanuel Macron répond que face à «un désordre constant à l'Assemblée, inquiétant pour les Français» et les menaces de censure de son gouvernement, la situation était devenue «intenable». D'autant que pour lui une réponse s'imposait face à un vote pour les «extrêmes» qui s'est élevé à près de 50% aux élections européennes de son point de vue.

Emmanuel Macron ne voulait pas faire comme si de rien n'était: «Je n'ai jamais été là pour protéger le système politique» qui préfère l'ambiguïté, ajoute-t-il. Pour lui, on ne peut pas gouverner contre le peuple et il s'agit de «déchirer l'hypocrisie qui est à l'œuvre». «Nous y sommes, les masques tombent», constate-t-il en référence aux alliances en cours entre certains membres de la droite traditionnelle et l'extrême droite. «La bataille des valeurs» a commencé, «la clarification, c'est maintenant». Accusant La France insoumise (LFI) d'antisémitisme et le Rassemblement national (RN) de remettre en cause l'Etat de droit et tous les deux de vouloir «aider la Russie», Emmanuel Macron dénonce les compromissions de ceux qui s'y allient et entend les ramener à lui, avant ou après l'élection. Le président français y croit: il a lancé à de nombreuses reprises qu'il refusait d'embrasser «l'esprit de défaite» et d'envisager un RN au gouvernement. «Je suis un indécrottable optimiste», affirme-t-il.

Une méthode nouvelle pour gouverner

L'ancien premier ministre de centre droit Edouard Philippe, allié historique d'Emmanuel Macron, de plus en plus critique, notamment sur la dissolution et l'engagement du président dans cette campagne, a boudé l'événement. En réponse, le président français a affirmé qu'il ne ferait pas campagne au-delà de cette conférence de presse et notamment, qu'il ne débattrait pas face à Marine Le Pen comme envisagé ces dernières semaines. C'est désormais son parti (Renaissance) et son premier ministre (Gabriel Attal) qui sont aux manettes pour convaincre d'autres de les rejoindre.

Car le plus grand changement dans son discours est peut-être à chercher du côté de la méthode. Le président promet en effet une «refondation de la vie politique» française en rassemblant tous ceux qui «ne peuvent pas se reconnaître dans les extrêmes», «une fédération de projets pour gouverner». Pour lui, «le bloc central progressiste, démocratique et républicain» est «un socle cohérent», «qui saura agir» et «aller dialoguer avec des dirigeants et des forces qui n'en sont pas membres» aujourd'hui. Il évoque «des sociaux-démocrates, des radicaux, des écologistes, des démocrates-chrétiens, des gaullistes» qui pourraient venir fournir les rangs de ce pôle… et demande donc à son camp d'intégrer les propositions d'autres alliés. «Ce n'est pas qui m'aime me suive», affirme-t-il, mais une volonté de «tisser des compromis», «en co-construisant».

Problème: jusqu'ici, ces alliés potentiels ont toujours refusé les appels des macronistes. Le président mise donc sur le choc de cette dissolution et du risque d'une arrivée au pouvoir des lepénistes pour passer ce cap.

Reste le programme, et de ce côté, la ligne bouge peu. Plein-emploi, renforcement de l'école, décarbonation de l'économie… elle se résumerait à un projet de raison face à l'incohérence des «extrêmes», de gauche comme de droite. Tout juste le président promet-il «plus d'autorité républicaine» pour rassurer ceux que le désarroi et le sentiment de «dépossession» poussent vers l'extrême droite, notamment sur la violence des mineurs et l'immigration illégale. Emmanuel Macron annonce aussi «un grand débat sur la laïcité» et un retour à des «rites républicains» comme le Service national universel.

Le cap économique reste celui du travail, qui «doit mieux payer», tout en donnant quelques gages pour «lutter contre les assignations à résidence», la discrimination afin de «prévenir les inégalités» selon les origines sociales. Pour convaincre à gauche, Emmanuel Macron promet donc des «mesures fortes» à venir sur le sujet et une «révolution de l'action publique pour la jeunesse».

Au chapitre des vraies annonces, le président a tout de même confirmé la suspension du projet de loi constitutionnelle modifiant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie, qui a mis le feu à l'archipel. ▬

«Le Pacte vert ne s'écroulera pas»

UNION EUROPÉENNE Pour la politologue Claire Dupont, de l'Université de Gand en Belgique, les résultats des dernières élections ne sonnent pas le glas de la politique environnementale. Mais la portée des mesures proposées risque d'être amoindrie

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALINE MINET
@pascalineminet

Les dernières élections européennes ont été marquées par un glissement du Parlement vers la droite, avec une forte progression des partis de droite dure. Un contexte qui paraît peu favorable au Pacte vert, ensemble de mesures adoptées en 2021 par l'UE, dans l'objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici à 2030, par rapport à leur niveau de 1990, et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Spécialiste de la transition environnementale de l'UE, la chercheuse de l'Université de Gand Claire Dupont évoque les possibles conséquences de ce vote.

INTERVIEW

Quel impact les dernières élections pourraient-elles avoir sur la politique environnementale de l'Union, en particulier sur le Pacte vert? Je ne pense pas que le Pacte vert s'écroulera à la suite de ces élections. Le Parti populaire européen (PPE, de centre droit) demeure en effet la force politique majoritaire au sein du nouveau Parlement, et ce parti a soutenu l'adoption de ce programme, aux côtés des sociaux-démocrates et des libéraux. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a même fait du Pacte vert l'initiative phare de son mandat. L'élan politique en faveur de l'écologie ne devrait donc pas disparaître au sein de l'UE, en particulier si la présidente de la Commission est reconduite à son poste, comme elle le souhaite.

> «L'élan politique en faveur de l'écologie ne devrait pas disparaître au sein de l'UE»
> CLAIRE DUPONT, POLITOLOGUE

Ces derniers mois, l'écologie a pourtant connu des revers au niveau européen… En effet. Les contraintes environnementales sur l'agriculture, notamment la réduction de certains pesticides, ont été amoindries à la suite des mouvements agricoles du début de l'année. La loi sur la restauration de la nature a aussi été revue à la baisse. Le PPE n'a théoriquement pas retiré son soutien au Pacte vert, mais il a soutenu ces allégements. A la suite des dernières élections, je crains que les partis centristes ne glissent encore davantage vers la droite. Je ne pense pas qu'ils remettront en cause les progrès obtenus au niveau de l'industrie et de la technologie, ni le déploiement des énergies renouvelables, vus comme favorables à la compétitivité économique. Mais je doute qu'ils entrent en matière sur d'autres aspects plus sensibles de la transition écologique, comme la protection de la nature ou la transformation du modèle agricole. D'autant plus qu'on assiste simultanément à une forte poussée de l'extrême droite, qui a de tout temps bloqué les mesures environnementales. Si ces partis arrivent au pouvoir dans certains Etats, alors leur influence se fera sentir aussi au Conseil de l'Union européenne [qui légifère conjointement avec le Parlement, ndlr].

En 2019, lors des dernières élections, on avait assisté à une forte progression des Verts, poussés par les mouvements des jeunes en faveur du climat. Comment expliquer leur érosion actuelle? Les Verts ont perdu de la vitesse dans certains pays importants comme la France et l'Allemagne, mais ils ont progressé ailleurs, notamment en Suède et aux Pays-Bas. Dans certains Etats, ils semblent avoir fait les frais de leur appartenance à une plus vaste coalition, sanctionnée par les électeurs. Il faut donc se garder d'une interprétation simpliste. Mais il est exact qu'avec la guerre en Ukraine, les préoccupations économiques se sont imposées auprès des électeurs, sans que les partis écologistes parviennent à y répondre. Les partis populistes ont profité de la situation pour dénoncer le coût des mesures en faveur du climat… en omettant d'indiquer quel serait celui de l'inaction.

L'Union européenne aime se décrire comme une championne de la protection du climat. Va-t-elle pouvoir continuer à le faire? L'UE peut à juste titre se prévaloir du fait qu'elle est parvenue à faire baisser ses émissions de gaz à effet de serre au cours de deux dernières décennies. Pour y parvenir, elle a mis en place des outils ambitieux, dont un système d'échange de quotas d'émission entre Etats membres, et un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières [destiné à limiter la perte de compétitivité occasionnée par l'adoption de mesures environnementales, ndlr]. Cependant, avec les politiques actuelles, l'objectif de parvenir à la neutralité carbone en 2050 paraît hors de portée. Si elle veut conserver sa crédibilité internationale sur le sujet, l'Union doit renforcer ses mesures. Or les ambitions européennes risquent plutôt d'être revues à la baisse. La crise environnementale appelle une transformation profonde de nos sociétés et je doute fortement que les partis désormais au pouvoir soient prêts à porter un tel projet. ■

MAIS ENCORE

Marine Le Pen et ses alliés réunis à Bruxelles
Les responsables de plusieurs partis d'extrême droite, dont Marine Le Pen, présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale en France, et Matteo Salvini, chef de la Ligue en Italie, se sont réunis hier à Bruxelles pour faire le point après les élections européennes. Pour rappel, le groupe Identité et démocratie a fait jusqu'à présent l'objet «d'un cordon sanitaire» du reste du Parlement européen en raison de ses positions anti-islam, anti-immigrés ou anti-UE de ses membres. (ATS)

Marion Maréchal désavoue Eric Zemmour
La candidate du parti français Reconquête aux élections européennes, Marion Maréchal, a appelé hier soir à voter pour les candidats de l'alliance entre le RN et le patron exclu des Républicains Eric Ciotti aux législatives anticipées, dénonçant la «triple faute» d'Eric Zemmour qui souhaite, lui, présenter des candidats Reconquête contre le RN. (AFP)

Eric Ciotti exclu des Républicains

FRANCE Le principal parti de droite a pris cette décision à la suite de l'appel de son président de s'allier avec le Rassemblement national

ATS


ÉRIC CIOTTI
EX-PATRON DES RÉPUBLICAINS

Les Républicains (LR), principal parti de droite en France, a décidé hier d'exclure son chef, qui a déclenché une crise interne mardi en proposant une alliance inédite avec l'extrême droite en vue des législatives anticipées, indique un communiqué du parti. Eric Ciotti a été exclu à «l'unanimité» par le bureau politique des Républicains, le parti héritier du général de Gaulle et dont sont issus plusieurs anciens présidents de la République.

«Les Républicains présenteront des candidats aux Français dans la clarté et l'indépendance» pour les élections législatives, a assuré la députée Annie Genevard à l'issue de la réunion, alors que la Commission nationale d'investiture a été «reconduite dans sa forme actuelle». Eric Ciotti, qui n'avait pas participé à la réunion du parti, a réagi en clamant: «Je suis et je reste le président.» Vingt-quatre heures après qu'Eric Ciotti a prôné une «alliance» avec le Rassemblement national, la crise apparaît plus que jamais aiguë chez LR, alors que le président exclu avait d'abord fait fermer les portes du siège parisien du parti, contraignant le bureau politique à se réunir dans un local loué à proximité. «Nous sommes capables de rassembler des électeurs et nous sommes capables demain, à l'Assemblée nationale, de servir de rempart face [aux] dérives qui menacent aujourd'hui la France», a déclaré le député François-Xavier Bellamy après la décision d'exclure Eric Ciotti. ■

L'invitation qui déchire

DISCOURS Benyamin Netanyahou tiendra une allocution devant les deux Chambres du Congrès le 24 juillet. Nombre d'élus démocrates boycotteront l'événement. Au centre de cette manœuvre, l'Israélo-Américain Ron Dermer, fidèle conseiller du premier ministre israélien

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Le sénateur démocrate du Vermont Bernie Sanders n'a aucune affinité avec Benyamin Netanyahou. Juif ayant grandi à Brooklyn, il refuse catégoriquement d'assister, le 24 juillet prochain, au discours du premier ministre israélien devant les deux Chambres réunies du Congrès américain. A ses yeux, Israël avait le droit de se défendre après l'atroce attaque du 7 octobre 2023 qui a coûté la vie à plus de 1200 personnes massacrées par le Hamas et ses affiliés. Mais le Congrès ne doit pas honorer un leader «qui a créé le plus grand désastre humanitaire dans l'histoire moderne (d'Israël)» et qui a contribué à affamer des milliers de femmes et enfants. Netanyahou est «en guerre contre tout le peuple palestinien», déplore-t-il.

L'invitation signée par les leaders républicains et démocrates du Congrès intervient peu après que le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a demandé à ses juges d'approuver un mandat d'arrêt contre le chef du gouvernement israélien et son ministre de la Défense, Yoav Gallant. Une requête qui a outré les responsables politiques outre-Atlantique.

Choisir les terroristes

La forte objection de Bernie Sanders au discours de Benyamin Netanyahou lui a valu les foudres du président républicain de la Chambre des représentants, le trumpiste Mike Johnson, qui l'accuse de choisir le camp des «terroristes» (Hamas). Cette situation illustre l'impossibilité aux Etats-Unis d'avoir une discussion objective et sereine sur Israël. On est soit «pour» l'Etat hébreu, soit «contre». La demi-mesure n'est pas permise. La venue de Benyamin Netanyahou au Capitole est un facteur de fortes divisions entre républicains et démocrates, mais aussi entre démocrates eux-mêmes.

Le chef de file des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, illustre le constant dilemme: lui-même de confession juive, il s'était montré très critique envers Benyamin Netanyahou ce printemps, appelant dans une allocution devant le Sénat à de nouvelles élections en Israël: «Le premier ministre Netanyahou s'est fourvoyé en préférant sa survie politique aux intérêts d'Israël.» Mais sous la pression, il a fini par approuver l'invitation de peur de se mettre à dos ceux qui le soutiennent. De son côté, le chef du gouvernement israélien s'est dit «touché d'avoir le privilège de […] présenter aux représentants du peuple américain et au monde entier la vérité au sujet de notre guerre juste contre ceux qui cherchent à nous détruire.»

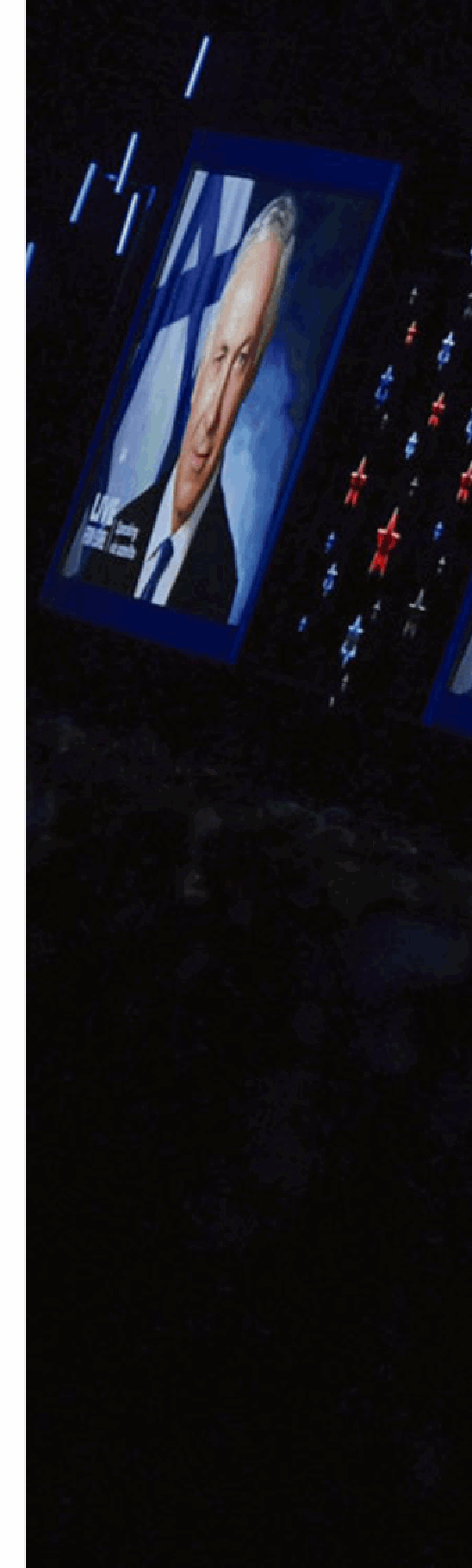
Autrice du livre *Our Hearts Invented a Place: Can Kibbutzim Survive in Today's Israel?* (Nos cœurs ont inventé un espace: le kibboutz peut-il survivre dans l'Israël d'aujourd'hui?), Jo-Ann Mort le relève dans une tribune publiée dans *The Guardian*: «Les républicains sont convaincus qu'Israël est un facteur de division et que les électeurs juifs qui votent habituellement démocrates se retourneront contre le ticket Biden-Harris si le président – peut-être le plus pro-Israël depuis Harry Truman – apparaît comme étant anti-Israël.» Cette Américaine juive de Brooklyn ajoute que soutenir l'Etat hébreu ne signifie pas approuver Benyamin Netanyahou.

Le discours de Benyamin Netanyahou du 24 juillet pourrait bien être boycotté par plusieurs dizaines de démocrates. Il n'en est pas à son premier coup: aucun autre dirigeant étranger n'aura eu l'occasion de s'exprimer à quatre reprises au Capitole. Or la dernière fois, en 2015, plus de 60 démocrates avaient quitté l'hémicycle.

Derrière les deux allocutions de 2015 et de 2024, le même personnage est à la manœuvre: l'Israélo-Américain Ron Dermer. Ministre des Affaires stratégiques, il est un très proche conseiller de Benyamin Netanyahou et son porte-voix à Washington. Né aux Etats-Unis, «il fonctionne comme un agent du Parti républicain», analyse Jo-Ann Mort. Il a joué un rôle clé dans l'invitation du Congrès en négociant avec le président de la Chambre basse, Mike Johnson. Il avait déjà joué le même rôle en 2015 quand il était encore ambassadeur israélien à Washington. Il avait négocié le même type d'allocution avec les républicains sans que le président Barack Obama en fût informé. Là déjà, Benyamin Netanyahou avait utilisé son allocution au Congrès pour saborder l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) qu'Obama était en train de mettre en place avec cinq autres puissances (France, Royaume-Uni, Chine, Russie et Allemagne). La Maison-Blanche était furieuse.

> «Les électeurs juifs vont se retourner contre le ticket Biden-Harris si le président apparaît comme étant anti-Israël»
> JO-ANN MORT, AUTRICE ET JOURNALISTE AMÉRICAINE

L'Institut de sondage Pew Research a examiné le comportement des électeurs juifs: sept sur dix s'associent au Parti démocrate et 29% avec le Parti républicain. La proportion d'électeurs juifs alignés sur les démocrates a augmenté de huit points depuis 2020. Depuis les années Obama, le schisme entre une partie des juifs américains et Israël s'est renforcé. On l'a vu récemment lors des manifestations pro-Palestine sur les campus états-uniens où nombre d'étudiants juifs protestaient aux côtés de pro-palestiniens. L'équipe de Benyamin Netanyahou n'en fait pas mystère: un retour de Donald Trump au Bureau ovale serait souhaité.


Benyamin Netanyahou s'exprime ici à l'écran depuis

Biden tiraillé

Si Joe Biden a mené depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre une politique envers Israël qui lui vaut aujourd'hui de sévères critiques de l'aile gauche de son parti et des jeunes Américains, il entretient lui aussi une relation très conflictuelle avec le gouvernement Netanyahou. Il n'a cessé d'exhorter Tel-Aviv à ne pas lancer une offensive militaire à Rafah, au sud de la bande de Gaza, où ont été déplacés plus d'un million de Gazaouis. En vain. Il a dénoncé avec force la requête de Karim Khan d'établir un mandat d'arrêt contre le premier ministre. Et la semaine dernière, la Maison-Blanche a refusé d'abonder dans le sens des sanctions votées par la Chambre des représentants contre la CPI.

L'administration Biden a à son tour voulu forcer la main du gouvernement israélien en faisant passer lundi une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour un plan en plusieurs étapes prévoyant un cessez-le-feu, un retour des otages israéliens aux mains du Hamas et une libération de prisonniers palestiniens. Un plan que le Hamas aurait accepté. A en croire la chaîne américaine NBC, la Maison-Blanche serait même prête à négocier séparément avec le Hamas une libération des cinq otages américains si le plan qu'elle a proposé devait être refusé. ■

le Congrès américain



Israël, lors d'une des réunions annuelles de l'Aipac, puissant lobby pro-israélien basé dans la capitale américaine. (WASHINGTON DC, 26 MARS 2019/JIM WATSON/AFP)

L'emprise du lobby en faveur d'Israël crispe des élus

ÉTATS-UNIS L'Aipac, principal groupe américain de lobby pro-israélien, serait prêt à consacrer 100 millions de dollars pour influencer les primaires démocrates. En attendant, il s'est cassé les dents sur un conservateur du Kentucky

LUIS LEMA
X @luislema

Thomas Massie se définit comme un «vrai conservateur». Cet élu à la Chambre des représentants pour le Kentucky est devenu célèbre à Noël, lorsqu'il a fait poser toute sa famille devant le sapin, armes automatiques à la main, réclamant «plus de munitions».

Il est à nouveau sous les projecteurs: disputant les primaires républicaines de son parti, le mois dernier, il a été la cible d'une campagne publicitaire sans précédent, menée contre lui par l'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), le plus grand lobby pro-Israël aux Etats-Unis. «Israël et la Terre sainte sont attaquées: par l'Iran, par le Hamas, par le Hezbollah et par le congressman Tom Massie», disaient les publicités qui cherchaient sa chute politique.

De son propre aveu, l'Aipac a ainsi dépensé plus de 300 000 dollars dans cette campagne, ce qui n'a pas empêché Thomas Massie de remporter la primaire haut la main (plus de 76% des voix) dans ce district du Kentucky qu'il représente à Washington depuis douze ans. Il est devenu, notamment pour la gauche américaine, «l'homme qui a battu l'Aipac». Surtout, revenant sur cet épisode devant l'animateur de télévision Tucker Carlson, l'élu vient de détailler, sans doute pour la première fois de manière aussi précise, le rôle central joué par l'Aipac au Congrès. «Chacun de mes collègues républicains a son représentant de l'Aipac qui lui est assigné, affirme-t-il. C'est comme un baby-sitter. Je ne sais pas comment ça marche du côté démocrate, mais c'est comme cela chez les républicains.»

Le «Monsieur non» du Congrès

A l'en croire, le républicain aurait été invité à rédiger des prises de position en faveur d'Israël dès son entrée en fonction. Une manière de le «tester» que le représentant a refusée. Même s'il se dit favorable à Israël, il a aussi décliné les invitations à visiter le pays avec sa femme, à l'inverse dit-il de l'écrasante majorité de ses collègues. La guerre avec l'Aipac était déclarée.

La presse a surnommé Thomas Massie le «Monsieur non» du Congrès américain. Et pour cause: ce libertarien républicain défend une conception extrême de la place des Etats-Unis dans le monde. A Washington, il s'est opposé tout aussi bien aux sanctions économiques contre la Russie, l'Iran et la Corée du Nord qu'à un soutien aux opposants des talibans afghans ou aux manifestants pro-démocratie de Hongkong. Il veut tenir les Etats-Unis à l'écart de tout ce qui est guerres étrangères ou sanctions. A ses côtés, même un Donald Trump (qui soutient Massie, même si l'inverse n'est pas vrai) passerait pour un défenseur acharné du multilatéralisme. En rapport avec Israël, Thomas Massie s'était aussi opposé à rendre illégaux les mouvements qui prônent son boycott; il n'a pas voté pour la proclamation d'une alliance stratégique entre les Etats-Unis et Israël et il s'est opposé à l'envoi de 14 milliards de dollars d'aide militaire à l'Etat hébreu. Il s'en amuse: ces prises de position amènent ses détracteurs à le placer dans le même sac que le célèbre «Squad» formé au Congrès par la frange la plus progressiste du Parti démocrate, formé autour des représentantes Alexandria Ocasio-Cortez ou de la Palestinienne d'origine Rashida Tlaib.

> **«L'Aipac veut me faire tomber pour l'exemple»**
> THOMAS MASSIE, ÉLU RÉPUBLICAIN

«L'Aipac veut me faire tomber pour l'exemple», note-t-il encore. Même aujourd'hui, le lobby pro-israélien poursuivrait sa campagne contre lui, par le biais d'annonces ou, affirme-t-il, à travers les églises évangéliques et via l'association Christians United for Israel, qui se prévaut de ses 10 millions de membres à travers les Etats-Unis pour défendre ardemment la politique israélienne.

Les déboires du républicain du Kentucky coïncident avec une offensive plus large de l'Aipac afin d'influencer les prochaines élections. Cette fois dans le camp démocrate, le groupe de pression pro-israélien serait prêt à consacrer jusqu'à 100 millions de dollars. Alors que les démocrates sont de plus en plus divisés, il s'agira ainsi de miner systématiquement les chances des candidats qui sont perçus comme les plus hostiles à Israël. Comme le rappelle OpenSecrets, une organisation qui traque l'origine des fonds politiques, c'est seulement à partir de 2021 que l'Aipac s'est donné les moyens d'intervenir ainsi dans les élections, en créant un «Super PAC», nommé «United Democracy Project», qui n'a pas de limites dans ses financements.

Jusqu'ici, triomphe l'Aipac, les 73 candidats démocrates qui avaient reçu son soutien ont tous remporté les primaires en vue des élections de novembre. Le tableau est le même pour 107 candidats républicains.

Cette irruption massive de l'Aipac dans la compétition démocrate a amené des groupes proches du parti à créer ce qu'ils ont appelé la coalition «Reject Aipac» (rejetez l'Aipac). Pour une raison bien simple: la majorité des gros donateurs est constituée de riches républicains, tels les financiers Paul Singer ou Jonathon Jacobson, et c'est donc entre leurs mains que se tiendrait une partie du sort des démocrates.

Pour le président Joe Biden, dont le soutien quasi indéfectible à Israël risque de peser lourd dans les urnes auprès de la gauche du Parti démocrate, cette «sélection» des candidats faite en partie par l'Aipac n'est pas forcément une mauvaise chose. Selon les chiffres d'OpenSecrets, Joe Biden est le démocrate qui a reçu le plus de fonds de la part de l'Aipac, soit plus de 5,5 millions de dollars entre 1990 et 2024. Il est bien loin devant Hillary Clinton, qui a bénéficié, elle, de dons du lobby à hauteur de 2,3 millions. ▬

A Gaza, le calcul cynique de Yahya Sinwar

PROCHE-ORIENT Des messages du leader du Hamas montrent qu'il considère les pertes civiles dans l'enclave comme un «sacrifice nécessaire», révèle le «Wall Street Journal»

LE TEMPS

L'ombre de Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza, où il serait caché, plane sur les négociations pour une trêve avec Israël dans le territoire occupé. On ne le voit pas, mais c'est bien lui qui a le dernier mot. Or il apparaît dans des messages que le *Wall Street Journal* a pu consulter qu'il résiste aux pressions exercées sur lui pour la conclusion d'un cessez-le-feu et que cette position est le résultat d'un cynique calcul: la poursuite de la guerre est politiquement à son avantage, même si le nombre de victimes civiles ne cesse de croître.

Alors que le monde entier suit avec effroi la litanie des morts dans l'enclave, encore plus lancinante depuis le début de l'opération israélienne à Rafah, il écrit à des représentants du Hamas engagés dans les négociations que «les Israéliens se trouvent exactement où nous voulions qu'ils soient». Le quotidien américain a eu accès à des douzaines de communications transmises aux négociateurs, mais aussi à d'autres membres du Hamas hors de Gaza. Yahya Sinwar y fait preuve d'un «mépris glacial pour la vie humaine» et indique «clairement» qu'Israël «a plus à perdre de la guerre que le Hamas», résument les auteurs de l'article.

Dans un de ses messages à des dirigeants du Hamas au Qatar, Yahya Sinwar évoque par exemple les pertes civiles dans les guerres d'indépendance dans des pays comme l'Algérie, où des centaines de milliers de personnes sont mortes en se battant pour le départ de la France. «Ce sont des sacrifices nécessaires», écrit-il.

Viser une victoire historique

Son objectif ultime semble être l'obtention d'un cessez-le-feu permanent qui permette au Hamas de remporter une victoire historique sur Israël et de revendiquer la direction de la cause nationale palestinienne. En atteste une communication à la direction politique du Hamas en février, au moment où les pourparlers pour une trêve s'accélèrent, dans laquelle Yahya Sinwar l'exhorte à ne pas faire de concessions et à insister sur la nécessité de mettre un terme à la guerre. Le nombre élevé de victimes civiles créerait une pression mondiale sur Israël, déclare-t-il alors.

Les tirs des forces israéliennes sur une foule de civils affamés lors d'une distribution d'aide humanitaire fin février sont venus peu après renforcer encore cette pression, tandis que les désaccords entre les dirigeants israéliens devenaient de plus en plus manifestes. Depuis, Israël a lancé son opération à Rafah, avec le coût diplomatique et humanitaire que l'on connaît. De son côté, Yahya Sinwar déclare désormais qu'il est prêt à mourir au combat, conclut le *Wall Street Journal*. ▬

SUR LE FIL

■ **Une commission de l'ONU accuse Israël de crimes contre l'humanité et le Hamas de crimes de guerre.** Selon les enquêteurs onusiens, les autorités israéliennes et «la branche militaire du Hamas et six autres groupes armés palestiniens» sont «responsables» de «crimes de guerre». L'ambassade d'Israël à Genève a immédiatement accusé la commission de «discrimination systématique» à son encontre. AFP

■ **Le Hezbollah a lancé hier une pluie de roquettes sur le nord d'Israël** et promis d'intensifier ses attaques pour venger la mort la veille d'un haut commandant militaire dans une frappe ciblée israélienne sur le sud du Liban. Taleb Sami Abdallah est «le plus important commandant du Hezbollah à être tué depuis le début de la guerre», selon une source militaire libanaise. L'armée israélienne a indiqué qu'environ 160 projectiles avaient été tirés du Liban sur Israël hier matin, en barrages successifs, sans faire de victimes d'après les premières informations des autorités. AFP

Au sommet du G7, des leaders affaiblis

DIPLOMATIE Boycott des diamants de Sibérie, fonds russes gelés, situation à Gaza et intelligence artificielle sont au menu des discussions. Avec, en toile de fond, les résultats des européennes, qui affaiblissent notamment Emmanuel Macron et Olaf Scholz

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
@vdegraffenried

Le sommet annuel du G7, qui se tient d'aujourd'hui à samedi dans les Pouilles, aura une saveur particulière. Si la première ministre italienne, Giorgia Meloni, qui reçoit en ses terres, a de quoi afficher un sourire triomphant après le succès des Fratelli d'Italia aux élections européennes, il n'en sera pas de même pour le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz. Le premier a dû dissoudre l'Assemblée nationale et convoquer des élections anticipées après le triomphe du Rassemblement national de Marine Le Pen et Jordan Bardella, alors que le 2e a vu son parti se faire dépasser par l'AfD, récemment exclue du groupe ID dans lequel siège le RN au Parlement européen.

Le Bürgenstock dans la foulée

C'est donc avec les deux poids lourds de l'UE en position de faiblesse que s'ouvre un sommet crucial, dans un contexte chargé. Aux défis liés à la guerre en Ukraine et à la situation à Gaza se greffent les incertitudes provoquées par la poussée de l'extrême droite en Europe et la perspective d'une nouvelle victoire de Donald Trump aux Etats-Unis. Le président américain, Joe Biden, est lui aussi en position de fragilité. Tout comme le premier ministre britannique, Rishi Sunak, qui fait face à des vents contraires avant les législatives du 4 juillet. Pour compléter le tableau, ajoutons les sondages d'opinion pas vraiment favorables pour les premiers ministres du Japon et du Canada.

Le décor, lui, reste somptueux. Les dirigeants du G7 (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, ainsi que l'UE) se réunissent dans la luxueuse station balnéaire de Borgo Egnazia, sorte de village-forteresse artificiel situé à mi-chemin entre les villes de Brindisi et de Bari, et prisé par des stars telles que Madonna ou Justin Timberlake, qui y a célébré son mariage. Un lieu particulier avec un slogan évocateur: «Nulle part ailleurs.» Et d'où journalistes et manifestants seront tenus à l'écart. La sécurité sera à son maximum, avec, notamment, un retour des contrôles aux frontières.

Le pape François sera également présent, une première, qui plus est pour parler d'intelligence artificielle. Tout comme le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Et une douzaine d'autres dirigeants invités par Giorgia Meloni, parmi lesquels le premier ministre indien, Narendra Modi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et le roi Abdallah II de Jordanie. La plupart se rendront dans la foulée en Suisse, pour la conférence du Bürgenstock «pour la paix en Ukraine». Mais pas Joe Biden, qui se fera remplacer par sa vice-présidente.

Imposer une traçabilité

Au programme du sommet du G7, l'aide à l'Ukraine figure en bonne place, avec la proposition américaine d'accorder à Kiev jusqu'à 50 milliards de dollars de prêts, garantis par les bénéfices générés par les quelque 300 milliards de dollars d'actifs de la banque centrale russe gelés en Occident.

Il sera également question du boycott des diamants russes. L'UE a franchi un pas important en décembre, en imposant une interdiction en trois étapes. D'abord les pierres brutes provenant directement de Russie, puis également les diamants polis dans des pays tiers. Dès septembre, une nouvelle étape devrait être franchie: toutes les gemmes à partir de 0,5 carat qui passent par Anvers (Belgique), la capitale mondiale du diamant, devront être traçables via un système impliquant la blockchain. C'est ce point qui devrait être précisé, avec une solution adoptée au niveau du G7, pas uniquement de l'UE. Or les Etats-Unis seraient en train de reconsidérer un peu leurs positions, sous la pression de diamantaires et de pays producteurs.

Imposer une traçabilité a pour but d'éviter que des diamants russes, polis en Inde par exemple, ne puissent se retrouver dans un pays du G7 sans que leur provenance initiale soit connue. Mais les défis pour mettre en place un système efficace sont immenses.

Une occasion pour Giorgia Meloni

Autre thème majeur: Gaza. Les dirigeants du G7 ont approuvé une proposition d'accord de paix émanant du président Joe Biden la semaine dernière. Elle prévoit notamment un cessez-le-feu immédiat et la libération progressive de tous les otages enlevés par le Hamas le 7 octobre. Ainsi qu'une solution fondée sur la coexistence de deux Etats. En tournée au Proche-Orient pour la promouvoir, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a rencontré Benyamin Netanyahou mardi, le jour même où le Hamas a donné sa réponse, pas encore dévoilée mais qui comprendrait des amendements.



Joe Biden arrive sur le tarmac de la base d'Andrews avant son départ pour l'Italie. *(MARYLAND, 12 JUIN 2024/MANDEL NGAN/AFP)*

Il sera également question d'intelligence artificielle, de politique commerciale chinoise, de changement climatique et de politique migratoire. Sans oublier des discussions, informelles, sur les «top jobs» de Bruxelles, qui suscitent beaucoup d'appétits.

Certaines de ces discussions pourraient n'aboutir sur rien de concret. Mais pour Giorgia Meloni, qui s'est envolée pour Borgo Egnazia dimanche déjà, l'occasion de rayonner et de renforcer sa crédibilité internationale est toute trouvée. «Je suis fière que notre nation se présente au G7 et en Europe comme le gouvernement le plus fort de tous», a-t-elle déclaré à ses partisans. «C'est quelque chose qui ne s'est jamais produit dans le passé et qui se produit aujourd'hui. C'est une satisfaction, mais aussi une grande responsabilité.» ■

Un Pacte sur l'asile à peine adopté et déjà contesté

MIGRATION L'Italie et la Grèce font partie des pays qui revendiquent une externalisation des demandes d'asile, alors que la réforme devrait entrer en vigueur en juin 2026. La progression de l'extrême droite en Europe va peser sur le débat

Jamais satisfaits. Après des années d'âpres négociations, le Pacte sur la migration et l'asile a finalement été adopté le 14 mai dernier, mais, dès le lendemain, 15 Etats de l'UE ont ouvertement plaidé en faveur de «nouvelles solutions» pour freiner la migration irrégulière vers l'Europe et externaliser les demandes d'asile. Ils l'ont fait savoir via une lettre adressée à la Commission européenne. Confirmée par les résultats des élections européennes, la progression de l'extrême droite dans plusieurs pays – en France, en Italie, en Autriche et en Allemagne, notamment – pèsera inévitablement sur le débat.

Un mécanisme de solidarité

C'est dans ce contexte que les commissaires européens Margaritis Schinas, chargé de la promotion du mode de vie européen, et Ylva Johansson, qui gère le dossier de la migration, ont détaillé ensemble, hier à Bruxelles, le plan pour la mise en œuvre du pacte. Parmi les principaux points de la réforme figurent l'accélération des procédures aux frontières extérieures de l'UE s'agissant des demandes d'asile jugées infondées ou irrecevables et l'introduction d'un mécanisme de solidarité pour «garantir un partage plus équitable des responsabilités».

Ce dernier point est censé permettre de soulager les Etats membres qui font face à un afflux important de requérants. C'est le cas notamment de l'Italie. Les autres pays de l'UE devront soit accepter de prendre des contingents de réfugiés, soit verser une contribution financière. D'autres mesures alternatives de solidarité sont prévues, comme la mise à disposition de gardes-frontières ou l'aide au déploiement de centres d'accueil.

Une «tâche herculéenne»

Le pacte devrait entrer en vigueur en juin 2026. Prochaine étape: les Vingt-Sept ont jusqu'au 12 décembre pour présenter leurs plans de mise en œuvre de la réforme. Il s'agit ensuite d'adapter les différentes législations nationales, certains pays étant déjà plus avancés que d'autres. Margaritis Schinas a parlé de «tâche herculéenne», de «milliers et milliers de pages de réglementations complexes et parfois extrêmement techniques». L'UE accompagne les pays concernés grâce notamment à un budget d'environ 3,6 milliards d'euros.

Le Danemark, la Finlande, les pays baltes, Malte, Chypre, la Bulgarie, la Roumanie, l'Autriche, la Pologne, les Pays-Bas et la République tchèque font partie des pays qui revendiquent des «efforts supplémentaires». L'Italie et la Grèce aussi. Et la première ministre italienne, Giorgia Meloni, qui sort renforcée des élections européennes avec la victoire de Fratelli d'Italia, ne compte pas relâcher la pression. Les signataires de la lettre exigent notamment la mise en place de mécanismes permettant «de détecter, d'intercepter et, en cas de détresse, de secourir des migrants en haute mer et de les emmener dans un lieu sûr d'un pays partenaire hors de l'UE, où des solutions durables pourraient être trouvées pour ces migrants». Un point particulièrement controversé.



«Qu'ils mangent d'abord ce qu'ils ont dans leur assiette avant de demander plus»

YLVA JOHANSSON, COMMISSAIRE EUROPÉENNE AUX AFFAIRES INTÉRIEURES ET À LA MIGRATION

L'Italie a déjà signé un accord d'externalisation avec l'Albanie, pour se décharger de certaines demandes. Non sans provoquer de vives réactions. Le but est clair: se débarrasser au plus vite de migrants secourus dans les eaux italiennes qui ont a priori peu de chances d'être accueillis au sein de l'UE. Les centres d'asile italiens en Albanie devraient être opérationnels dès août, a récemment précisé Giorgia Meloni.

Pour l'UE, il existe bien des pays tiers jugés «sûrs» vers lesquels les migrants peuvent être transférés le temps du traitement de leur demande, mais pour autant qu'ils aient un lien avec ce pays. Une précision importante. Plusieurs accords migratoires ont par ailleurs été signés, par exemple avec la Tunisie, l'Egypte ou la Mauritanie, avec pour but d'agir en amont et d'empêcher des départs vers l'Europe. Mais un modèle tel que l'accord passé entre le Royaume-Uni et le Rwanda est inimaginable pour l'UE, car il est incompatible avec le droit européen et le pacte, a bien insisté Margaritis Schinas. Le «Safety of Rwanda Bill» permet de déporter des personnes arrivées illégalement au Royaume-Uni vers ce pays d'Afrique de l'Est même si le migrant n'y a aucun lien.

La prochaine Commission, qui risque d'être plus à droite sur ces sujets, n'échappera pas au débat. Mais s'agissant de la démarche lancée par les 15 pays alors que le pacte n'est pas encore entré en vigueur, Ylva Johansson a été très claire hier: «Qu'ils mangent d'abord ce qu'ils ont dans leur assiette avant de demander plus.» ■ VDG

Viktor Orban s'engage à ne pas bloquer l'OTAN

DÉFENSE L'organisation a annoncé avoir trouvé un accord avec la Hongrie pour qu'elle n'entrave pas l'aide à l'Ukraine

ATS

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, en visite hier à Budapest, a annoncé avoir trouvé un accord avec Viktor Orban pour que la Hongrie n'entrave pas les efforts de l'Alliance atlantique afin de consolider l'aide à l'Ukraine.

En vue d'un sommet prévu à Washington en juillet, le responsable prépare un plan pour renforcer le rôle de l'organisation dans la coordination des livraisons d'armes à Kiev et la formation des troupes ukrainiennes. Jens Stoltenberg souhaite également pérenniser l'aide actuelle à l'Ukraine, à un niveau minimum de 40 milliards d'euros par an.

Les ministres de la Défense de l'OTAN se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour tenter de sceller l'accord final. L'aval des autres pays semble acquis, même s'il reste des détails à finaliser. En échange, la Hongrie a «obtenu la garantie qu'elle ne serait pas obligée de participer» aux efforts de l'OTAN. ■

A Berne, une drôle de journée ukrainienne

DIPLOMATIE La présence de Ruslan Stefanchuk, le président de la Rada, a échauffé les esprits au Palais fédéral. Au point qu'un incident a éclaté au cœur de celui-ci. Récit d'un mercredi de session pas comme les autres

DAVID HAEBERLI
ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@David_Haeberli @BoeglinP

Agitation au Palais fédéral. A quelques jours de la conférence du Bürgenstock durant laquelle la Suisse recevra une centaine de pays pour parler plan de paix en Ukraine, le président du parlement ukrainien, Ruslan Stefanchuk, a promené son imposante silhouette dans la Berne fédérale. Il répondait à l'invitation de son homologue suisse, le socialiste bâlois Eric Nussbaumer. Sa présence a comme chauffé les esprits, au point que la matinée s'est terminée dans les cris et la confusion, sous le regard des trois Suisses de l'escalier monumental du Palais fédéral. Retour en trois temps sur un drôle de mercredi, en fin de session d'été.



Ruslan Stefanchuk (au centre) a remercié hier la population suisse pour l'accueil de ses compatriotes. *(BERNE, 12 JUIN 2024/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)*

L'incident

«Ruslan Stefanchuk est mon invité. Je pense que l'on peut tous comprendre que sa présence implique que nous prenions des mesures. Nous avons établi un concept de sécurité auquel tout le monde doit se conformer.» Par ces mots, Eric Nussbaumer a tenté de réinstaller le calme dans les couloirs du Palais fédéral. Il était peu après 14h. La conférence de presse avec Ruslan Stefanchuck venait de commencer.

Deux heures plus tôt, une scène chaotique s'était déroulée sous les yeux des nombreux visiteurs, de plusieurs élus et de la caméra d'un site d'information alémanique. La présence du politicien ukrainien a bousculé les habitudes au Palais fédéral. Des policiers, plus nombreux qu'à l'accoutumée, faisaient barrage de leurs corps pour sécuriser certains passages, dont le grand escalier qui mène aux deux Conseils, le temps de la photo officielle. Thomas Aeschi, chef du groupe UDC, n'a pas voulu se conformer à cette interdiction. Afin de rejoindre le hall d'entrée, il a insisté pour emprunter le chemin le plus direct, soit le grand escalier. Un policier puis deux ont tenté de le retenir. Le Zougois a donné de la voix et s'est débattu pour parvenir à ses fins. La matinée tenait son drame. *Ein Eklat*, comme disent les Alémaniques, qui s'est répandu à grande vitesse. Pour le Genevois Roger Golay, ancien gendarme MCG et membre du groupe UDC, «ce qui arrivé est un scandale». «Au parlement, reprend-il, les élus sont chez eux. Le concept de sécurité devait le prendre en compte.» Le scandale, a rétorqué sur X le Vert genevois Nicolas Walder, «ce sont ces comportements totalement indignes des élus fédéraux de l'UDC qui se croient au-dessus des lois et ne reculent devant rien pour afficher leur soutien à Poutine». «Certains feraient mieux de grandir», a tranché le conseiller national PLR Laurent Wehrli, en référence à la scène de l'escalier.

Voir ou ne pas voir l'Ukrainien?

C'est dans cette ambiance survoltée que les parlementaires suisses ont dû prendre une décision qui les engage: fallait-il participer à l'échange organisé pour eux avec Ruslan Stefanchuck ou se faire porter pâle? Au premier acte de la présence orchestrée de l'Ukrainien sous la Coupole, les élus UDC ont fait un choix clair. Dans la salle du Conseil national, alors que le président Nussbaumer suivait l'usage et faisait applaudir la délégation ukrainienne présente dans les tribunes du public, les représentants de la droite nationaliste ont quitté l'hémicycle. Inutile de compter sur eux pour aller ensuite dialoguer avec le représentant du pays agressé. Dans leur esprit, ce serait aggraver la situation diplomatique d'une Suisse qui a oublié sa neutralité. Certains PLR ne cachaient pas non plus leur malaise: que les présidents des parlements se rencontrent, fort bien. Mais le décorum est de trop. Au final, c'est devant une assemblée d'une cinquantaine de personnes, principalement de gauche, que l'Ukrainien s'est exprimé.

Escorté par Fedpol et par sa garde personnelle, il s'est ensuite rendu disponible pour répondre aux questions de la presse, accompagné par Eric Nussbaumer. Un échange durant lequel il a remercié le peuple suisse pour l'accueil en nombre de ses compatriotes. Amorçant un narratif que les cérémonies du Bürgenstock vont renforcer, il a répété qu'il ne fallait pas confondre agresseur et agressé pour justifier l'absence de la Russie à la conférence de paix. Il a enfin invité les journalistes à découvrir sur place la réalité des privations subies par les Ukrainiens, soulignant qu'il n'existe pas de région totalement sûre actuellement dans son pays. Ruslan Stefanchuk répondait à distance au Conseil des Etats.

Le statut S remis en question

C'est que, préservée de cette agitation, la «Chambre de réflexion» a suivi son ordre du jour. Il contenait des objets concernant directement l'Ukraine. Par 23 voix à 19, les sénateurs ont adopté une motion d'Esther Friedli (UDC/SG), qui propose de ne plus accorder protection – le «statut S» – à tous les Ukrainiens, mais seulement à ceux provenant d'une région située à proximité des combats armés. L'UDC porte cette revendication depuis les premiers mois de la guerre. Mais c'est la première fois qu'elle parvient à la faire passer en s'alliant des libéraux-radicaux et des centristes. A charge à présent au Conseil national de confirmer ou d'enterrer l'idée.

«Il est difficile de comprendre pourquoi la région d'origine n'a pas été retenue comme critère pour l'accueil des Ukrainiens», estime la motionnaire Esther Friedli. «Avec ses 603 628 km², l'Ukraine est environ quinze fois plus grande que la Suisse. On y distingue des régions entièrement ou partiellement occupées par la Russie, des régions où se déroulent des combats plus ou moins intenses et des régions sous contrôle ukrainien où aucun combat n'a lieu.» En clair, si l'accueil des personnes originaires des deux premières zones est justifié, il ne l'est pas pour les personnes venant des zones sans affrontements militaires.

Cette vision des choses s'inscrit en porte-à-faux avec le Conseil fédéral et le ministre chargé de l'Asile, Beat Jans. Primo, parce que les régions considérées comme calmes subissent des bombardements ponctuels de la Russie. Secondo, parce que Berne s'est coordonnée avec l'Union européenne, et que si elle restreint en cavalier seul l'accueil des réfugiés, elle pourrait mécontenter ses partenaires.

Plus loin, des problèmes pourraient se poser en pratique, sans parler des questions humaines. C'est ce que souligne le sénateur socialiste Pierre-Yves Maillard (VD), citant l'histoire d'une personne ukrainienne que sa famille a hébergée, et ayant d'abord habité au Donbass, région orientale au cœur des combats, puis à Kiev. «Cette personne s'est installée dans ma maison et pendant des mois elle a essayé de trouver un travail. La Suisse lui a dit de chercher du travail et de s'intégrer. Elle a trouvé un travail et elle s'est intégrée. Et maintenant, depuis deux ans, elle est autonome, a son propre logement, vit et travaille. Quelle serait la conséquence de cette motion pour cette personne? Est-elle du Donbass ou est-elle de Kiev? Pourrait-elle continuer à chercher à s'intégrer ou ne pourrait-elle plus le faire? Il faudrait que notre pays décide ce qu'il veut faire avec ces gens.»

Ce sera au Conseil national de prendre la prochaine décision, lorsqu'il se saisira de la motion. Comme souvent, Le Centre et/ou le Parti libéral-radical feront pencher la balance. Chef du groupe du premier, Philipp Matthias Bregy (VS) juge «peu praticable» de différencier entre les régions de provenance des réfugiés ukrainiens, «car il est difficile de déterminer si une zone est épargnée par la guerre ou pas». Pas sûr que les centristes votent donc ce tour de vis. Au PLR, le vent semble en revanche tourner vers la droite. Chef du groupe, Damien Cottier (NE) trouve la question «légitime vu la situation sur place» et rappelle que le statut S est orienté vers un retour des réfugiés. «Le Conseil national devra se demander si elle arrive au bon moment ou si elle est prématurée.» ▬

«Le moment est opportun pour quitter la présidence de l'UDC Vaud»

MANDAT Le chef de file de la section vaudoise du parti de droite, Kevin Grangier, a annoncé mardi sa démission. Il justifie son choix par un sentiment de devoir accompli et indique vouloir partir tant que les choses se passent bien

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL JOTTERAND
@Raph_jott



KEVIN GRANGIER
PRÉSIDENT DE L'UDC VAUD

INTERVIEW

Après cinq années passées à la tête de la section vaudoise de l'UDC, Kevin Grangier a décidé de mettre fin à son mandat le 3 octobre prochain. Figure romande du parti, l'homme de 39 ans a fait part de sa décision mardi soir aux présidents des sections locales. Il estime qu'après les bons résultats fédéraux de l'automne dernier, le temps est venu pour lui de se retirer.

Qu'est-ce qui vous a poussé à prendre cette décision alors que votre mandat se termine en juin 2027? C'est un choix assumé qui est le fruit d'une réflexion qui a débuté à Pâques. Le moment est opportun pour quitter la présidence de l'UDC Vaud car les choses vont bien. Et c'est quand tout est calme qu'il faut avoir la lucidité nécessaire pour se retirer. En planifiant la vision stratégique du parti pour les cinq prochaines années, j'ai réalisé qu'il était préférable de partir à mi-mandat plutôt que de laisser ma place en juin 2027, pile entre les élections cantonales et les élections fédérales.

Vous avez la particularité de n'avoir aucun autre mandat politique. Qu'allez-vous faire? J'ai la chance d'avoir fait de ma vocation pour la politique mon métier. J'ai une agence de communication politique qui me permet de voir l'avenir sereinement et de garder un pied dans ce milieu. Avec mon associé Jean-Luc Duvoisin, nous avons rapidement pu convaincre notre réseau de nous faire confiance et de nous attribuer des mandats intéressants, au niveau romand comme au niveau fédéral.

Vous quittez donc définitivement la politique cantonale? Pas forcément, je ne veux pas me mettre de barrières dans le futur, mais ma priorité n'est pas électorale.

Vous êtes une personnalité connue de la section vaudoise du parti. Est-ce que le rôle de conseiller d'Etat pourrait vous intéresser? Je n'y songe pas. Ma carrière, je l'ai faite dans l'appareil de mon parti et dans les coulisses.

Depuis votre élection en 2019, que retenez-vous de votre présidence? Enormément de belles choses. Le regain d'un siège au Conseil national cet automne, le succès de l'alliance vaudoise en 2022 qui, même si l'UDC n'a pas été honoré d'un siège au Conseil d'Etat, nous a permis de contribuer au renversement de la majorité. Sans oublier les 100 ans de l'UDC en 2021 avec Guy Parmelin dans son année de présidence. Et ce n'est pas terminé vu que le 25 juin prochain, Jean-François Thuillard devrait, normalement, devenir président du Grand Conseil.

Un regret? Il y a un dossier sur lequel j'aurais voulu aller plus loin. C'est l'importance que mon parti doit accorder à l'électorat urbain. L'avenir de l'UDC va se jouer en ville, mais ce diagnostic n'était pas partagé par tous au sein de mon parti quand j'ai pris la présidence. Désormais, cinq ans plus tard, ce diagnostic est largement reconnu et, désormais, il faut envisager le bon traitement.

Pourtant, Marco Chiesa, l'ancien président de l'UDC Suisse, n'a pas cessé d'égratigner les villes ces dernières années… Nous avons égratigné les municipalités de gauche en ville et non les villes en tant que telles. Mais il faut reconnaître une erreur d'appréciation, car au lieu de provoquer une rébellion de la population contre leurs municipalités «rose-verte», ça a provoqué l'effet inverse. Les citadins se sont sentis attaqués alors que l'objectif était surtout de pointer du doigt la politique des exécutifs. Nelson Mandela a affirmé: «Soit je gagne, soit j'apprends.» L'UDC a appris ce qui ne marchait pas en ville, elle doit donc tenter une nouvelle approche pour gagner. Le canton ne cesse de s'urbaniser. Il faut donc apprendre à gagner des parts électorales en ville pour espérer retourner au Conseil d'Etat.

Finalement, qui est-ce que vous voyez vous succéder? Il y a plusieurs noms qui circulent. Nous avons l'embarras du choix avec plusieurs députés de valeur et deux nouveaux jeunes conseillers nationaux prometteurs. Je plaide pour qu'un de ces profils se manifeste durant l'été. ▬

Le PLR vise un retour à la mairie de Genève en 2025

SCRUTIN Au premier tour des élections municipales du printemps prochain, le parti de droite fera cavalier seul avec Natacha Buffet-Desfayes comme candidate pour le Conseil administratif. Un pari osé

SYLVIA REVELLO
𝕏 @sylviarevello

En politique, la persévérance finit parfois par payer. Cela pourrait être le cas avec Natacha Buffet-Desfayes, qui représentera le PLR lors des élections à la mairie de Genève au printemps 2025. A 41 ans, la députée et enseignante au secondaire attendait ce moment depuis longtemps, elle qui a déjà visé l'exécutif en 2015 et tenté d'accéder à la présidence du parti cantonal en 2019. Le timing profitera-t-il aussi à son parti, qui espère faire son retour au Conseil administratif après douze ans d'absence?

Avec son statut de fonctionnaire – plutôt atypique au PLR – et son profil plus centriste que celui de son concurrent Pierre de Boccard, Natacha Buffet-Desfayes a été vue comme la candidate idéale pour partir à l'assaut de la mairie, bastion de gauche où seul Le Centre a jusqu'ici réussi à se faire une place. Lors de l'Assemblée générale de la section ville de Genève le 29 mai dernier, elle a obtenu 50 voix contre 21.

Sur le plan politique, le moment est inédit pour la droite. L'affaire des recrutements controversés au sein du département de Frédérique Perler risque de laisser des traces chez les Vert-e-s, qui craignent pour leur deuxième siège. C'est la brèche dans laquelle le PLR espère s'engouffrer, les deux sièges socialistes ainsi que celui de la centriste Marie Barbey-Chappuis paraissant imprenables.

«Un profil urbain compatible»

Président de la section ville de Genève, Maxime Provini se dit optimiste. «Entre l'affaiblissement des Vert-e-s et les divisions chez Ensemble à gauche, la dynamique est positive pour le PLR, qui est la troisième force politique au niveau municipal avec 14 députés, davantage que Le Centre, qui en compte 10», rappelle-t-il, convaincu de la légitimité de son parti à reconquérir le siège laissé vacant par le départ de Pierre Maudet au Conseil d'Etat en 2012.

A ses yeux, Natacha Buffet-Desfayes, avec ses vingt ans d'expérience en politique, a le profil idéal. «Même si elle siège au Grand Conseil actuellement, elle vit en ville de Genève et connaît les enjeux», souligne Maxime Provini. Sa réputation consensuelle et ouverte au dialogue constitue également un atout. «On ne peut pas mener une politique PLR en ville de Genève comme on le fait à Vandœuvres, il faut un profil urbain compatible.»

Pourquoi partir seul au premier tour alors que Le Centre et les vert'libéraux ont conclu une alliance? Maxime Provini évoque la volonté de ne pas faire de compromis. «On ne voulait pas s'associer au Centre, ni à l'UDC ou au MCG pour affirmer notre ligne libérale radicale.» Au deuxième tour, en revanche, tout est ouvert. «Il y aura bien sûr des discussions», promet le président. En 2020, le PLR Simon Brandt était parti seul au premier tour. Après un score canon, le candidat se plaçant cinquième, quelques voix devant Marie Barbey-Chappuis, les choses avaient mal tourné au second round. Grâce à une fin de campagne énergique durant laquelle elle avait mis en avant son profil modéré de centriste, l'actuelle magistrate l'avait devancé de 1400 voix.

Alors qu'au canton la centriste Delphine Bachmann a profité de la locomotive PLR Nathalie Fontanet pour accéder au Conseil d'Etat l'an dernier, la mécanique inverse pourrait se produire au niveau municipal si le PLR et Le Centre s'alliaient au second tour.

«Flexibilité dans l'usage du domaine public»

Après douze ans de règne quasiment hégémonique de la gauche, le PLR ne ménage pas ses critiques envers l'exécutif. «Chaque magistrat mène sa politique dans son coin, avec toujours plus d'augmentation de budget», déplore Maxime Provini. S'il déborde d'ambitions, le PLR a-t-il les moyens d'inverser la tendance?

Le soir de sa désignation, Natacha Buffet-Desfayes est restée sur le terrain politique sans évoquer de mesures concrètes. Que compte-t-elle faire si elle est élue? La candidate, qui siège depuis un an au comité de la ville de Genève, a deux priorités: la culture et l'aménagement. «J'ai envie d'agir pour la transmission du savoir et de la culture. On souffre, à Genève, d'une réticence à sortir l'art dans l'espace public alors que c'est très populaire», plaide l'enseignante de français et d'allemand. Considérée jusqu'ici comme une chasse gardée de la gauche, la culture pèse lourd en ville de Genève. Avec de gros enjeux ces prochaines années, entre la rénovation du Musée d'art et d'histoire ou encore l'application de la nouvelle loi sur la culture.

Natacha Buffet-Desfayes entend également réaménager certaines zones pour faciliter la vie aux commerçants. «Il faut davantage de flexibilité dans l'usage du domaine public notamment au niveau du stationnement», estime-t-elle, soulignant que sa campagne sera définie avec précision durant l'été. Bien que «lourde à porter», la stratégie solitaire la motive. «Je suis très à l'aise dans cette configuration, les règles du jeu sont claires.» ▬

EN BREF

Les Chambres contestent le jugement de la CourEDH sur le climat

Le verdict de la Cour européenne des droits de l'homme qui condamne la Suisse pour inaction climatique dépasse les limites. Le National a adopté hier une déclaration critique. Le Conseil des Etats en a fait de même il y a une semaine. Selon ce texte, le Conseil fédéral devra expliquer aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe que la Suisse en fait déjà assez en matière climatique. La Suisse a jusqu'à présent respecté tous ses engagements internationaux concernant le climat, a indiqué Simone Gianini (PLR/TI). Le parlement ne voit donc aucune raison de donner d'autres suites à l'arrêt de la Cour. ATS

MAIS ENCORE

Deux tiers de la population pour une caisse maladie unique
Quelque 65% des Suisses sont favorables à la suppression des actuelles caisses maladie en faveur d'une caisse unique. La hausse «fulgurante» des primes d'assurance maladie incite également les Suisses à changer de caisse, selon un sondage du cabinet Deloitte. Selon cette enquête publiée hier, 65% des personnes interrogées se disent favorables à la suppression du modèle actuel. Le soutien à une caisse unique publique est particulièrement marqué en Suisse romande et au Tessin, ainsi que chez les personnes de 30 à 44 ans. (ATS)

«Ne les envoyez pas en prison!»

GENÈVE La tension est encore montée d'un cran au moment de l'audition des domestiques qui ont travaillé dur à la villa des Hinduja. La nounou, après avoir discuté hors audience avec des proches des prévenus, implore la clémence des juges et préfère finir elle-même en prison

FATI MANSOUR
𝕏 @fatimansour

C'était attendu. L'audition des parties plaignantes a fait grimper la température au procès de la famille Hinduja. Des invectives de part et d'autre qui contrastent avec les déclarations somme toute mesurées de ces domestiques à l'égard de leurs anciens maîtres. Cette retenue s'accompagnera d'un cri du cœur. La nounou, effondrée après avoir conversé avec les enfants des prévenus à l'extérieur de la salle, implorera les juges en ces termes: «Mes filles [elle les appelle encore ainsi, ndlr] pleuraient en disant que leurs parents allaient se retrouver en prison à cause de moi. Ne les envoyez pas en prison, s'il vous plaît. Condamnez-moi à la prison, mais pas eux.»

Et la nounou d'ajouter en parlant de la sœur d'Ajay Hinduja, laquelle est avocate à Genève: «Leur tante est venue vers moi durant ce procès pour me dire de retirer mes propos. Mais tout ce qui s'est passé, ce n'est pas à cause de moi. Je n'ai pas été à la police et je n'ai pas fait de déclaration pour obtenir de l'argent ou un permis. J'ai aussi beaucoup souffert durant ces dernières années alors que j'étais toute seule ici.»

De rares sorties

Ecartelés entre des sentiments contradictoires, les plaignants confirment avoir travaillé pour un salaire maigrissime et avoir accepté cela par nécessité. Cette paie était toujours moins misérable qu'en Inde. Il y avait beaucoup de tâches à accomplir et les occasions de se détendre étaient peu nombreuses. «Depuis que la police est venue à la maison, ça va beaucoup mieux», déclare sobrement un ancien cuisinier.

Représenté par Me Olivier Peter, ce plaignant a produit un certificat médical attestant d'un état de stress qui nécessite la prise de calmants. Même si son médecin dit qu'il n'est pas en mesure d'être entendu, il se sent capable de répondre aux questions. Le cuisinier explique avoir travaillé à la villa de Cologny et ailleurs, durant deux périodes distinctes, principalement au service des parents, Prakash et Kamal Hinduja. «Je suis sorti une seule fois en 2007 pour faire un tour. Cela a duré deux heures. La même chose après mon retour.» Cet employé ne se rappelle plus où il se trouvait il y a bientôt dix ans?

La défense dénonce «un simulacre d'audition», invoque «un problème d'effectivité de la confrontation en raison de la médication» et demande un renvoi, le temps que l'intéressé retrouve ses esprits. Le premier procureur Yves Bertossa s'y oppose, souligne que la prescription se profile pour certains faits et rappelle que plus de dix heures ont déjà été consacrées à l'audition de ce plaignant lors de l'instruction. Me Peter dénonce aussi les incidents à répétition: «Mon client n'en peut plus. Il s'est traîné jusqu'à ce procès et fait de son mieux. Cela fait sept ans qu'il dort dans un hôtel pourri et attend un verdict dans un pays dont il ne parle pas la langue.»

JUSTICE

> «Un jour, à 16h, on est venu me dire que je devais rentrer en Inde le soir même»
>
> UN ANCIEN CUISINIER

Le tribunal estime que les conditions d'une incapacité ne sont pas réunies et décide de poursuivre l'audition. Un autre motif de courroux pointe. Les juges ont limité le temps des questions s'agissant d'une victime de traite d'êtres humains bénéficiant à ce titre d'une protection particulière. Mais la défense veut poursuivre sur sa lancée et en savoir plus sur une maison et trois buffles dont le cuisinier partage la propriété au pays avec quatre autres personnes. Encore rejeté.

Entre deux éclats, le cuisinier explique qu'il était d'accord de travailler pour cette famille, car il avait besoin d'argent. Il a eu un téléphone lors de la deuxième période, mais il n'appelait pas souvent ses proches qui n'avaient pas de connexion internet. Il souligne encore que les employés mangeaient la même nourriture que la famille, après celle-ci, et pouvaient compléter avec du riz et des lentilles. Un souvenir lui fait monter les larmes: «Un jour, à 16h, on est venu me dire que je devais rentrer en Inde le soir même. J'étais choqué. Je ne pouvais même pas acheter un paquet de chocolats à mes enfants.»

Des photos et des billets

Vient ensuite le tour de la fameuse nounou, la deuxième maman des enfants d'Ajay Hinduja et de son épouse. Elle aussi parle d'heures de travail ayant «gentiment progressé» au fil du temps et de ce besoin d'argent qui ne lui laissait pas vraiment le choix. Orpheline depuis son plus jeune âge, elle avait nettoyé les sols pour 10 roupies par mois avant d'aller à Abu Dhabi, de retourner en Inde et d'être engagée par cette famille. Genève l'éloignait beaucoup de sa sœur, mais elle devait être contente car elle allait gagner plus.

Elle précise ne pas avoir été menacée, ni frappée, ni insultée. Elle les a même trouvés tous très gentils. «Parfois, on nous criait dessus.» Interrogée à propos de deux photos, extraites de son téléphone, où on la voit au bord du lac ou dans un centre commercial aux dates des vacances scolaires, la nounou précise que la famille était absente à ce moment-là. «En temps normal, je pouvais sortir une fois tous les deux, trois ou six mois, pour une durée de deux heures.» A ces occasions, elle n'avait pas son passeport avec elle.

Et cette photo de mars 2018 (un mois avant l'intervention de la police) où on la voit avec un gros billet à la main? «Madame me l'avait remis pour une amie à elle. J'ai demandé au cuisinier de me prendre en photo avec car je n'avais jamais eu un billet de 1000 francs dans les mains.» Qu'attendez-vous de ce procès? A cette question de la présidente, la nounou s'exclame: «J'en ai marre de cette procédure. J'aimerais m'éloigner de cette affaire.»

La troisième partie plaignante – celle qui avait pris la fuite à l'aéroport en novembre 2016 avant de porter plainte quinze mois plus tard – doit encore affronter l'exercice. ▬

A Genève, le Conseil d'Etat recadre le sévère rapport des élus sur Fabienne Fischer

POLÉMIQUE Accusé d'avoir entravé les travaux parlementaires, l'exécutif brandit faits et chiffres pour dénoncer le «prétendu manque de collaboration» de la politicienne et déplorer les raccourcis d'une sous-commission qui a travaillé «avec les moyens du bord»

MARC GUÉNIAT

«On peut y aller.» Manifestement, la présidente du Conseil d'Etat, Nathalie Fontanet, et ses collègues, Antonio Hodgers et Carole-Anne Kast, se réjouissaient d'apporter leur analyse du rapport rendu la semaine dernière par la Commission de contrôle de gestion (CdG) du Grand Conseil. Consacré à l'ancienne conseillère d'Etat Fabienne Fischer, le document énumère nombre de manquements de l'ancienne magistrate verte, entre népotisme, conflits d'intérêts et usage abusif des ressources de l'Etat pour promouvoir sa campagne électorale, en 2023. Il pointe aussi le manque de collaboration des autres départements, que les fins limiers – la socialiste Jennifer Conti, l'UDC Yves Nidegger et le MCG Thierry Cerutti - devaient initialement passer en revue avant d'y renoncer, sans que l'on sache trop pourquoi.

Pour commencer, la commission «a voulu faire un procès à la magistrate sortante, qui était en quelque sorte déjà condamnée, puisqu'elle n'a pas été réélue, estime Nathalie Fontanet. Notre collègue a sans doute été maladroite, mais c'est à la justice de se prononcer sur une éventuelle gestion déloyale des intérêts publics.» Là-dessus, Carole-Anne Kast rappelle que cette infraction exige «une intention et un but précis», à savoir obtenir un avantage indu. C'est loin d'être démontré à ce stade et Fabienne Fischer bénéficie de la présomption d'innocence. Ici, la balle est dans le camp du Ministère public.

Pas d'obstruction

Dans le détail, autant dire que le rapport ne trouve pas grâce aux yeux du gouvernement. Il a publié hier 12 questions-réponses afin de redonner sa juste mesure à cette polémique qui agite la république depuis près d'un an.

D'abord, l'exécutif a fourni «en moins de six semaines» plus de 3000 documents qui lui avaient été demandés et n'a donc pas fait obstruction au travail parlementaire. Ensuite, rien n'a été «poubellisé», tous les courriels étant conservés pendant un an. Quant au dossier «affaires sensibles», il a été créé afin de rassembler les documents demandés par le député MCG Daniel Sormanni, qui a activé la loi sur l'information du public et l'accès aux documents. «Une fois que la demande a été honorée, ce dossier n'avait plus de raison d'être et a été effacé, mais en aucun cas les documents et courriels qu'ils contenaient, lesquels sont tous en possession» de la CdG, précise Nathalie Fontanet. A cet égard, le Conseil d'Etat regrette que les trois enquêteurs n'aient pas pris la peine d'auditionner les spécialistes de l'administration qui auraient pu les rassurer, ou attendu les conclusions de la Cour des comptes, également saisie.

S'agissant de la fameuse «subvention déguisée en mandat» octroyée par Fabienne Fischer, contre l'avis de ses services, à Monnaie Léman, une association dans laquelle son compagnon avait été actif, le collège signale qu'il a fait l'objet d'un financement conjoint avec le Département du territoire (DT) d'Antonio Hodgers. Or, c'est ce dernier qui a le premier fourni un préavis positif à ce mandat qui a débouché sur un rapport de 66 pages, remis en février. Surtout, le DT ne dispose d'aucun élément permettant de penser que «le compagnon de Madame Fischer ait été impliqué» dans ce contexte.

Au bout du compte, le Conseil d'Etat refuse de qualifier le rapport, estimant que le rôle de la CdG est important, qu'elle «a fait de son mieux avec les moyens du bord» et compte tenu du fait que ses membres «ne sont pas des experts». Par ailleurs, ses recommandations pour renforcer la transparence des processus de l'Etat, notamment le recrutement, et la distinction entre campagne électorale et activités d'un département seront mises en œuvre. «En revanche, nous n'érigerons pas de règle générale à partir d'un cas particulier, sans quoi nous ne ferions qu'accroître la bureaucratie», plaide Nathalie Fontanet. ▬

Une saison cyclonique de tous les dangers

ENVIRONNEMENT D'ici à novembre, le bassin atlantique pourrait subir un nombre de dépressions tropicales inédit depuis le début des prévisions saisonnières dans les années 1980

DENIS DELBECQ
𝕏 @effetsdeterre

Pour l'instant, la situation est calme dans le bassin atlantique, qui s'étend de l'arc antillais à l'est aux côtes américaines et mexicaines à l'ouest. Comme chaque année en juin, les météorologues sont sur le pied de guerre, car la saison des cyclones vient de commencer: pendant les six prochains mois, les dépressions tropicales vont profiter de la chaleur de l'océan pour gonfler.

Cette saison promet d'être à très haut risque. Il y a 15 jours, la météorologie officielle américaine (NOAA) avait annoncé une probabilité de 85% de plus forte activité que la normale, 10% que la saison soit ordinaire et 5% qu'elle soit peu active. Ce qui se traduit, pour la NOAA, par une prévision de 21 tempêtes «nommées» – elles le sont dès que les vents dépassent 63 km/h. Onze de ces phénomènes pourraient être baptisés cyclone ou ouragan – vents surpassant 119 km/h –, dont cinq seraient «majeurs» – vents au-delà de 177 km/h.

Selon les données publiées hier par l'Université d'Etat du Colorado (CSU), la probabilité qu'un cyclone majeur frappe la côte des Etats-Unis grimpe cette année à 62% contre 43% en moyenne. De même, il y a 66% de (mal) chance qu'un tel phénomène traverse l'archipel des Caraïbes, au risque de frapper ses nombreuses îles.

Une vue par satellite du cyclone «Ian», le 28 septembre 2022, alors qu'il s'apprête à déferler sur la Floride. Il a tué 161 personnes et engendré 113 milliards de francs de dégâts. (IMAGO/ZUMA WIRE)



Une année hors norme

Il y a plusieurs raisons au caractère hors norme de cette année. Tout d'abord, une température exceptionnellement élevée des eaux de surface de l'Atlantique, qui perdure depuis l'an dernier. «Cette chaleur est le carburant qui alimente les dépressions, explique Fabrice Chauvin, du Centre national de recherche météorologique (CNRM, Toulouse). Mais ce n'est pas la seule cause.»

Ce qui se passe de l'autre côté du continent américain, dans l'est du Pacifique, est un autre paramètre important. En effet, les années *El Niño* engendrent, dans l'Atlantique, une différence marquée entre les vents de surface et ceux d'altitude, ce que les scientifiques appellent un fort cisaillement. «Cela tend à freiner le développement des dépressions. En revanche, les années *La Niña* – le Pacifique Est se refroidit nettement –, le cisaillement est plus faible, ce qui favorise les cyclones.» Or après un *Niño* marqué l'an dernier, le Pacifique se dirige vers une *Niña*. «Il y a un signal clair en ce sens, mais il est encore difficile de prévoir à quel moment il se manifestera.»

Une coïncidence avec la saison cyclonique pourrait doper l'activité dans le bassin atlantique, tandis qu'une arrivée plus tardive pourrait modérer les ardeurs de la météorologie.

«Vu le niveau des températures dans l'Atlantique, je ne suis pas sûr qu'une situation neutre ou *La Niña* change grand-chose à cette saison», estime Louis-Philippe Caron, climatologue au consortium canadien Ouranos et membre du conseil scientifique du site Seasonal Hurricane Predictions (Centre de calcul intensif de Barcelone et Université d'Etat du Colorado), qui recense la vingtaine de pronostics saisonniers établis par des universités, des agences gouvernementales ou des entreprises privées.

Des prévisionnistes unanimes

«2023 était une année particulière; c'était la première fois qu'on avait un niveau aussi élevé de températures dans l'Atlantique et un *El Niño* relativement fort.» Deux paramètres qui, on l'a vu, agissent de manière contradictoire sur l'activité cyclonique. «C'est pour cela qu'en 2023, les prévisions saisonnières établies en avril étaient prudentes et divergeaient d'un organisme à l'autre, car certains modèles favorisent le rôle d'*El Niño* quand d'autres mettent l'accent sur la température de l'Atlantique.» Au final, la saison 2023 a été paradoxalement très active (20 tempêtes nommées), tout en restant dans la moyenne pour les cyclones, avec heureusement peu de dégâts et de victimes.

«Cette année, nos prévisions de juin corroborent celles d'avril et tout le monde est d'accord pour pronostiquer une année très active, autant en nombre de tempêtes, d'ouragans ou en termes d'énergie accumulée (ACE), explique Levi Silvers, coauteur de celles du CSU. Cette unanimité nous donne une grande confiance dans nos prévisions, et la situation dans le Pacifique ne jouera probablement qu'un rôle mineur.» Selon Levi Silvers, cet indice ACE – qui exprime la somme de l'énergie libérée par l'ensemble des tempêtes et cyclones – s'affiche cette année à 210, soit 70% de plus qu'une année d'activité normale.

Depuis les années 2000, les cyclones sont plus nombreux dans le bassin atlantique qu'ils ne l'étaient au cours des décennies précédentes. Faut-il y voir un effet du réchauffement climatique? «Le rapport du GIEC rappelle qu'il n'existe pas de tendance marquée en ce sens, et de nombreux modèles prédisent une légère baisse du nombre de cyclones en raison de changements dans la dynamique de l'atmosphère, répond Fabrice Chauvin. En revanche, on prévoit bien une augmentation de l'intensité des cyclones. L'augmentation récente de leur nombre est surtout liée à un phénomène naturel baptisé Variabilité multidécennale de l'Atlantique.»

Il s'agit d'un basculement très lent de la température de l'Atlantique. «Dans les années 1970-1980, elle était plutôt basse, tandis qu'elle est plutôt élevée depuis les années 2000, ce qui a favorisé la formation de cyclones.» Cela veut-il dire qu'on peut espérer une réduction de l'activité cyclonique quand l'oscillation repartira à la baisse? La réponse n'est pas évidente. «C'est l'espoir qu'a la population côtière du sud et de l'est des Etats-Unis, tout comme les autorités, souligne Levi Silvers. Ce serait une sacrée bonne nouvelle car les températures actuelles ont des effets insensés sur les humains et les écosystèmes.»

> «Les températures actuelles ont des effets insensés sur les humains et les écosystèmes»
>
> LEVI SILVERS, CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DU COLORADO

«On connaît très mal la cause de cette variabilité», rappelle Louis-Philippe Caron, et les scientifiques n'ont pas établi de consensus, car il y a probablement plusieurs mécanismes en jeu. «D'une part, une réelle variabilité interne de l'océan et de ses courants, et, d'autre part, des facteurs extérieurs comme certains aérosols liés aux activités humaines, qui ont un effet refroidissant parce qu'ils filtrent l'énergie solaire.»

Sable du Sahara

«La phase chaude actuelle de ce mode de variabilité pourrait effectivement être en partie expliquée par la baisse des aérosols au cours des décennies passées», appuie Fabrice Chauvain. Leur concentration baisse en raison du durcissement des règles antipollution, du recul marqué de l'usage du charbon en Europe et en Amérique du Nord, auquel s'ajoute l'entrée en vigueur, en 2020, d'une norme sur le carburant des navires. «Si ce sont les courants et la variabilité interne qui dominent, on peut s'attendre dans les années à venir à une baisse de la température de l'Atlantique. Mais si ce sont les aérosols qui pèsent le plus, alors il n'est pas sûr que cela se produise», insiste Louis-Philippe Caron.

Si les prévisions de trajectoire des cyclones ont fait des progrès spectaculaires ces dernières décennies, celles de leur intensité restent encore très délicates, car elle repose sur des mesures in situ, faites par des avions et des drones qui doivent affronter des vents déments. Les météorologues piétinent notamment face à ce qu'ils appellent «l'intensification rapide»: En octobre dernier, alors que le cyclone *Otis* se dirigeait vers la région d'Acapulco, au Mexique, la météo avait prévu des vents de 110 km/lors de son atterrissage le lendemain. Las, les vents d'*Otis* ont accéléré de 80 à 270 km/h en moins de vingt-quatre heures, tuant une centaine de personnes et provoquant des dégâts jamais vus à l'est du Mexique.

En chemin, *Otis* avait rencontré un courant chaud qui a dopé son évolution. «Des travaux de mon collègue Kerry Emanuel (MIT) laissent penser que l'intensification sera d'autant plus difficile à prévoir que le réchauffement climatique progresse, il faut nous y préparer», conclut Louis-Philippe Caron. En attendant, cette année, seule une irruption massive de sable saharien au-dessus de l'océan pourrait refroidir brutalement l'Atlantique et faire mentir de bien sombres prévisions. Un événement imprévisible par nature. ■

EN BREF

Au Brésil, feu vert pour l'exploration de pétrole en mer

Le président brésilien Lula a affirmé mercredi que l'exploration de pétrole près de l'embouchure de l'Amazone représente une «opportunité» à saisir, malgré les vives critiques des défenseurs de l'environnement. Ces derniers jugent paradoxal que Lula continue à défendre l'exploration d'énergies fossiles alors qu'il se veut une figure de la lutte contre le réchauffement climatique, ayant à son actif la réduction de moitié, l'an dernier, de la déforestation en Amazonie. AFP

Les scientifiques accusés de manipuler la météo

Des internautes accusent la communauté scientifique d'avoir provoqué les pluies diluviennes ayant semé la désolation cette année au Brésil comme aux Emirats arabes unis. Sur la Toile, des adeptes des théories du complot pointent notamment du doigt la technique dite «d'ensemencement des nuages», accusant la communauté scientifique de manipuler la météo afin de faire croire en une crise climatique fabriquée de toutes pièces. AFP

Une nouvelle espèce de piranha végétarien

Une espèce de poisson proche du piranha a été découverte en Amazonie brésilienne. Elle a été nommée «sauron» du fait de sa ressemblance avec l'entité maléfique du *Seigneur des anneaux*, a annoncé le Musée britannique d'histoire naturelle. Même s'il est très proche du piranha – carnivore –, il est mieux connu sous le nom de «pacu» qui désigne les parents végétariens de ce poisson d'eau douce, et possède des dents semblables à celles des humains. ATS

Des marsouins en voie d'extinction repérés

Neuf marsouins du Pacifique ont pu être observés lors d'une expédition scientifique au large du Mexique, dans le golfe de Californie. Surnommé «vaquita marina» («petite vache marine») au Mexique, ce mammifère est une victime collatérale des filets des pêcheurs de totoaba, une espèce menacée dont la «vessie-nageoire» se vend jusqu'à 8000 dollars le kilo en Chine en raison de ses supposées vertus médicinales. AFP

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 12.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

PUBLICITE

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations

B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1 a	99.06	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1 a	99.06	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD 3/1 a	99.65	-

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2 a	107.81	11.0

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	147.50	6.9

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1 e	92.83	-0.5
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1 e	97.31	-1.4
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1 e	104.19	-0.8
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3 e	92.06	-2.2

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1 e	147.17	5.1
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1 e	124.05	7.0
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1 e	122.58	9.1
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1 e	153.26	7.0
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1 e	150.19	3.2
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1 e	127.61	1.7
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1 e	218.75	8.9
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 e	136.59	8.6
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3 1	102.27	8.6
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1 e	132.60	6.1
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD 4/3 1	103.06	4.6
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	135.95	2.4
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1 e	105.21	8.6
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1 e	109.12	8.8
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1 e	105.26	-
Synchrony US Equity A	USD 4/3 e	198.65	12.5

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 1	143.57	6.1
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 1	146.50	4.6
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 1	97.11	2.7
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 1	131.57	9.3
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1 1	96.96	1.4
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1 1	152.69	13.9
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 e	139.90	4.0
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 e	176.23	6.1
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1 1	122.09	3.1
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1 1	128.37	5.0
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1 1	117.55	5.2
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1 1	130.95	8.0

BBGI Group Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1 e	157.10	9.1
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1 e	117.50	18.4
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1 e	83.40	9.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR 1/1 e	155.90	14.2
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR 1/1 e	93.20	10.2
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD 1/1 e	124.40	10.9
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 e	109.50	8.8
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1 e	185.20	2.8
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1 e	74.80	-11.2

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1 1	101.28	6.2
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1 1	90.30	3.4
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1 1	98.67	9.3
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1 1	89.82	0.4
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1 1	139.81	13.1
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1 1	110.74	9.1
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1 1	162.96	6.1
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1 1	98.17	4.8
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1 1	83.85	-0.2
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1 1	112.46	3.2
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1 1	103.41	2.2

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	130.00	-1.5
Immo Helvetic	CHF 5/5	203.00	0.0

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF FI Glb Ops D2 USD	USD 1/1 e	16.59	0.7
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD 1/1 e	15.69	-0.1

Fonds en actions

BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD 1/1 e	23.25	9.8
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD 3/3 e	181.99	10.4

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD 4/4 e	113.28	5.0
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4 e	103.00	0.4
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4 e	113.32	1.7

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR 4/4 e	158.60	5.2
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR 1/1 e	148.05	5.6
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4 e	190.02	4.8
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4 e	124.38	10.4
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR 1/1 e	131.10	10.8
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 e	2330.53	13.2
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4 e	225.87	12.8

BRUNO WALTER FINANCE SA

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1 e	218.43	3.1
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1 e	163.54	3.2
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1 e	232.78	3.2
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1 e	98.49	3.2
Allround Quadinvest Growth B	USD 2/1 e	299.26	9.2
Allround Quadinvest Growth C	USD 2/1 e	308.65	9.2
Allround Quadinvest Growth D	USD 2/1 e	314.46	9.4
Allround Quadinvest Growth Da	USD 2/2 e	263.88	9.4
Allround Quadinvest Growth OE	USD 2/1 e	293.06	9.0

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3 a	591.94	15.9
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3 e	182.13	13.7

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1 e	124.10	14.2
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1 e	98.16	15.3
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1 e	131.69	8.8

carne

Fonds en actions

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1 e	238.07	25.6
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1 e	239.51	20.9
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1 e	272.97	16.8

CITÉ GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1 1	1105.64	4.2
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1 1	1032.80	3.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1 1	1248.82	4.7

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1 e	961.36	0.6
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 e	1050.18	1.6
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1 e	1164.46	2.1

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1 e	108.29	-0.2
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1 e	113.73	2.5
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1 e	111.71	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1 e	127.93	0.7
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1 e	156.89	1.4
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD 2/2 e	142.05	0.8
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2 e	136.89	3.0
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1 e	496.00	-0.1
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1 e	175.07	3.4
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1 e	158.15	4.3

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1 e	41.38	9.6
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4 e	444.46	6.7
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1 e	14.98	9.3
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1 e	23.11	9.3
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1 e	549.00	8.0
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2 e	600.33	-5.9
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1 e	22.87	4.9
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1 e	4303.66	9.9
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD 2/1 e	25.38	7.4
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1 e	15.35	6.7
CS (Lux) Infrastruct Eg Fd B	USD 2/2 e	208.51	-0.4
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1 e	2860.12	-2.7
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1 e	46.00	1.3
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1 e	1436.68	5.0

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1 e	114.85	4.4
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1 e	130.75	6.7
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1 e	99.56	1.4
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1 e	104.71	1.9
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1 e	108.65	3.8
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1 e	125.88	5.2
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1 e	117.63	8.3
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1 e	198.44	2.9
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1 e	122.34	5.2
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1 e	140.10	7.9
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1 e	107.45	2.9

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5 e	99.20	4.9
CS REF Green Property	CHF 5/5 e	112.50	-7.0
CS REF Hospitality	CHF 5/5 e	73.00	2.5
CS REF Interswiss	CHF 5/5 e	170.50	4.6
CS REF LivingPlus	CHF 2/1 e	139.00	-3.1
CS REF Siat	CHF 5/5 e	216.00	1.9

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1 a	159.25	-2.4
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1 e	118.41	2.9

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1 e	18.20	-0.5
CS (Lux) Com Idx Pl USD Fd B	USD 2/1 e	71.21	5.6
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1 e	75.40	6.5
CSIP(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1 e	258.76	8.6

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	110.00	-6.4

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1 a	196.57	1.2
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4 a	81.25	1.4
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1 e	204.97	7.5
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4 e	223.58	7.7
ENETIA Energy Infras. Fund IB EUR	EUR 2/1 e	17412.40	2.8
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1 e	138.90	-2.2
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1 e	11594.70	4.1
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1 e	46.38	-4.3
White Fleet IV-Sec.Trds S (USD)	USD 1/1 e	199.36	11.1

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4 e	123.81	5.6

Autres fonds

Physical Gold B3	USD 1/1 e	126.64	12.0

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	145.00	6.2

ethos

Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1 e	478.41	3.2

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1 e	104.98	0.0
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1 e	102.14	-0.6
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1 e	556.27	0.5

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1 e	406.03	9.6

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1 e	134.53	2.7
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1 e	92.12	12.7
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1 e	96.87	6.7
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1 e	109.58	3.9
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1 e	147.62	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1 e	92.08	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1 e	92.37	0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1 e	93.19	-0.3
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1 e	89.06	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1 e	93.21	-0.4
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1 e	95.31	-0.4
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1 e	98.67	-0.7
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1 e	110.33	1.0
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1 e	122.04	2.5
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1 e	135.93	4.0

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	216.00	1.9

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1 e	98.60	0.9

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 2/1 e	418.40	8.9
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1 e	231.50	2.3
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1 e	67.20	7.2
Gutzwiller ONE	USD 2/1 e	594.00	9.9

Investissements alternatifs

Gutzwiller TWO (USD)	USD 2/1 bl	173.20	-0.4

helvetia Asset Management AG

Fonds immobiliers

Helvetia (CH) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.50	5.4

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 2/1 e	1333.25	9.9
IAM Global Equity CHF - A	CHF 2/1 e	2036.78	10.1
IAM Immo Securities CHF - A	CHF 2/1 e	1189.10	-0.4
IAM Swiss Equity CHF - A	CHF 2/1 e	3242.18	6.2

IMMOFONDS asset management

Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 2/2	516.00	-5.8

LA FONCIÈRE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 4/4	132.50	0.0

Lienhardt & Partner PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat.Fd A-CHF	CHF 2/1 e	84.49	6.0

MIRABAUD Asset Management

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. - Gl Strat Bd I USD	USD 4/4 e	125.37	1.7

PATRIMONIUM Your Partner in Private Markets

Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 2/1	168.50	1.8

procimmo BUILDING INVESTMENTS

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 2/2	147.00	1.4
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 5/5	136.50	5.4
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	484.00	8.3

PVB

Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 4/4 e	145.19	7.1

REALSTONE

Fonds immobiliers

RSF	CHF 5/5	121.00	-2.4
Solvalor 61	CHF 1/1	279.00	-3.1

UBP

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR 1/1 e	264.05	2.6
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD 1/1 e	254.49	3.5
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD 4/1 e	225.73	3.9
UBAM - Med.Term US Corp.Bnd AC	USD 1/1 e	208.95	1.3

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD 1/1 e	281.93	5.4
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1 e	19321.00	-3.5
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR 1/1 e	2405.89	6.7
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1 e	436.20	10.8

Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Mark. Corp. Bd B	USD 4/4 e	103.29	3.7
Emerging Markets Debt B	USD 2/1 e	133.44	6.0
Euro Corporate Bond B	EUR 2/1 e	171.39	0.1
Global Corporate Bond A	USD 4/4 e	100.34	0.2
Sust Bd CHF Concept A	CHF 1/1 e	93.00	0.1
Sust Em Mkts Loc Ccy Bd B	USD 2/1 e	95.16	-4.2
Sustainable Global Bond HI (hedged)	CHF 4/4 e	90.22	-2.2
TwentyFour Str Inc Fund H (hedged)	CHF 4/4 e	91.76	1.6
TwentyFour Sus S-T Bd Inc H (hedged)	CHF 4/4 e	94.90	-0.0

Fonds en actions

Global Env Change B	EUR 2/1 e	574.81	10.9
Global Equity B	USD 2/1 e	426.86	4.9
mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD 2/1 e	380.86	7.1
mtx Sust.Emer.Mkts Leaders B	USD 2/1 e	144.88	5.3
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 4/1 e	653.70	6.3
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1 e	278.02	6.6
Sustainable Swiss Equity Income Plus A	CHF 4/1 e	103.15	-
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 4/1 e	1255.83	3.4
Swiss Eq Mlti Factor A	CHF 2/1 e	176.67	4.2
US Equity B	USD 2/1 e	2311.13	5.6

Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts:

Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:

1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors de l'émission de parts

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors du rachat de parts

Particularités:

a) évaluation hebdomadaire
b) évaluation mensuelle
c) évaluation trimestrielle
d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts
e) valeur du jour précédent
f) évaluation antérieure
g) émission des parts suspendue temporairement
h) émission et rachat de parts suspendus temporairement
i) prix indicatif
l) en liquidation
x) après distribution de revenu et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie
NAV / Issue Price commissions non comprises

Economie&Finance

0%

LE PIB DU ROYAUME-UNI A STAGNÉ AU MOIS D'AVRIL. Il «n'a affiché aucune croissance en avril, après une augmentation de 0,4% en mars», a indiqué hier l'Office national des statistiques. Une épine dans le pied du Parti conservateur au pouvoir, largement distancé dans les sondages avant les élections législatives du 4 juillet.

GUY PARMELIN
Conseiller fédéral

L'ONU s'est fixé, il y a 60 ans, l'objectif d'une «prospérité pour tous». C'est une «quasi-certitude que sa mission n'arrivera probablement jamais à son terme», a estimé hier le ministre à la tête du Département de l'économie.



+2,4%

L'INFLATION EN ALLEMAGNE EST BIEN REPARTIE À LA HAUSSE EN MAI, pour la première fois depuis six mois. La hausse des prix à la consommation a atteint 2,4% sur un an. Le renchérissement a été tiré par les prix dans les services qui ont augmenté plus vite que la moyenne.

SMI	12 167,59	+0,78% ↑
Euro Stoxx 50	5034,43	+1,40% ↑
FTSE 100	8215,48	+0,83% ↑

Dollar/franc	0,8910	↓
Euro/franc	0,9661	↑
Euro/dollar	1,0842	↑
Livre st./franc	1,1447	↑
Baril Brent/dollar	82,33	↑
Once d'or/dollar	2335	↑

Les véhicules chinois dans le viseur de l'UE

MOBILITÉ L'Union européenne pourrait appliquer dès juillet de nouvelles taxes douanières sur les importations de voitures électriques de certains constructeurs chinois. Une mesure débattue, destinée à protéger le marché et les industriels européens

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
X @etiennemeyva

Face à la déferlante de voitures électriques chinoises bon marché, la Commission européenne réplique. Hier, elle a brandi la menace de nouvelles taxes douanières s'appliquant à certains véhicules provenant de Chine à partir du 4 juillet. Elle accuse les autorités du pays d'avoir favorisé illégalement ses constructeurs automobiles à l'issue d'une enquête lancée en octobre dernier.

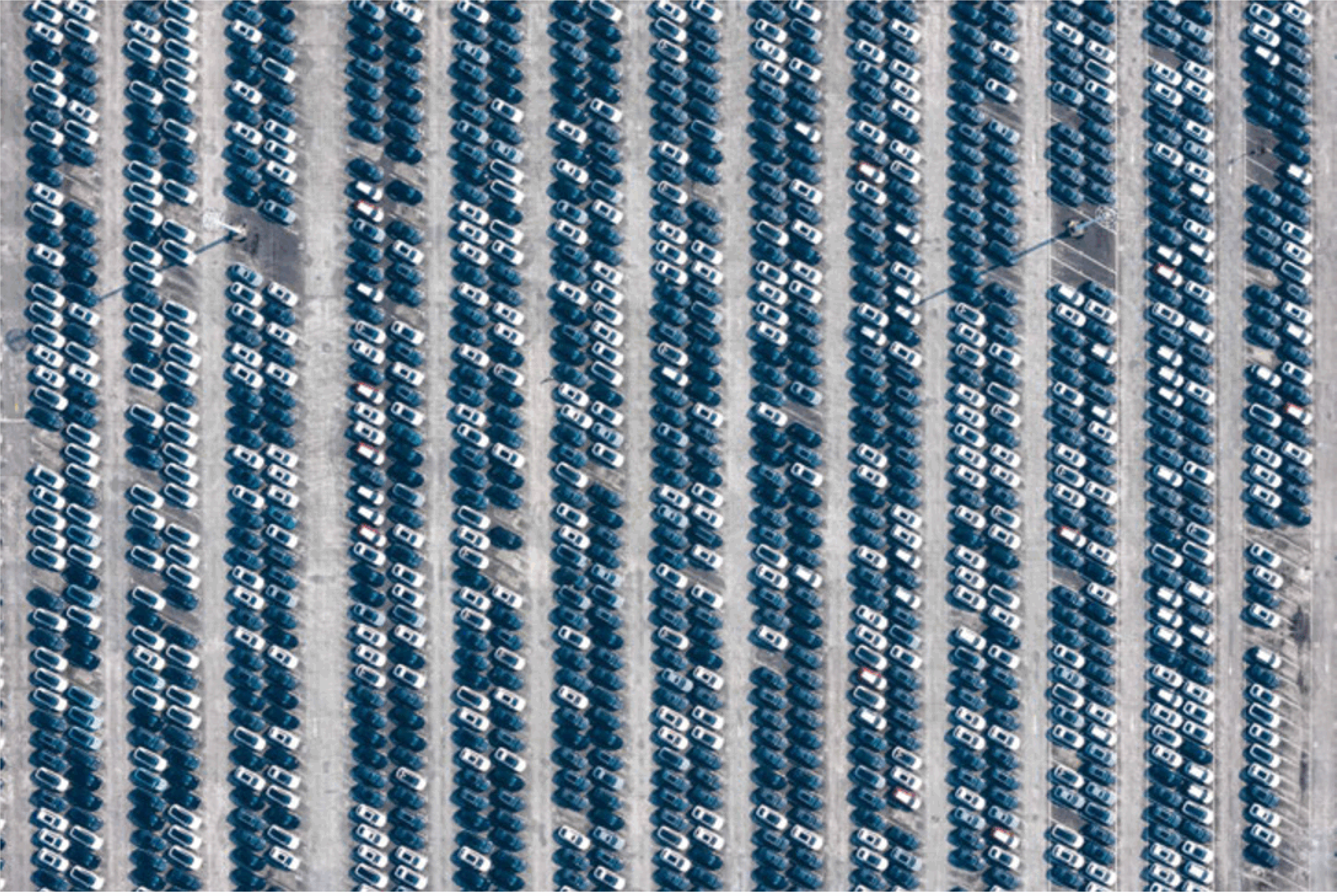
Bruxelles prévoit notamment d'augmenter ces droits à 17,4% pour BYD, 20% pour Geely et 38,1% pour SAIC. Les autorités européennes indiquent également que d'autres constructeurs ayant coopéré à l'enquête seraient soumis à un droit moyen de 21%, tandis que ceux ne l'ayant pas fait se verront imposer une taxe de 38,1%. Des différences expliquées par les niveaux de subventions publiques reçues par les constructeurs. Le tarif douanier appliqué jusqu'à présent par l'Union européenne (UE) était de 10%.

Une enquête lancée en octobre

L'annonce de la Commission européenne laisse cependant une porte ouverte au dialogue avec Pékin pour trouver des solutions «compatibles avec les règles de l'OMC».

«Le but n'est pas de fermer le marché de l'UE à ces importations», précise la Commission européenne. Les effets de ces tarifs douaniers plus élevés sur les importations de véhicules électriques fabriqués en Chine restent controversés.

Ces dernières années, le nombre de voitures électriques fabriquées en Chine et importées en Europe a explosé. En 2023, il était de 437 699 véhicules contre 57 225 en 2020 selon Eurostat. Ces chiffres comprennent aussi les voitures produites par des constructeurs non chinois en Chine. Mais face à des ventes qui stagnent sur le marché national qui arrive à saturation, les constructeurs chinois cherchent à gagner des parts de marché en Europe.



Dans l'Union européenne, la part de marché des voitures électriques chinoises est passée de 0,4% en 2019 à 7,9% en 2023. *(CHONGQING, 24 MARS 2024/AFP)*

L'an passé, une voiture électrique sur cinq vendues dans l'Union européenne a été produite en Chine selon l'ONG européenne Transport & Environment (T & E). La part de marché des marques chinoises est, elle, passée de 0,4% en 2019 à 7,9% en 2023, et le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) s'attendait à ce qu'elle soit de 15% en 2025. Selon les estimations de la Commission européenne, les véhicules électriques chinois sont en moyenne 20% moins chers que les modèles européens.

Accusations de protectionnisme

L'UE n'est d'ailleurs pas la seule à viser les véhicules électriques chinois. A la mi-mai, le président américain, Joe Biden, a augmenté les tarifs douaniers sur ces produits à 100%, multipliant par quatre les taxes appliquées jusqu'alors.

Avant même l'annonce officielle, cette nouvelle potentielle barrière douanière n'a pas manqué de faire réagir les autorités chinoises, qui estiment qu'elle serait «nuisible» aux intérêts européens. Lors d'une conférence de presse, Lin Jian, porte-parole du Ministère chinois des affaires étrangères, a estimé que «cette enquête anti-subventions est un cas typique de protectionnisme».

Certains des membres de l'Union européenne craignent des mesures de rétorsion de la Chine. Selon le *Financial Times*, l'Allemagne, la Suède et la Hongrie ont tenté de s'opposer à cette hausse des taxes douanières. Le pays dirigé par Olaf Scholz s'inquiète des obstacles qui pourraient se dresser sur la route des constructeurs allemands sur le marché chinois où Volkswagen occupe une place prépondérante. En décembre dernier, BYD, le premier constructeur chinois, annonçait la construction d'une usine en Hongrie.

«Des mesures de rétorsion sont probables. Reste à savoir lesquelles, parce que la Commission européenne s'appuie quand même sur une enquête sur des subventions perçues en Chine qu'elle estime avoir un impact sur les prix en général. Il faut que la Chine puisse étayer sa réponse auprès de l'OMC [Organisation mondiale du commerce, ndlr], relève Arnaud Aymé, spécialiste des transports pour le cabinet Sia Partners.»

Effet dissuasif

L'efficacité de la mesure dévoilée hier par la Commission européenne reste cependant débattue. Dans une analyse publiée fin avril, le cabinet Rhodium Group soulignait que des droits de douane de l'ordre de 15 à 30% ne seraient pas suffisants pour empêcher les constructeurs chinois de dégager des marges intéressantes sur le marché européen. Il estime qu'une taxe comprise entre 40 et 50% aurait un effet dissuasif.

Le Kiel Institute, un groupe de réflexion allemand, projetait, lui, fin mai qu'une taxe de 20% entraînerait une baisse de volume de 25% des véhicules importés de Chine.

«Ces mesures auront au moins un impact à court terme, estime Arnaud Aymé. Pour les ménages modestes, l'achat d'un véhicule électrique est une problématique, l'argument du prix est donc essentiel. On l'a vu en France avec la fin du bonus écologique pour les véhicules dont la production émet trop de CO_2 qui a touché les voitures produites en Chine, les volumes se sont effondrés.» A moyen terme, ces mesures douanières ou environnementales pourraient pousser les constructeurs, qu'ils soient chinois ou non, à produire sur le sol européen pour éviter ces barrières. ■

Heurs et malheurs au salon de la sous-traitance EPHJ

HORLOGERIE Le cycle de croissance enregistré depuis la sortie de la pandémie a clairement atteint son terme. Pour certains des 760 exposants du salon professionnel, l'ambiance est carrément catastrophique. Le vrai test de résistance se jouera au second semestre

STÉPHANE GACHET

Le salon de la sous-traitance horlogère et joaillière EPHJ a ouvert mardi à Palexpo et fermera ses portes demain. Un exercice aigre-doux pour la majorité des 760 exposants. Car après plusieurs années de croissance brûlante, la branche affronte l'hiver. L'ambiance est même catastrophique, selon certains habitués de l'événement. De stand en stand, les entrepreneurs reprennent cette évidence: le cycle de croissance dans lequel le secteur horloger s'était engagé à la sortie du covid a pris fin, et devant il n'y a que des incertitudes.

Mais les sorts sont contrastés. Au risque de paraître banal, les malheurs des uns font le lit des autres. Car l'industrie est un nœud de paradoxes, que le salon met à nu. Les plus touchés sont déjà passés à la gestion de crise. Plusieurs entreprises importantes ont commencé à alléger la barque, en ne renouvelant pas les contrats temporaires ou en ne remplaçant pas les départs naturels. Certaines ont d'ores et déjà recours au chômage partiel. D'autres ont prévu de prolonger la prochaine pause estivale – les traditionnelles vacances horlogères – histoire de faire le dos rond jusqu'à l'automne.

Vague de consolidation en vue

Pour d'autres, ce mauvais climat d'affaires est un appel d'air. Préférant rester anonyme, un exposant résume les propos de toute une frange de sous-traitants: «Une crise est un bon moment pour faire des achats.» Autrement dit, il faut s'attendre à une nouvelle vague de consolidation.

Pour bien comprendre, il faut avoir en tête que si la sous-traitance donne le pouls du secteur, ce sont les marques qui tiennent le tableau de fièvre. Explication. La sous-traitance fonctionne en soi comme un écosystème, complexe, où tout est en interrelation, les spécialités comme les clients (une même marque peut travailler avec plusieurs fournisseurs sur un même composant). L'ensemble constitue l'industrie horlogère, qui, par nature, s'efforce d'éviter les à-coups. A l'autre bout de la chaîne, il y a les marques (elles ne sont pas présentes à l'EPHJ), qui fonctionnent au contraire par à-coups: freiner au dernier moment en cas de ralentissement conjoncturel, accélérer le plus vite possible lors des reprises. Un trait de comportement que la montée de l'horlogerie de luxe a largement renforcé.

> **«Une crise est un bon moment pour faire des achats»**
> UN EXPOSANT PRÉFÉRANT RESTER ANONYME

C'est ce qui a concouru à l'emballement que le secteur a connu de 2021 à 2023. Des années pendant lesquelles la sous-traitance a subi une forte pression à la croissance, avec des engagements et des investissements à tours de bras. La gestion de ces phases ascendantes apparaît décisive sur la capacité de réagir en cas de retournement.

A quoi s'ajoutent toutes sortes de singularités: modèle d'affaires, taille de l'entreprise, personnalité du dirigeant, spécialités, mix clients, etc. Sur le salon, l'évidence s'impose: ceux qui travaillent pour les marques locomotives – Rolex, Patek Philippe, Audemars Piguet, etc. – souffrent nettement moins que les autres. Mais cela ne règle pas tout.

Le filet du chômage partiel

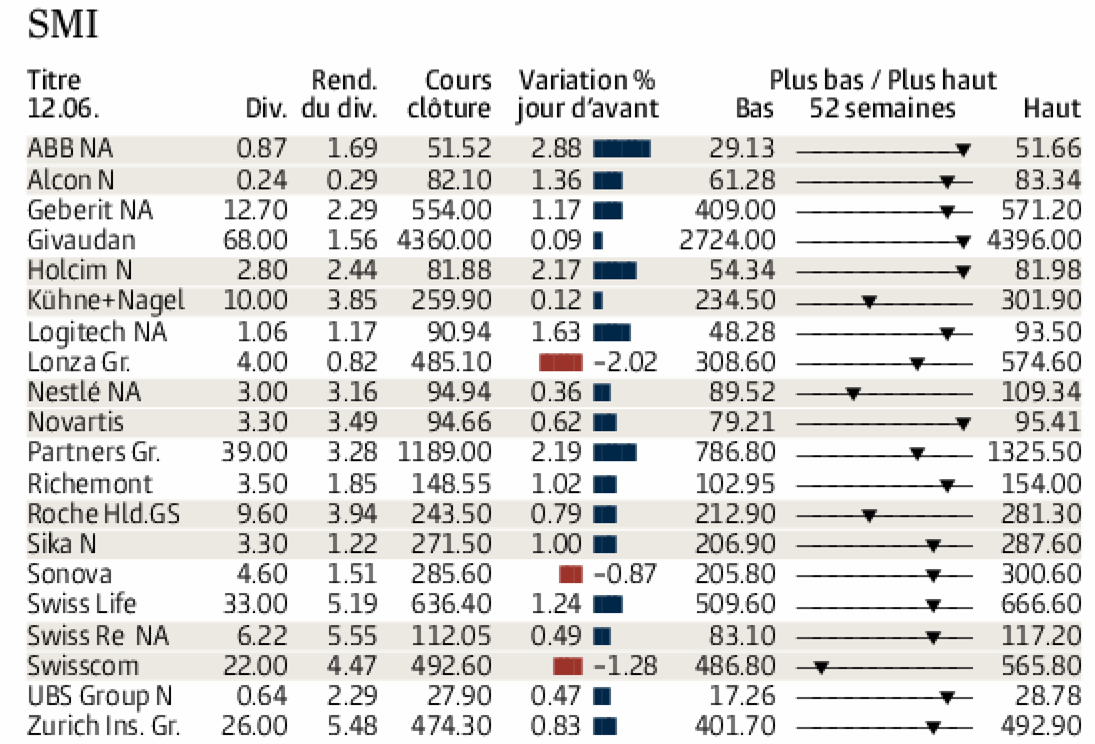
Prenons pour exemple l'entreprise familiale Dubois Depraz, fabricant de composants et de mouvements à la vallée de Joux, dirigée par Pierre Dubois. L'entité coche toutes les bonnes cases, un long historique (création il y a 123 ans), une position clé sur ses spécialités, une base de clientèle diversifiée et solidement ancrée au sommet de la pyramide. Cela n'a pas empêché qu'elle soit surprise par la soudaineté du changement: «Fin 2023, les commandes étaient là, nous avons établi un budget 2024 très ambitieux. Mais nous avons assisté à un retournement complet et violent sur les deux premiers mois de l'année, avec énormément de lissage.» Ainsi, ce qu'il était prévu de produire en 2024 est étalé jusqu'en 2025 ou 2026. Le recul sur l'année est estimé entre -10% et -15%. Ce n'est encore qu'une projection: «Le second semestre sera crucial.»

La partie la plus problématique, explique Pierre Dubois, est la gestion des ressources humaines. Car, pour répondre à la hausse de la demande entre 2021 et 2023, l'entreprise a passablement engagé: «De 330 personnes en sortie de covid, nous sommes montés à 439 fin 2023.» Une vingtaine de postes ont déjà été gommés cette année, des temporaires non renouvelés ou des départs non remplacés. Le chômage partiel sera certainement la prochaine étape. ■

BOURSE 12.06.2024

SMI 12167.59 0.78% | SPI 16165.49 0.83% | SLI 1978.09 0.85% | SMIM 2619.779 1.09% | VSMI 12.5491 −3.96%

SMI



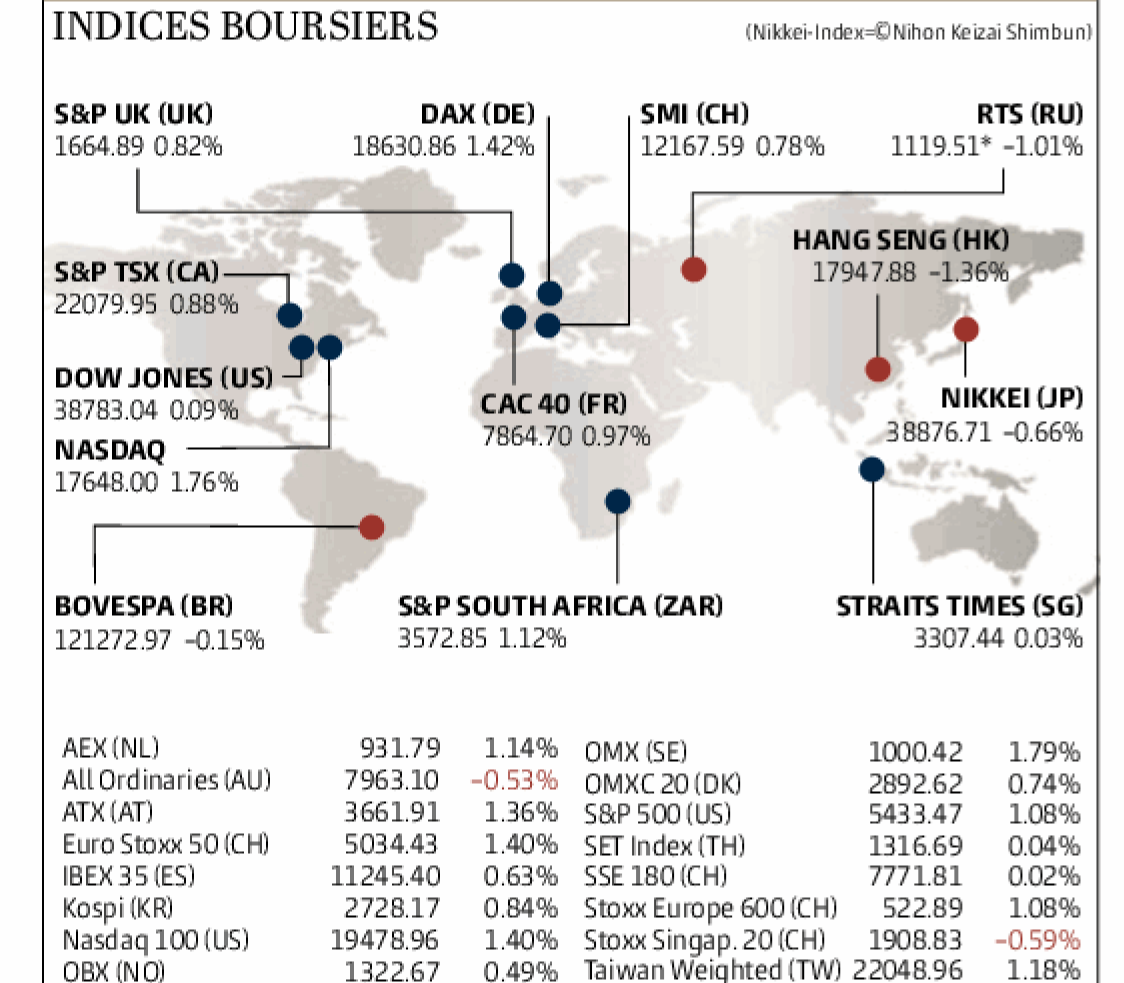
Titre 12.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines Bas	Haut
ABB NA	0.87	1.69	51.52	2.88	29.13	51.66
Alcon N	0.24	0.29	82.10	1.36	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.29	554.00	1.17	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.56	4360.00	0.09	2724.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.44	81.88	2.17	54.34	81.98
Kühne+Nagel	10.00	3.85	259.90	0.12	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.17	90.94	1.63	48.28	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.82	485.10	−2.02	308.60	574.60
Nestlé NA	3.00	3.16	94.94	0.36	89.52	109.34
Novartis	3.30	3.49	94.66	0.62	79.21	95.41
Partners Gr.	39.00	3.28	1189.00	2.19	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.85	148.55	1.02	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	3.94	243.50	0.79	212.90	281.30
Sika N	3.30	1.22	271.50	1.00	206.90	287.60
Sonova	4.60	1.51	285.60	−0.87	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.19	636.40	1.24	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.55	112.05	0.49	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.47	492.60	−1.28	486.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.29	27.90	0.47	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.48	474.30	0.83	401.70	492.90

GAGNANTS — Cours du SPI du 12.06.2024 — PERDANTS

GAGNANTS			PERDANTS		
Perrot Duval	59.00	+67.61%	GAM NA	0.25	−7.81%
Molecular Partn.	5.45	+21.79%	Peach Prop.	7.91	−7.59%
Curatis N	6.80	+6.92%	MCH Group N	4.69	−7.31%
Kuros Bios.	12.50	+5.75%	Idorsia	2.02	−6.04%
Newron Pharma	10.36	+5.28%	Arundel NA	0.15	−5.63%

INDICES BOURSIERS

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)



AEX (NL)	931.79	1.14%	OMX (SE)	1000.42	1.79%
All Ordinaries (AU)	7963.10	−0.53%	OMXC 20 (DK)	2892.62	0.74%
ATX (AT)	3661.91	1.36%	S&P 500 (US)	5433.47	1.08%
Euro Stoxx 50 (CH)	5034.43	1.40%	SET Index (TH)	1316.69	0.04%
IBEX 35 (ES)	11245.40	0.63%	SSE 180 (CH)	7771.81	0.02%
Kospi (KR)	2728.17	0.84%	Stoxx Europe 600 (CH)	522.89	1.08%
Nasdaq 100 (US)	19478.96	1.40%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1908.83	−0.59%
OBX (NO)	1322.67	0.49%	Taiwan Weighted (TW)	22048.96	1.18%

CHANGES

$/CHF 0.8912 −0.69% | €/CHF 0.9666 0.25%

La Banque 12.06.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9639	0.9641	0.94	1.00	100.30
1 Dollar US	0.8965	0.8966	0.86	0.94	106.67
1 Dollar canadien	0.6522	0.6524	0.62	0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5929	0.5931	0.55	0.63	158.10
100 Dollar hongkong	11.4799	11.4817	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.5698	0.5699	0.53	0.62	16260.16
1 Livre sterling	1.1437	1.1442	1.07	1.22	81.97
100 Couronnes suédoises	8.5651	8.5673	7.90	9.45	1058.20
100 Couronnes norvég.	8.4034	8.4056	7.70	9.30	1075.27
100 Couronnes danoises	12.9229	12.9262	11.95	13.70	729.93

1 Bitcoin USD 69552.83 (12.06.) 67402.51 (11.06.)

Monnaies

12.06.	CH	US	EU	UK	JP	CA	RU
Franc suisse	-	1.1221	1.0345	0.8735	174.8398	1.5357	99.8592
Dollar US	0.8912	-	0.9220	0.7784	155.8140	1.3686	88.9955
Euro	0.9665	1.0846	-	0.8443	168.9997	1.4844	96.5236
Livre sterling	1.1447	1.2846	1.1843	-	200.1573	1.7581	114.3192
Yen	0.5719	0.0064	0.0059	0.0050	-	0.0088	0.5711
Dollar canad.	0.6511	0.7306	0.6736	0.5687	113.8445	-	65.0219
Rouble	0.0100	88.9955	0.0104	0.0087	1.7507	0.0154	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

	Cours 12.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Accelleron	35.40	−0.17	37.8	20.7
Addex Therap.	0.062	4.73	0.26	0.04
Adecco Gr. NA	32.74	0.86	42.2	27.8
Adval Tech	95.00	±0.00	128	85.0
Aevis Vict. NA	15.85	0.32	19.1	13.8
Airesis S.A	0.48	-	0.77	0.40
Allreal NA	152.00	1.47	162	140
Also Holding	277.50	1.28	278	175
ams-OSRAM	1.41	−0.35	4.34	0.92
APG SGA NA	204.00	1.49	226	165
Arbonia NA	13.02	3.01	13.5	7.10
Arundel NA	0.15	−5.63	0.30	0.10
Aryzta NA	1.74	0.75	1.83	1.34
Ascom NA	7.77	−1.02	12.5	7.00
Asmallworld	1.59	2.58	2.08	1.26
Autoneum H. NA	139.60	1.45	167	98.8
Avolta	37.24	2.93	45.3	29.0
Bachem H. NA	79.80	3.23	91.7	54.0
Bâloise NA	155.60	1.04	157	126
Barry Callebaut	1568.00	−0.57	1760	1215
Baselland. KB	848.00	−0.24	900	830
Basilea Pharm.	42.00	1.20	49.0	32.0
Basler KB PS	63.20	−1.86	69.6	60.8
BB Biotech	40.15	2.03	49.8	35.4
Belimo	423.40	4.34	479	369
Bell Food	266.00	−0.19	285	244
Bellevue Gr.	17.60	1.73	29.5	17.2
Bergb.Engelb.	41.40	−0.48	46.5	39.9
Berner KB	235.00	±0.00	253	230
BKW	142.40	±0.00	168	122
Bossard	221.50	2.55	230	173
Bq. Cant. de G.	283.00	−0.35	317	203
Bq. Cant. de J.	59.00	±0.00	66.5	49.2
Bq. Cant. Vaud.	95.90	0.31	113	91.9
Bucher Ind.	368.50	1.24	414	314
Bündner KB	1760.00	±0.00	1815	1610
Burckhardt	606.00	−0.16	666	436
Burkhalter	91.60	0.44	101	83.0
BVZ	995.00	−0.50	1080	810
Bystronic	423.50	−0.24	660	396
Calida Holding	31.20	3.14	37.8	25.0
Carlo Gavazzi	310.00	−0.32	391	294
Cembra Money	75.35	1.34	76.8	60.0
CI Com	1.25	-	2.84	0.90
Cicor Technol.	51.60	2.38	53.4	41.7
Clariant	14.17	1.72	15.3	10.8
Coltene	52.20	2.76	73.3	50.0

	Cours 12.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Comet	373.00	4.48	374	171
Comp. Fin.Tr.	141.00	1.81	157	113
Cosmo Pharma.	74.30	0.81	76.0	33.7
CPH	90.20	0.22	93.0	78.0
Curatis N	6.80	6.92	49.3	0.90
Dätwyler	194.40	1.99	219	154
DKSH Hold.	61.90	0.98	71.6	54.0
DocMorris	61.20	0.25	102	35.2
dormakaba	476.50	1.49	504	385
Dottikon	259.00	1.37	270	190
Edisun Pow.	91.50	0.55	116	87.5
EFG Int.	12.76	−1.85	13.7	8.80
Emmi NA	880.00	±0.00	964	820
Ems-Chemie	740.50	1.37	781	581
Epic Suisse	70.60	−0.56	75.0	59.2
Evolva Hold.	0.95	−3.06	6.10	0.62
Feintool Int.	18.30	±0.00	23.9	16.4
Flugh. Zürich	196.50	1.29	208	166
Forbo Hold. NA	1098.00	1.86	1386	957
Fund. Real	15.65	−1.26	17.3	15.7
Galderma Gr.	73.87	1.19	76.2	60.0
Galenica NA	73.85	−0.54	78.2	65.1
GAM NA	0.25	−7.81	0.61	0.23
Georg Fischer	65.15	1.64	72.2	45.6
Glarner KB N	21.30	±0.00	26.2	21.0
Grp. Minoteries	250.00	-	296	242
Gurit Hold.	58.60	1.74	99.8	55.4
Helvetia	119.20	0.51	137	115
HIAG Immo.	72.60	0.28	82.0	69.4
Highlight	6.00	±0.00	15.3	4.00
Hochdorf	7.46	−4.36	29.0	1.23
Huber+Suhner	77.10	3.91	79.2	59.9
Hypo Lenzburg	4180.00	±0.00	4380	3780
Idorsia	2.02	−6.04	8.47	1.29
Implenia	33.15	−0.60	47.7	25.8
Ina Invest	18.50	±0.00	19.0	16.3
Inficon	1484.00	1.50	1508	940
Interoll	2735.00	1.11	3105	2245
Intershop N	116.20	−0.68	130	115
Investis	100.50	±0.00	102	89.6
IVF Hartmann	129.00	0.78	144	103
Julius Bär NA	52.38	2.18	63.4	43.0
Jungfraubahn	191.40	−0.42	211	141
Kardex	244.00	0.83	262	163
Klingelnb.	16.50	−0.90	20.1	15.0
Komax	147.00	0.27	250	145
Kudelski	1.43	1.79	1.99	1.11
Kuros Bios.	12.50	5.75	12.6	1.25
Landis+Gyr	75.30	1.07	83.2	60.5
lastminute	20.00	±0.00	30.0	18.9

	Cours 12.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Leclanché NA	0.52	−3.72	0.63	0.37
Lem	1516.00	0.80	2290	1476
Leonteq	24.45	−0.61	45.6	22.9
Liechten. LB	70.00	−0.57	75.0	58.0
Lindt & Spr.	107200.00	−0.37	114000	95000
Lindt & Spr. PS	10560.00	0.38	11430	9385
Luzerner KB	67.10	0.75	77.3	66.4
MCH Group N	4.69	−7.31	5.88	3.50
Medacta Gr.	127.80	2.90	135	98.1
Medartis	71.70	−2.05	99.4	63.5
Medmix	15.88	−0.13	26.8	14.4
Meier Tobl.	34.00	0.59	53.0	28.9
Metall Zug	1325.00	−0.75	1745	1245
Meyer Burger	0.007	2.82	0.23	0.01
Mikron	18.45	0.27	20.0	10.7
Mobilezone	14.08	0.57	15.3	12.1
Mobimo	254.50	0.99	270	233
Molecular Partn.	5.45	21.79	6.10	3.04
Montana A.	19.38	−0.62	19.9	9.68
Newron Pharma	10.36	5.28	11.5	4.09
Novavest Real Est.	32.30	0.62	38.2	31.7
OC Oerlikon NA	4.87	1.00	5.09	3.30
Orascom Dev.	4.15	−1.19	6.58	3.80
Orell Füssli	78.00	1.30	83.6	69.0
Orior	60.20	−0.66	78.7	60.1
Peach Prop.	7.91	−7.59	14.5	7.50
Perrot Duval	59.00	67.61	86.0	35.2
Phoenix Mec.	498.00	2.47	536	342
Pierer Mob.	34.40	±0.00	78.0	33.7
Plazza	300.00	±0.00	319	292
PolyPeptide	32.75	−1.06	34.6	14.1
Private Equity	77.40	±0.00	78.0	63.0
PSP	112.90	1.26	121	97.5
R&S Group	13.05	0.77	13.2	9.50
Relief Therap.	1.17	−2.92	4.89	1.15
Rieter	127.00	0.79	138	74.1
Roche I	268.60	1.05	305	229
Romande Energie	56.40	0.36	58.8	49.0
Sandoz	31.78	0.82	32.8	22.7
Santhera Pha.	9.95	3.43	14.6	7.14
Schindler N	230.50	0.66	237	171
Schindler PS	235.40	1.03	243	176
Schlatter Hold.	27.00	−2.17	28.0	21.0
Schweiter Tech.	425.50	0.35	709	404
Schweizer NB	3830.00	−0.78	4950	3440
Sensirion	80.60	5.22	98.6	57.5
SF Urban Prop. N	91.00	±0.00	96.0	82.5
SFS Group	125.60	1.62	130	88.9
SGS	83.52	0.68	88.3	69.6
SHL Telemed.	4.99	±0.00	10.9	3.50

	Cours 12.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Siegfried	922.00	2.10	950	655
SIG Group	16.46	−1.20	25.6	16.5
SKAN Group	83.60	1.58	86.6	65.0
SoftwareONE	17.46	−0.23	19.3	14.0
Spexis	0.036	-	1.06	0.01
St. Galler KB	440.00	−0.45	520	431
Stadler Rail	27.25	1.11	36.3	26.4
StarragTornos	50.50	1.00	63.0	44.6
Straumann	114.70	0.66	152	97.0
Sulzer NA	123.00	0.16	126	72.3
Swatch Group I	189.50	1.34	292	186
Swatch N Gr.	37.30	1.08	55.2	36.4
Swiss Pr. Site	83.65	1.03	91.8	75.4
Swiss Steel H.	13.86	−0.43	29.1	12.4
Swissquote	297.60	2.62	299	158
Talenthouse	0.005	-	0.02	0.00
Tecan	327.00	2.44	392	251
Temenos NA	60.10	0.84	89.7	53.1
Thurgau. KB PS	122.00	0.83	130	117
TX Group	163.60	0.99	169	81.7
u-blox Holding	100.60	4.90	120	72.5
Valiant Hld.	102.40	0.59	111	91.2
Varia US Prop.	34.30	±0.00	41.0	33.3
VAT Group N	515.20	3.77	515	309
Vaudoise	435.00	0.46	457	413
Vetropack N	32.75	2.18	48.0	30.5
Villars	610.00	−4.69	715	550
Vontobel	53.30	0.76	60.0	47.6
VP Bank	81.80	−0.73	97.6	80.4
VZ Holding	115.40	1.94	116	78.3
V-ZUG	51.60	−1.15	78.9	51.0
Walliser KB	116.50	0.43	118	107
Warteck Invest	1640.00	−0.91	1995	1610
Wisekey	3.80	−2.56	9.56	2.80
XLife Sciences	34.00	−2.58	51.4	31.4
Ypsomed	406.50	3.04	409	244
Zehnder Gr.	56.90	2.34	78.7	45.2
Züblin Immob.	25.80	−0.77	28.6	23.8
Zug Estates	1760.00	0.57	1915	1480
Zuger KB	8400.00	−0.71	8580	7420
Zwahlen&Mayr I	150.00	−3.85	180	112

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		12.06.			12.06.
Saron		1.454	Euribor	1 mois	3.63
€STR		3.909	Euribor	3 mois	3.72
€STR	3 mois	3.926	Euribor	6 mois	3.748
€STR	6 mois	3.944	Euribor	12 mois	3.719
€STR	12 mois	3.868			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES

Brut 82.61 0.46%
Londres Brent, $/Baril

	12.06.	11.06.
Baril NY WTI (Nymex) $/bar.	78.57	78.18
Baril RBOB (Nymex) $/gal.	2.40	2.43

Mazout Comb. ECO 12.06.

de 3001 à 6000 litres 113.10 - 115.40

Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Or 2082.51 0.15%
CHF/Once

CHF Pièces	achète 12.06.	vend 12.06.
8 Florin	382.50	412.00
Krugerrand	2043	2155
Maple leaf	2043	2146
Napoleon 20 Fr.	379.00	427.00
Souverain ancien	478.00	543.00
Souverain nouveau	478.00	538.00
Vreneli 20 Fr.	381.00	427.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2314	2315
Kg/CHF	66455	66955
Argent (Zurich)		
Once/USD	29.36	29.41
Kg/CHF	840.00	855.00
Platine (Zurich)		
Once/USD	946.50	956.50
Kg/CHF	27054	27804
Palladium (Zurich)		
Once/USD	887.00	892.00
Kg/CHF	25457	25827

MATIÈRES PREMIÈRES

	12.06.	11.06.
Cuivre (LME) $/t	9821	1.98%
Etain (LME) $/t	33080	4.57%
Plomb (LME) $/t	2119	0.88%
Aluminium hg (LME) $/t	2518	1.81%
Blé (CBOT) €/t	616.50	−1.48%
Maïs (CBOT) $-Cts/bu	450.50	0.28%

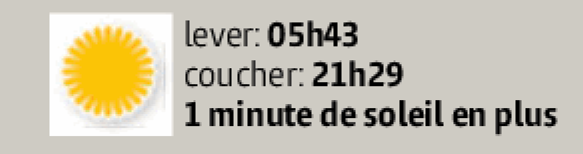
EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; **Div.** = dividende ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **St.** = actions ordinaires ; **Vz.** = actions privilégiées ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal** et **devises étrangères** données fournies par UBSGroup AG. Toutes les données sont sans garantie,
cours 12.06.2024 / 18.51 h CE(S)T

Source: Infront

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Jeudi 13 juin 2024



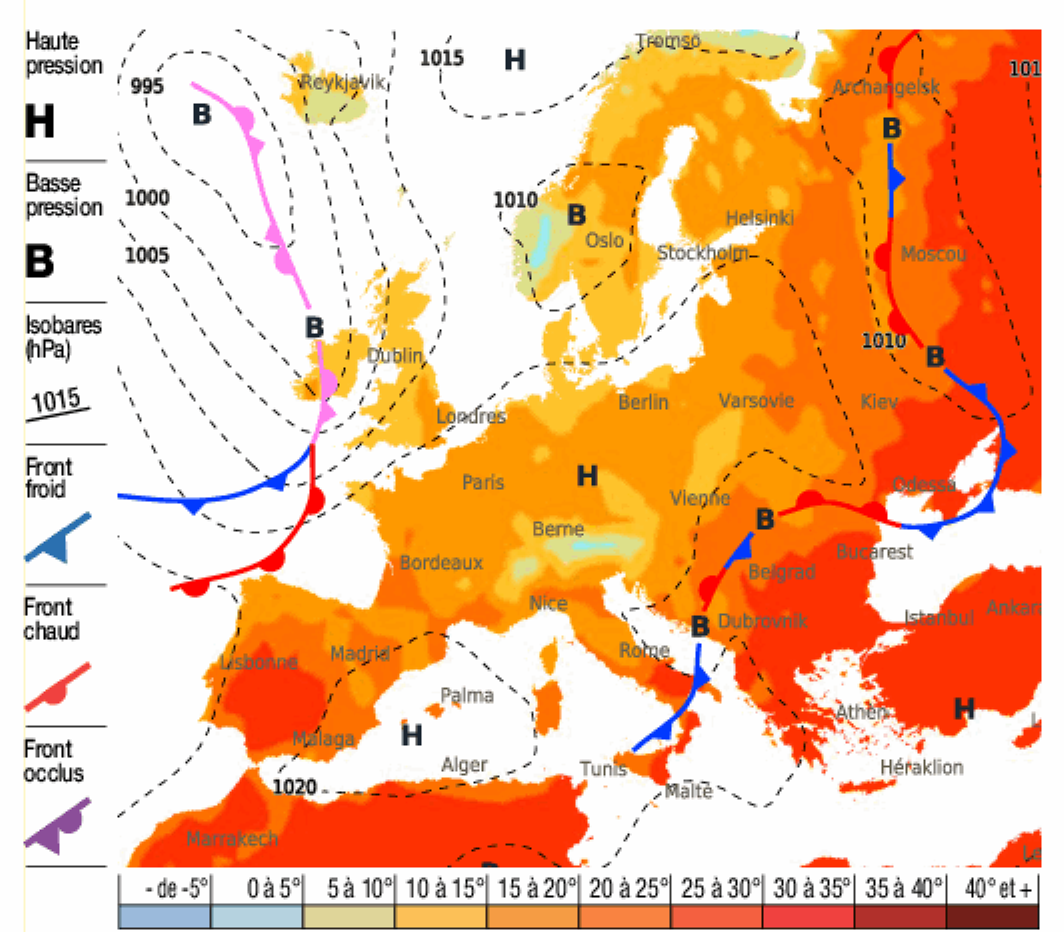
lever: **05h43**
coucher: **21h29**
1 minute de soleil en plus

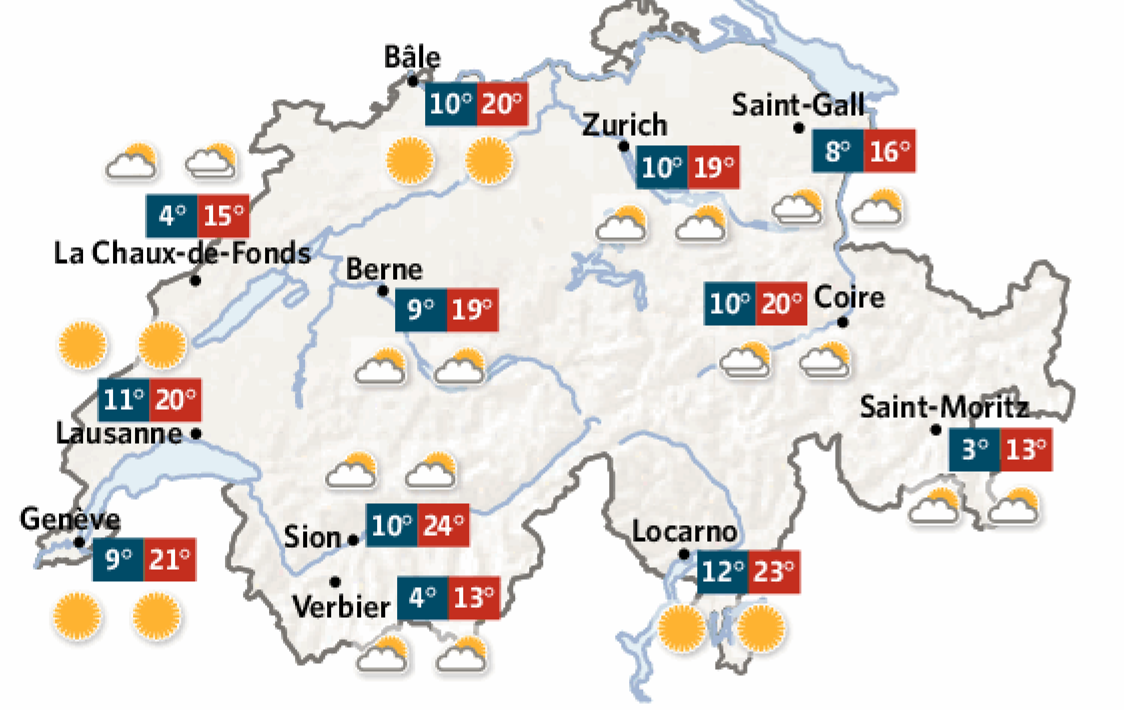


lever: **12h38**
coucher: **01h41**

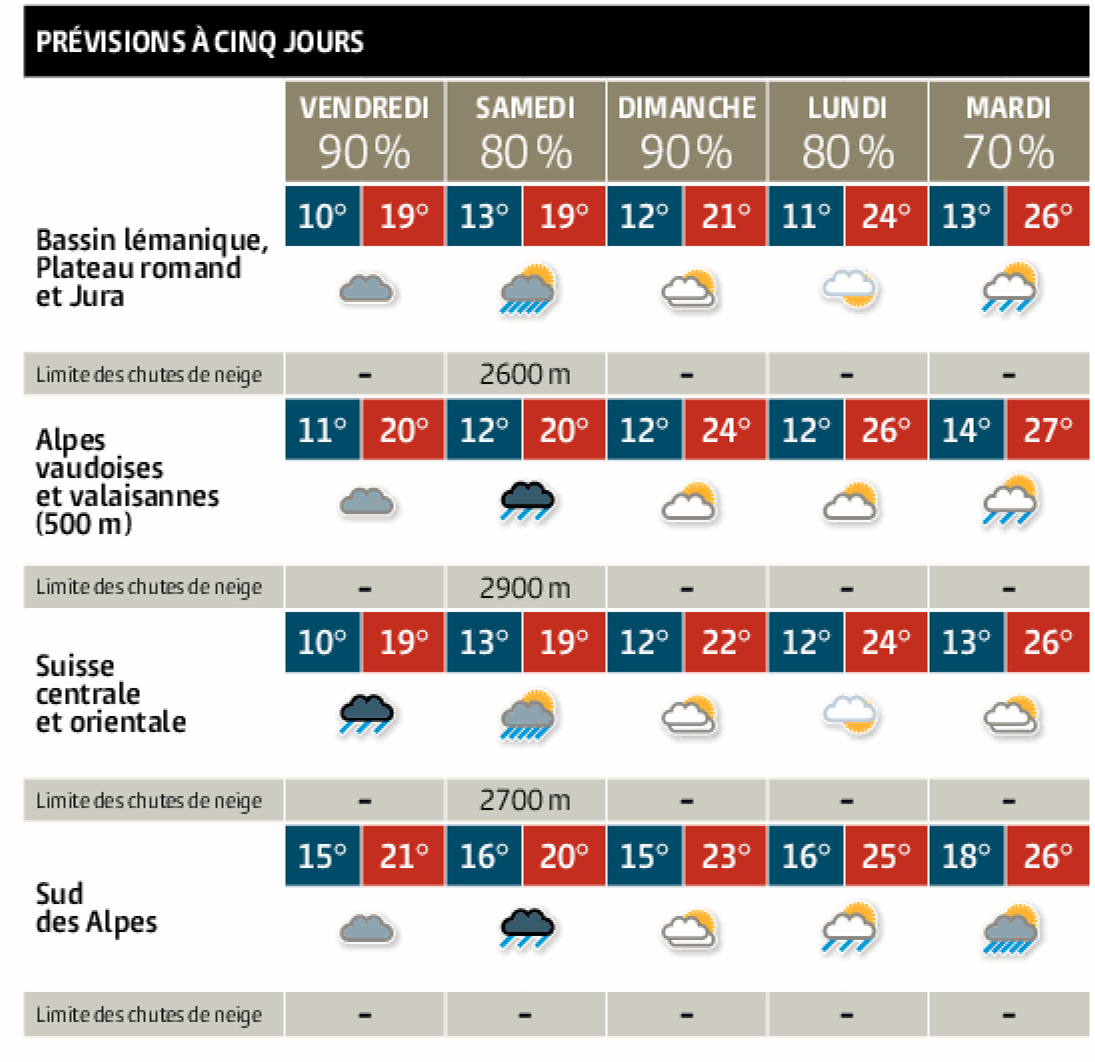
lune croissante
taux de remplissage: 43%

Situation générale aujourd'hui à 13h





CE JEUDI DÉBUTE sous un soleil généreux, qui toutefois entraîne la formation de cumulus sur les reliefs. Ces cumulus pourront très localement lâcher une averse dans l'après-midi. Demain, une faible perturbation abordera nos régions avec à la clé un temps très nuageux, un vent de sud-ouest sensible et des précipitations s'étendant depuis l'ouest en matinée. Samedi matin, un nouveau front balayera rapidement nos régions avec des pluies d'intensité modérée. Une accalmie suivra pour le week-end.



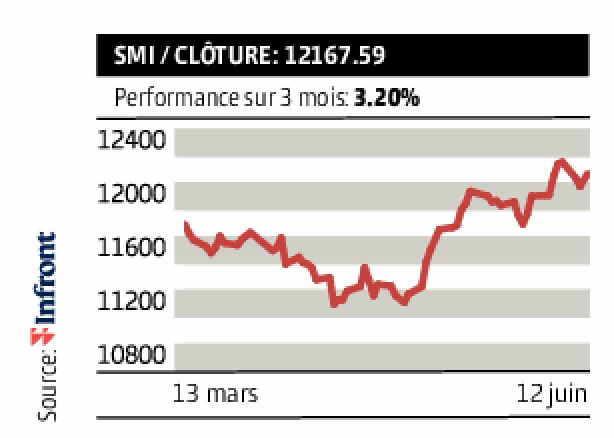
PRÉVISIONS À CINQ JOURS

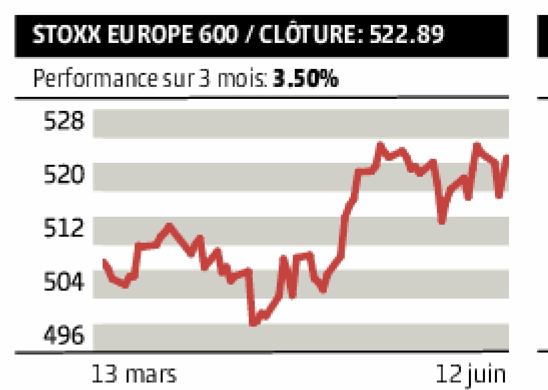
	VENDREDI 90%		SAMEDI 80%		DIMANCHE 90%		LUNDI 80%		MARDI 70%	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	10°	19°	13°	19°	12°	21°	11°	24°	13°	26°
Limite des chutes de neige	-		2600 m		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	11°	20°	12°	20°	12°	24°	12°	26°	14°	27°
Limite des chutes de neige	-		2900 m		-		-		-	
Suisse centrale et orientale	10°	19°	13°	19°	12°	22°	12°	24°	13°	26°
Limite des chutes de neige	-		2700 m		-		-		-	
Sud des Alpes	15°	21°	16°	20°	15°	23°	16°	25°	18°	26°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

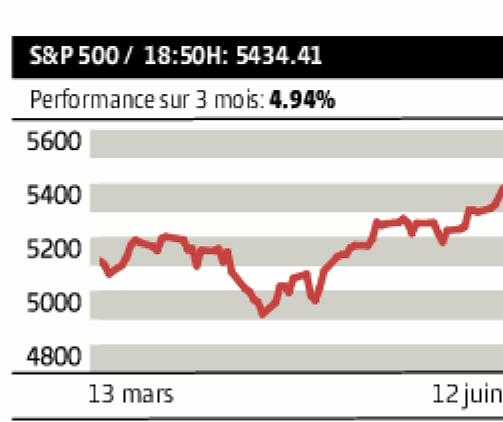
Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

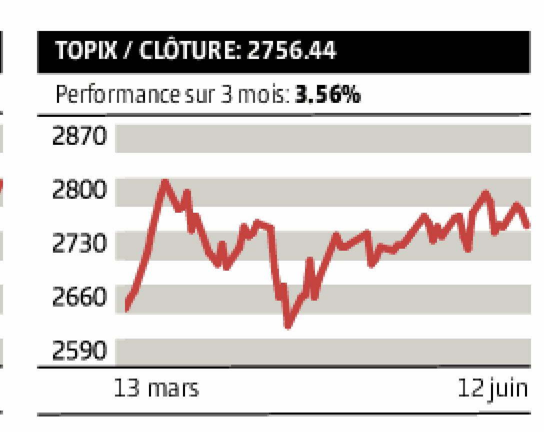
MétéoSuisse **tél. 0900 162 666**
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

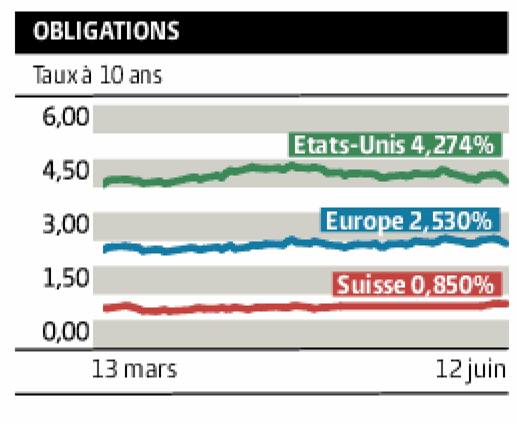
www.MeteoSuisse.ch

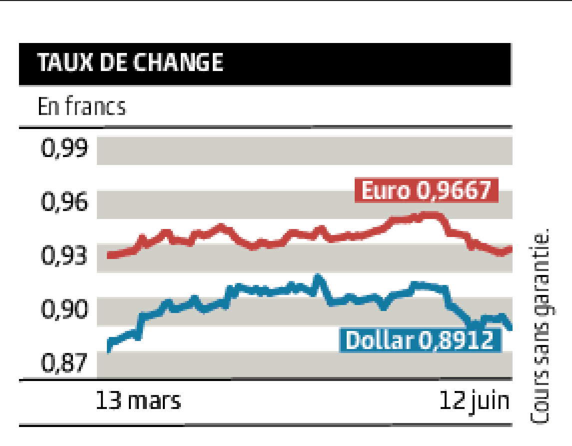












DSM-Firmenich cède ses extraits de levure

ACQUISITION Le groupe néerlando-suisse va vendre ses activités dans ce domaine à l'entreprise française Lesaffre, a-t-il annoncé hier, sans dévoiler le montant de la transaction

AFP

DSM-Firmenich, qui fabrique aussi bien des ingrédients pour les parfums que pour les produits alimentaires, a signé un accord avec Lesaffre, une entreprise française spécialisée dans les produits de fermentation, afin de lui céder cette activité. L'accord va s'accompagner d'un partenariat pour les approvisionnements ainsi que dans la recherche et développement, indique le communiqué.

La transaction est sujette à approbation réglementaire et à consultation des représentants du personnel, précise DSM-Firmenich, qui espère finaliser la transaction d'ici la fin de l'année. Une partie du personnel doit rejoindre l'entreprise française basée à Marcq-en-Baroeul, dans l'agglomération de Lille (département du Nord).

Début juin, le groupe issu de la fusion en 2023 du néerlandais DSM avec le suisse Firmenich avait dit vouloir se concentrer sur ses produits à plus fortes marges à l'issue d'une revue de ses activités. «Cette cession des extraits de levure est un aboutissement de ce processus de revue stratégique», précise le communiqué.

L'action chute à Amsterdam

Coté sur Euronext Amsterdam, le groupe néerlandais et suisse qui emploie près de 30000 personnes dans le monde a pâti l'an passé d'un mouvement de déstockage et de pressions sur les prix dans les vitamines et la nutrition animale. En 2023, son chiffre d'affaires s'est contracté de 7% sur une base pro forma, à 12,3 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires annuel de ces activités d'extraits de levure se monte, lui, à environ 120 millions d'euros.

Vers 7h20 GMT, l'action perdait 0,35% à 97,86 euros à contre-tendance de l'AEX, l'indice phare d'Euronext Amsterdam, en hausse de 0,43%.

MAIS ENCORE

L'accès à l'électricité a reculé en 2022 Le nombre de personnes sans accès à l'électricité dans le monde a augmenté en 2022 pour la première fois en dix ans, selon l'Agence internationale de l'énergie et l'ONU, qui prévoient une amélioration modérée de la situation, avec toujours 660 millions de personnes privées d'électricité en 2030. (ATS)

Le franc suisse devrait de nouveau se renforcer

MARCHÉS Depuis le début de l'année, la monnaie helvétique s'est dépréciée par rapport à l'euro et au dollar. Cette faiblesse devrait cependant n'être que temporaire

LASSILA KARUTA, ZURICH

Le franc devrait de nouveau s'apprécier. Depuis le début de l'année, la monnaie suisse a certes cédé du terrain par rapport au dollar américain et à l'euro mais cette faiblesse n'est que temporaire, estiment nombre de spécialistes. Si le 3 janvier, 1 euro s'échangeait à environ 0,93 franc, à fin mai la parité entre les deux devises a presque été atteinte. Un léger renforcement du franc s'ensuivit et actuellement, le cours de change euro/franc est à 0,964. La monnaie unique européenne s'est aussi quelque peu reprise de la chute observée ce lundi, à la suite des résultats des élections du Parlement européen et l'annonce d'élections législatives anticipées en France. Par ailleurs, le franc a perdu 6 à 8% par rapport au dollar et à la livre britannique depuis le début de l'année. En 2023, la monnaie helvétique s'était en revanche nettement appréciée, et avait atteint un niveau historique face à l'euro.

«La dépréciation actuelle du franc s'explique notamment par l'action de la Banque nationale suisse (BNS) et des spéculations sur le marché des changes», explique Thomas Stucki, le chef des investissements de la Banque cantonale de Saint-Gall lors d'une conférence de presse tenue hier à Zurich. La

> **-8%**
> Le franc a perdu 6 à 8% par rapport au dollar et à la livre britannique depuis le début de l'année

baisse des taux d'intérêt par la BNS en mars, à la surprise des marchés, a en effet provoqué un affaiblissement de la monnaie helvétique. En ramenant il y a trois mois son taux directeur à 1,5% alors que celui de la Banque centrale européenne était encore à 4% (maintenant à 3,75%), et celui de la Fed entre 5,25 et 5,5%, l'institut d'émission suisse a marqué un point. Les détenteurs de capitaux, attirés par les rendements les plus élevés, préfèrent pour le moment investir dans l'euro et le dollar.

Cette faiblesse du franc face aux principales devises ne devrait cependant pas s'inscrire dans la durée, anticipe la Banque cantonale de Saint-Gall. Un avis que partagent également UBS et J. Safra Sarasin. L'inflation moins élevée en Suisse (1,4% en mai) qu'aux Etats-Unis (3,3%) ou dans la zone euro (2,6%) devrait de nouveau soutenir l'appréciation du franc à moyen terme. Au cours des trente dernières années, cette théorie a pu être vérifiée, souligne la Banque cantonale de Saint-Gall.

Perspectives très incertaines

«Bien qu'un fléchissement à court terme soit possible, nous pensons que le franc suisse sera aussi porté par des perspectives macroéconomiques mondiales très incertaines», soutient en outre la banque J. Safra Sarasin dans un commentaire. L'établissement estime que la BNS pourrait décider de revoir encore une fois à la baisse ses taux d'intérêt lors de sa réunion du jeudi 20 juin, ce qui dans un premier temps pourrait entraîner la dépréciation du franc. Le marché évalue cependant à moins de 50% la probabilité d'une coupe des taux par l'institut d'émission helvétique la semaine prochaine, précise Safra Sarasin.

EN BREF

La Fed maintient ses taux

La Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu ses taux inchangés, dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, hier à l'issue de sa réunion. Elle a aussi indiqué que ses responsables pensaient en moyenne les abaisser à une seule reprise cette année. Les prévisions de croissance du PIB restent identiques à celles publiées en mars: 2,1% en 2024 et 2,0% en 2025. ATS

Des milliards pour les coupures de gaz

L'énergéticien allemand Uniper a annoncé hier avoir obtenu le droit de réclamer «plus de 13 milliards d'euros» (12,5 milliards de francs) en compensation des coupures de livraison de gaz par son ancien partenaire russe Gazprom depuis la mi-2022, après la décision favorable d'un tribunal arbitral. L'arrêt total des livraisons avait fait passer le groupe tout près de la faillite. ATS



Ralentissement de l'inflation américaine

BOURSE La bourse suisse a entamé la séance de mercredi sur les niveaux de la veille à 12074,72 points, à quelques heures de l'issue de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a ralenti plus qu'attendu en mai, atteignant 3,3% sur un an, contre 3,4% en avril. En Allemagne, l'inflation est repartie à la hausse en mai. Le SMI a clôturé en hausse de 0,78% à 12167,59 points et le SPI de 0,83% à 16165,49 points. **ABB** s'est apprécié de 2,88% à 51,52 francs, **Holcim** de 2,17% à 81,88 francs, **Logitech** de 1,63% à 90,94 francs et **Alcon** de 1,36% à 82,10 francs. **Geberit** (+1,17% à 554 francs) n'a pas souffert d'une réduction d'objectif de cours par Morgan Stanley. Les valeurs financières étaient en verve, à l'instar de **Partners Group** (+2,19% à 1189 francs), **Julius Baer** (+2,18% à 52,38 francs) et **Swiss Life** (+1,24% à 636,40 francs). Les poids lourds ont affiché des performances inférieures à celle de l'indice. **Roche** a gagné 0,79% à 243,50 francs, **Novartis** 0,62% à 94,66 francs et **Nestlé** 0,36% à 94,94. Seuls trois titres se sont affaiblis au sein du SMI : **Lonza** (-2,02% à 485,10 francs), **Swisscom** (-1,28% à 492,60 francs) et **Sonova** (-0,87% à 285,60 francs).

BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE
ABB
51,60
50,85
50,10
+2,88%
9h00
17h30
Source: SIX

CHARTE ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

DEUIL

La Direction et le personnel de
Russell Bedford Audit Genève SA

C'est avec une infinie tristesse que
nous avons appris la nouvelle du décès de

Monsieur Jacques CERIANI

Ancien administrateur, collaborateur, collègue et ami

En ces moments douloureux, nous présentons
à toute sa famille ainsi qu'à leurs proches
nos plus sincères condoléances.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE

Genève – 13 h 30: Mme Jacqueline Al-Dabbagh; chapelle de l'Ange de la Consolation du centre funéraire de Saint-Georges

Genève – 14 h 15: Mme Janick Gallardo; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges

Genève – 15 h 45: Mme Agnès Page; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges

Meyrin – 14 h: Mme Marthe Berset; église de la Visitation au centre oecuménique

Meyrin – 14 h: Mme Marthe Berset; église de la Visitation du Centre oecuménique

VAUD

Bex – 9 h: M. Antonino Cannistra; église catholique

Morges – 14 h: Mme Colette Kaufmann; église catholique de La Longeraie

Prilly – 14 h: M. Orazio Accetta; église catholique du Bon Pasteur

Renens – 14 h: M. Giuseppe Borzomì; église catholique

Solalex – 14 h: M. François Bianchi; cérémonie en plein air

FRIBOURG

Chandon – 14 h 30: Mme Marie-Louise Crétin-Progin; église

Romont – 14 h 30: M. Farid Yazdanpanah; Salle Orchidée des Pompes funèbres Ruffieux & Fils, Imp. de la Maladaire 10

JURA

Courroux – 14 h: M. Romeo Pastore; église

NEUCHÂTEL

La Chaux-de-Fonds – 11 h: M. Jacques Boni; centre funéraire

La Chaux-de-Fonds – 14 h: Mme Silvia Kaeser; centre funéraire

Neuchâtel – 16 h: Mme Juliane Moser; centre funéraire de Beauregard

VALAIS

Arbaz – 17 h: M. Angelin Bonvin; église

Saint-Léonard – 17 h: Mme Denise Studer; église

Sion – 10 h 30: Soeur Marie-Laurent Sierro; cathédrale

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence:
Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

VAUD
Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA:
Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA:
Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél 024 466 46 56
Aubonne: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél : 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55
Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Vuibroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24
Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av.William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97
Funeradog: Pampigny. rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91

LE TEMPS **IMPRESSUM**

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints: Vincent Bourquin
Grégoire Nappey
Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats: Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Epoque & Société: Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Un médicament inquiète les instances du cyclisme

DOPAGE Le tapentadol, un antidouleur administré entre autres dans les cas de cancer des os, est dans le viseur des instances du cyclisme, selon nos informations. Il fait l'objet d'une demande d'interdiction

PIERRE CARREY
@PierreCarrey

Un nouveau médicament est-il la clé de certaines performances suspectes dans le cyclisme? L'inquiétude et la perplexité ont saisi le peloton après la révélation mardi par *Le Temps* que l'Union cycliste internationale (UCI) voulait traquer une substance pharmaceutique jusqu'ici inconnue. Son nom: le tapentadol. Il s'agit d'un antidouleur très puissant. Classé au palier le plus élevé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au même niveau que le fentanyl et la méthadone. L'UCI ne communique pas ouvertement sur le sujet. Mais a obtenu que l'Agence mondiale antidopage (AMA) place ce médicament dans son «programme desurveillance» au 1er janvier, en attendant une éventuelle interdiction.

Le tapentadol agit comme dopant en repoussant les seuils de fatigue

Le 29 mai, la fédération internationale a décidé de passer à l'étape supérieure, alertant les représentants des coureurs, des équipes et des organisateurs, lors d'une réunion du Conseil du cyclisme professionnel, dont *Le Temps* a pu consulter le compte rendu, en anglais: «L'UCI fait part de ses préoccupations face à une nouvelle substance qui pourrait être utilisée en remplacement du tramadol, appelée tapentadol. Des analyses plus poussées doivent être pratiquées mais, si [cette substance] est utilisée, elle est présentée comme étant dix fois plus puissante que le tramadol.»

Effets secondaires dangereux

Le cas du tapentadol rappelle en effet celui du tramadol, autre antidouleur de la classe des opioïdes, car il pose les mêmes problèmes: d'une part, il agit comme dopant en repoussant les seuils de fatigue, d'autre part, il comporte des effets secondaires dangereux pour les cyclistes. A savoir, une baisse de vigilance, qui favorise les chutes… Le tramadol a donc été banni par l'UCI en 2019 et l'AMA en 2024. Si le tapentadol venait à prendre le relais, il permettrait non seulement d'améliorer la performance sportive, mais aussi d'échapper aux sanctions, puisqu'il n'est pas interdit.

Prescrit dans les cas d'arthrose sévère, de diabète et de cancer des os, le tapentadol est un antidouleur au moins «deux à cinq fois plus puissant» que le tramadol, selon une étude parue en 2012 dans la revue *Expert Opinion on Pharmacotherapy*. Parmi ses effets secondaires «très fréquents» (concernant plus d'une personne sur dix): nausée, vertiges, somnolence, maux de tête… Il ne s'agit pas à proprement parler d'une nouvelle substance, car elle a été mise sur le marché européen en 2011 par le laboratoire allemand Grünenthal. L'Agence mondiale antidopage avait d'ailleurs placé ce produit «sous surveillance» dès l'année suivante, afin de vérifier s'il était détourné par des sportifs. Puis l'avait retiré.

Vitesses sidérantes

Son retour parmi les médicaments contrôlés et l'alerte interne lancée par l'UCI impliquent que la fédération cycliste ait obtenu des informations. Mais lesquelles? Le Mouvement pour un cyclisme crédible (MPCC) n'avait «jamais entendu parler» du tapentadol. Ce collectif, qui réunit des équipes et des coureurs engagés pour «un cyclisme propre», en a découvert l'existence via l'UCI le 29 mai et a décidé le 5 juin de demander son interdiction. «Des athlètes en bonne santé n'ont pas nécessité à recourir à des produits thérapeutiques de cette nature, justifie Roger Legeay, le président du MPCC, qui prépare un courrier à l'Agence mondiale. En outre, il faut souligner qu'un analgésique diminue ou annihile la douleur, ce qui est un facteur d'amélioration de la performance.»

Si aucune autre voix ne s'est fait entendre sur le sujet, de nombreux acteurs du peloton croient percevoir dans ces révélations un début d'explication aux vitesses sidérantes enregistrées sur les grandes courses depuis 2020. «Heureusement que certains regardent leur capteur de puissance pour savoir à quel moment lever le pied, vu que ce n'est plus la douleur qui pose des limites!» grinçait un récent vainqueur d'étape sur le Tour de France, demeuré anonyme. D'autres coureurs ou ex-coureurs estiment qu'il «faut continuer de chercher» quels médicaments sont probablement détournés, en particulier dans la panoplie des dopants sanguins. Car la suspicion entre les équipes continue de battre des records cette saison. ■



Un homme s'affaire à préparer son bateau avant le départ du Bol d'or, le 10 juin 2023 à Genève. *(VALENTIN FLAURAUD / KEYSTONE)*

La complexe alchimie du Bol d'or

VOILE La 85e édition de la plus célèbre régate lémanique va se disputer ce week-end. Quatre trophées sont mis en jeu pour la première fois. Le but: récompenser l'innovation, sans exclure les conventionnels

VINCENT GILLIOZ
@VGillioz

Les «p'tits bateaux» volent! La comptine pour enfants du début du XXe siècle était certainement visionnaire. Depuis une bonne décennie, il n'est plus rare de voir des voiliers s'élever au-dessus de la surface de l'eau et s'affranchir du mode archimédien qui pose des limites physiques à la vitesse. Les AC75 de l'America's Cup, les F50 du SailGP ou encore les Ultimes de la course au large illustrent parfaitement cette tendance qui se généralise dans bon nombre de compétitions. Même les Jeux olympiques n'y échappent pas, avec l'avènement pour cette édition des classes iQFOIL (windsurf) et Formula Kite (kitesurf).

Contenter tout le monde

Le Léman est aussi au cœur du mouvement, puisque depuis 2021, les fameux TF35, conçus spécifiquement pour le lac, sillonnent le plan d'eau à des vitesses phénoménales. Le foiling a ainsi ouvert des perspectives encore inimaginables il y a dix ans. Mais il requiert une vitesse minimale pour décoller. Le fonctionnement des foils est comparable aux ailes d'un avion. Pour le dire simplement, s'il n'y a pas ou peu de vent, les foilers flottent comme n'importe quel autre bateau, et sont en plus pénalisés par leurs appendices qui traînent dans l'eau.

Et comme le vent peut faire défaut sur nos eaux, particulièrement lors d'une régate au long cours comme le Bol d'or, les voiliers qui glissent peuvent aller plus vite. Christian Wahl et son D35 archimédien l'ont démontré en 2022 et 2023, en s'imposant face aux TF35, grâce à une météo adaptée à son bateau. L'exemple peut sembler anodin, mais révèle une problématique qui n'existait pas avant cet avènement du vol. Car permettre à un catamaran conçu en 2004 de s'imposer face à un engin dernier cri au prix faramineux n'est plus en phase avec toutes les attentes.

Conscient de cette nouvelle donne, les organisateurs du Bol d'or Mirabaud ont planché sur le dossier. Et, après une procédure de consultation des milieux concernés, ils ont décidé de créer deux nouveaux trophées: le Bol de carbone et le Bol de basalte. L'un pour le bateau volant qui franchira la ligne en tête, et l'autre pour le premier archimédien. Dans les faits, le vainqueur du Bol d'or proprement dit, qui salue le vainqueur au scratch, repartira forcément avec l'une des deux nouvelles coupes, en plus du Bol classique.

Le fonctionnement des foils est comparable aux ailes d'un avion

Le Bol de vermeil, introduit en 1996 pour récompenser le premier monocoque, perdure quant à lui. Il exclut cependant les monocoques volants, comme le QFX ou le Monofoil, qui sont considérés comme des foilers au même titre que les TF35. «Il y a forcément des mécontents mais il faut satisfaire la majorité, prévient Yann Petremand, président du comité d'organisation. Il y a eu beaucoup de discussions sur le sujet, sur la définition stricte d'un foiler notamment. Certains bateaux bien qu'équipés d'appendices porteurs, ne peuvent pas voler car ils n'en disposent pas sur les safrans [partie arrière immergée qui sert à diriger le bateau]. Ceux-ci resteront dans le système classique, et ne viseront donc pas le Bol de carbone.» Le QFX de Thomas Jundt a d'ailleurs adapté son bateau pour ne pas se retrouver classé avec les foilers.

L'idée du Bol de basalte vise encore à motiver les D35, dont une partie est à l'étranger, à revenir se confronter sur l'épreuve. «A ce stade, et comme le concept est arrivé tardivement, aucun n'a manifesté son intérêt cette année, à part Christian Wahl et son W-Team.» Mais Yann Petremand mise sur le temps long pour que ce trophée réservé aux bateaux conventionnels attise les convoitises. «Nous allons contacter les propriétaires et ferons en sorte de faciliter leurs déplacements s'ils veulent venir sur le Léman.»

S'ouvrir au grand public

Le changement de localisation du village de la course constitue une autre nouveauté de cette édition. «Malgré l'ouverture du club au public, les gens ont toujours eu de la peine à franchir le portail de la SNG, regrette Yann Petremand. En venant sur les quais, nous voulons renforcer le caractère populaire de l'épreuve.» Un écran géant, des animations ainsi que divers stands devraient inciter les promeneurs à s'intéresser à l'événement. En phase test cette année, le concept vise à être pérennisé.

Côté météo, Lionel Fontanaz restait mercredi soir prudent sur sa prévision. «C'est encore incertain, et tout dépendra du timing du passage du front qui s'approche. Si le départ est donné en avant de celui-ci, il pourrait y avoir du vent fort samedi matin. Si le front est déjà passé, ça sera plus faible. Mais il restera du vent pour la première partie de course. Les plus lents devront par contre faire preuve de patience. La nuit et le dimanche s'annoncent plutôt calmes.» Les quelque 400 bateaux inscrits doivent globalement s'attendre à des vents variables, qui ne manqueront pas de leur donner du fil à retordre. Le départ sera donné samedi matin à 10h précises au large de la Nautique. ■

En ski alpin, pelleteuses au pied du Cervin riment avec mise en examen

JUSTICE Quatre personnes sont accusées de «délit environnemental» par le parquet d'Aoste, à la suite de travaux non autorisés sur le site qui aurait dû accueillir la Coupe du monde de ski

LE TEMPS AVEC L'ATS

Les courses de Coupe du monde de ski de Zermatt-Cervinia – qui n'ont jamais eu lieu – refont parler d'elles. Non pas sportivement, mais judiciairement. L'enquête ouverte par le parquet d'Aoste sur les travaux effectués sur la piste de la «Gran Becca» a abouti à la mise en examen de quatre personnes: le président des remontées mécaniques de Cervinia et son prédécesseur, un conducteur de pelleteuse et le président du comité d'organisation suisse de l'épreuve Franz Julen.

La polémique autour de ces épreuves a enflé en octobre dernier. En cause: les images des pelleteuses éventrant le glacier du Théodule afin de préparer le tracé. L'affaire a gagné en importance au fil des jours. Au point que la Commission cantonale valaisanne des constructions se penche sur le sujet, pour constater qu'une partie de la piste se situait «hors de la zone de ski», tandis qu'une autre partie se trouvait «dans la zone de ski mais hors du périmètre de pistes homologué». La surface concernée étant toutefois «très faible».

Au point également que le parquet d'Aoste ouvre une enquête, fin octobre 2023. Enquête qui aboutit donc aujourd'hui à la mise en examen de quatre personnes. Selon l'agence de presse italienne Ansa, l'accusation leur reproche d'avoir réalisé sans autorisation une excavation longue de 330 mètres et large de 8 mètres. Les organisateurs précisent que cela concerne «une courte piste de liaison provisoire sur le territoire italien, qui permettait aux athlètes, aux bénévoles et aux dameuses de rejoindre la piste de Coupe du monde «Gran Becca» depuis Testa Grigia».

Contacté par le média italien AostaSera après cette annonce, l'avocat des deux dirigeants italiens et du conducteur de pelleteuse a «rejeté toutes les accusations» et a déclaré que ses clients avaient «agi dans le plein respect de la loi». Côté suisse, le responsable des médias du Matterhorn Cervino Speed Opening indique également que les organisateurs sont «convaincus que la suite de la procédure confirmera la légalité des travaux».

«Les Italiens ont pris les choses au sérieux»

Président de l'association Avocat-e-s pour le climat, Arnaud Nussbaumer-Laghzaoui se réjouit, lui, «du fait que les Italiens ont pris les choses au sérieux et avec toute la diligence nécessaire». Dans cette affaire, son association a été mandatée par le WWF, Pro Natura et Mountain Wilderness Schweiz, cette dernière ayant dénoncé les travaux sur le glacier. Elle indique ne pas avoir eu accès au dossier pour suivre ses démarches sur le plan pénal. «Comme nous ne sommes que dénonciateurs, cet accès nous a été refusé», précise l'avocat.

Les deux premières éditions de ces courses transfrontalières entre la Suisse et l'Italie, qui auraient dû devenir les épreuves disputées à la plus haute altitude, avaient été annulées en raison de la météo. Ces épreuves ont ensuite été définitivement rayées du calendrier par la Fédération internationale de ski (FIS) en mars. En représailles, Zermatt a annoncé, mi-avril, qu'elle n'accueillerait pas les skieurs professionnels suisses et étrangers cet été, alors qu'elle est traditionnellement une terre d'entraînement pour les élites internationales. ■

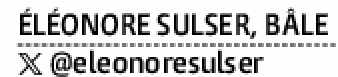


L'exposition «Unlimited» présente, entre autres, la «Wrapped Volkswagen» de Christo. L'artiste avait emballé une Coccinelle en 1963, avant de recréer son œuvre en 2014 – le propriétaire de la voiture originale ayant souhaité récupérer son bien entre-temps. *(BÂLE, 10 JUIN 2024/GEORGIOS KEFALAS/EPA)*

Deux invitations à arpenter les territoires artistiques

ART BASEL Autour de la foire qui s'ouvre ce jeudi au grand public, des expositions placées sous le commissariat de Stefanie Hessler et Giovanni Carmine installent les œuvres dans l'espace de la ville et le temps du monde

ÉLÉONORE SULSER, BÂLE


@eleonoresulser

Avant de plonger dans les halles bondées où trônent les plus grandes galeries mondiales, de naviguer entre les cimaises où se négocient œuvres modernes et contemporaines, deux expositions s'imposent aux visiteuses et aux visiteurs d'Art Basel. Au-dehors, *Parcours* accueille le long de la Clarastrasse celui ou celle qui se rend vers la Messeplatz. A l'intérieur, au rez-de-chaussée des immenses halles accueillant la foire d'art, qui s'ouvre au public ce jeudi et jusqu'à dimanche, *Unlimited* déploie 70 œuvres monumentales.

Au seuil du Mittlere Brücke, le numéro 22 de *Parcours* vous attend. Il annonce une œuvre de Rirkrit Tiravanija, artiste né en 1962 à Buenos Aires et qui travaille entre Amériques du Sud et du Nord, Europe et Thaïlande. Sur le pont, créant une sorte de sas entre le centre-ville et la Clarastrasse qui mène à la foire, il a planté ses drapeaux qui claquent dans le vent. Sur fond de journaux imprimés, se détachent en bleu des motifs traditionnels thaïlandais en forme de vagues et, en noir, des têtes de mort façon pirate. Le public est prévenu.

Gargouilles et boulangerie

En passant le pont, il entre sur un territoire où l'art va le submerger, prendre le pouvoir, la parole, occuper les yeux et les esprits, devenir matière à échanges de monnaie sonnante et trébuchante, ouvrir des failles spatiotemporelles dans le réel. En suivant les panneaux roses du 22 au numéro 1, toute personne curieuse peut, librement, passer d'une station artistique à l'autre, faire le chemin qui mène à la foire, et qui quelques jours durant fait de Bâle la capitale mondiale de l'art.

C'est la première fois que *Parcours* – vitrine extérieure d'Art Basel qui installe la foire en ville – est regroupée autour de la Clarastrasse. C'est aussi la première fois que Stefanie Hessler, directrice de l'Institut suisse à New York, en assure le commissariat. Escaliers, arrière-salle ou sous-sol de restaurant, salle à manger d'hôtel, salle de casino, petit musée, vitrine, centre de shopping, ex-pharmacie, laboratoire de boulangerie, garage souterrain, toutes sortes de lieux de ce quartier plutôt populaire ont été transformés par les artistes invités. La Britannique Kira Freije, née en 1985, a posé dans un ancien couvent devenu le Musée Kleines Klingental abritant l'œuvre de la cathédrale, ses exosquelettes de fer aux masques muets qui dialoguent avec des gargouilles et des Evangélistes de pierre.

Une fourmi dans un camion

Au premier étage du Clara Shopping Center, le religieux se décline en mode ironique. L'artiste anglo-malaise Mandy El-Sayegh, née en 1985, a créé un petit temple immersif tapissé de doré, de rouge, de pubs, de coupures de banque et de gros titres sur Gaza, accumulé papiers à brûler et encens pour apaiser les divinités de la guerre et de l'hyperconsommation. On ne manquera pas, plus loin, l'installation mémorielle en ombres chinoises de l'artiste suédoise Lap-See Lam, née en 1990, ni celle de l'artiste suisse Eric Hattan, né en 1955, qui, derrière l'église Sainte Clara, s'amuse «comme un enfant qui joue à déplacer ses plots», à créer une sculpture en évolution perpétuelle, avec des objets de récupération. «Une scénographie, dont je serai l'unique acteur», plaisante-t-il.

> **Si «Parcours» joue une carte plutôt intime et avant-gardiste, «Unlimited» affiche des valeurs sûres**

En arrivant sur la Messeplatz, la faille spatiotemporelle ouverte sur le Mittlere Brücke s'élargit encore: un camion rouge et jaune de 17 mètres de long campe devant l'entrée d'*Unlimited*. Sur la bâche jaune vif qui recouvre son chargement, une annonce en rouge: «Questo vehicolo trasporta una formica» («ce véhicule transporte une fourmi»). Robert Desnos et sa fourmi de 18 mètres ne sont pas loin. Intitulée *LaFormica vagabonda* (2023), l'œuvre de l'artiste Emilio Isgro a voyagé depuis la Sicile, à travers toute l'Italie et jusqu'à Bâle.

Artistes iconiques

C'est la première œuvre d'*Unlimited*, exposition qui permet aux galeries de présenter des pièces, frises, polyptyques, sculptures, vidéos, installations de très grand format, placée sous le commissariat de Giovanni Carmine. Si *Parcours* joue une carte plutôt intime et avant-gardiste, *Unlimited* affiche des valeurs sûres et vous en met plein la vue avec ses 70 œuvres contemporaines et modernes et ses 16 000 mètres carrés.

Dès l'entrée s'affichent des icônes: Voici *Untitled (FDR NY)* (1984) de Keith Haring, 18 panneaux sur 30 regroupés pour la première fois depuis la création de cette frise à New York par l'artiste américain il y a 40 ans. Non loin de là, une Coccinelle Volkswagen emballée par Christo en 1963, et recréée en 2014 – le propriétaire de la voiture originale ayant souhaité reprendre son bien dans les années 1960. Dans une salle attenante, 84 photographies de la série *Les Américains* de Robert Frank, tirées en 1983 sous la supervision du photographe suisse, pour ses propres archives. Plus loin, voici Yayoi Kusama, Dan Flavin, Jenny Holzer…

Luminous Light (2023), «éclair» de bois jaune fluo signé Ugo Rondinone, déchire l'espace sur toute sa hauteur, tandis que l'installation funèbre et solennelle *The Wake and Resurrection of the Bicentennial Negro* (1976) semble saluer sa créatrice Faith Ringgold, artiste afro-américaine récemment disparue, à l'âge de 93 ans. Pour *ARCHITEKTURTRAUM* (2001), Miriam Cahn expose 33 pièces, photos et peintures qui passent du paysage et du bâti aux corps féminins puis masculins qui envahissent l'espace.

Forêt de drapeaux blancs

Henry Taylor appelle à soutenir les Black Panthers dans une installation de 2022, le Franco-Algérien Kader Attia évoque l'Intifada dans *Endless Rhizomes of Revolutions* (2016) tandis que *Progetto per la Pace* (1968) de Mario Ceroli agite une forêt de drapeaux blancs. Les convulsions du monde sont là, même si avec son air de jardin zen, *Brahmanda* (2016-2022) de Wolfgang Laib invite à la contemplation. *Umbrella Twist*, sculpture mécanique et vidéo en mouvement de la Marocaine Meriem Bennani évoque à la fois le bonheur indifférent des vacances et un fol ouragan tropical, installant l'ambiguïté au cœur de l'exposition.

Mais c'est peut-être le labyrinthe de miroir de l'Autrichienne Eva Schlegel (*Untitled*, 2022) qui décrit le mieux le cœur du réacteur de l'art aujourd'hui: sa composition en miroirs éclatés déconstruit et explose le réel autour d'elle, invite chacune et chacun à recomposer sa propre réalité. ▬

Art Basel, «Unlimited» et «Parcours», Clarastrasse et Messeplatz, à Bâle, du 13 au 16 juin dès 11h. L'accès à «Parcours» est gratuit. Artbasel.com

L'histoire de l'art s'offre comme un refuge

HÉRITAGES A Bâle, on mise volontiers sur le jour d'après et le recul qu'offre le temps long. C'est l'un des fils rouges à tirer du parcours des 285 galeries invitées, tous secteurs confondus, sur les deux étages de la foire

ÉLISABETH CHARDON, BÂLE

Lundi, lors de la remise des Swiss Art Awards qui ouvrait la semaine d'art bâloise, le jury se félicitait déjà de la capacité des artistes actuels à nourrir leurs œuvres de références à l'histoire de l'art. A l'échelle de la foire, on retrouve souvent ces dialogues entre les générations, voire entre les siècles, qui nous rappellent que si nous sommes ici majoritairement en compagnie d'acteurs de l'art d'aujourd'hui, nous sommes néanmoins après l'art pariétal, après Duchamp…

Si ce ressenti est si prégnant cette année, c'est sans doute que du côté des artistes, mais aussi du côté de celles et ceux qui collectionnent, on a plus que jamais besoin de l'épaisseur temporelle qui valorise l'œuvre autant que la personne qui la regarde. Elle permet un narratif aisé et peut donner l'impression de posséder un bout d'histoire de l'art.

A ce stade, il faut donner quelques exemples. Le plus évident est sans doute ce morceau de carton sur lequel Thomas Hirschhorn, toujours adepte des matériaux les plus triviaux, a collé une reproduction de l'Incrédulité de saint Thomas du Caravage. «History of Art» et «Believe», écrit-il simplement au marqueur noir, ces mots formant un nouveau cadre contemporain au fameux tableau de 1601. La galerie parisienne Chantal Crousel vend ce Wall-Plaque, History of Art (2024).

Moi, en Artemisia

La référence est une constante chez Ai Wei Wei et ce n'est donc pas étonnant de voir la galerie berlinoise Neugerriemschneider présenter Ai Quadruplex in Dripping (2022), une des œuvres que l'artiste chinois a déclinées ces dernières années en briques Lego. Là, il reprend de manière quasi littérale les autoportraits d'Andy Warhol. La troublante image de la Britannique Gillian Wearing, Me as Artemisia Gentileschi (2023), qui vous fixe, pinceau en main, à la galerie londonienne Maureen Paley, participe du même fonctionnement. S'y ajoute bien sûr un clin d'œil soutenu à l'histoire des femmes artistes, si peu valorisée.

On pourra aussi avoir une pensée pour Niki de Saint Phalle et ses tableaux-performances, résultant de tirs à la carabine, devant les œuvres récentes de Maurizio Cattelan. Il s'agit de déclinaisons des 64 panneaux en acier inoxydable plaqués or 24 carats exposés ce printemps chez Gagosian à New York. Les membres d'un stand de tir de Brooklyn les ont criblés de plus de 20 000 balles. L'artiste italien avait choqué en ciblant les caprices d'une classe d'ultra-riches avec America, des toilettes en or massif installées au Guggenheim Museum en 2016; cette fois, c'est également du rapport des Etats-Unis à la violence qu'il est question. D'ailleurs, sur les plaques dorées d'Under, œuvre exposée par Massimo De Carlo à Bâle, est gravé le drapeau américain. L'effet miroir du matériau invite aussi à se sentir concerné par la problématique. A noter que la moindre de ces plaques dorées se vend au moins 300 000 dollars et pourrait donc bien se retrouver chez une personne très directement visée par le message.

Comme toujours à Art Basel, il n'y a pas que Maurizio Cattelan pour vendre du clinquant, et pas souvent avec la même salutaire dose d'ironie. On trouvera heureusement assez facilement des antidotes à l'écœurement que cela peut susciter en se réfugiant devant une œuvre plus sereine, une toile d'Agnes Martin par exemple, assez présente cette année. De manière plus contemporaine, on pourra passer un peu de temps dans des galeries dont les choix s'avèrent plus fins, comme la bâloise Gisèle Linder, qui fête discrètement ses 40 ans, ou la belge Jan Mot. Ici, de délicates petites œuvres de Francis Alÿs, une gravure sur bois d'Andrea Büttner d'une économie de moyens inversement proportionnelle à la puissance (elle montre le geste de la mendicité), ou encore des Spoiled Paintings de Mario Garcia Torres, dont les traces des mains, tachées de toner, témoignent de sa manipulation des toiles.

> **Ai Wei Wei reprend de manière quasi littérale les autoportraits d'Andy Warhol**

Ces quelques images d'Art Basel 2024 correspondent à une visite de la foire mardi après-midi. Certains galeristes font évoluer leur stand entre les journées réservées aux VIP et aux professionnels et le moment de l'ouverture au grand public ce jeudi (82 000 visiteurs en 2023). Ainsi, Iwan Wirth, de Hauser & Wirth, expliquait-il au Art Newspaper que la galerie montrait d'abord ses classiques avant de devenir plus contemporaine. Ce qui signifierait que la curiosité n'est de loin pas l'apanage des VIP. ▬

Françoise Hardy, notre âme en peine

HOMMAGE Malade depuis deux décennies, la chanteuse et icône de la culture pop s'en est allée à l'âge de 80 ans. Elle était admirée pour son talent, son courage, et sa volonté tenace cachée dans l'ombre de ses doutes susurrés pendant un demi-siècle

OLIVIER PERRIN
X @olivierperrin

«Sous aucun prétex.../... te, je ne veux/avoir de réflex.../... es malheureux./Il faut que tu m'ex.../... pliques un peu mieux,/ comment te dire adieu.»

Question abyssale... A la fin des années 1960, alors à la recherche de mélodies susceptibles de porter sa voix à l'élégance fluette, la très discrète Françoise Hardy déniche un instrumental américain signé Arnold Goland et intitulé *It Hurts to Say Goodbye*. Mais elle ne se sent pas d'écrire un texte dessus, tel qu'à l'aube de cette décennie avec le mignon *Tous les garçons et les filles* qui la lance comme l'éclair dans le showbiz... Un dimanche soir de 1962, lorsque de nombreux téléspectateurs attendent les résultats du référendum sur l'élection au suffrage universel du président de la République. En intermède culturel...

Son agent, Lionel Roc, décoche cette flèche de génie: il lui suggère de faire appel à Serge Gainsbourg. Alors qu'elle se trouve à Londres pour son quatrième tour de chant au Savoy, Serge passe outre-Manche pour lui soumettre son texte. Il a eu l'idée d'en accentuer la rythmique à la césure de mots simples incluant la syllabe «ex». Il y a ajouté, trait de modernité avant l'heure, des parties parlées. C'est la chanson qui propulsera l'auteure-compositrice-interprète et actrice parisienne au firmament du demi-siècle qui va suivre. Avant ce foutu crabe du tissu lymphoïde dont elle souffrait depuis vingt ans et qui a fini par la rattraper ce 11 juin, cinq mois après son 80e anniversaire.

Sur son trente et un

On le savait, on le redoutait. On se disait que «le jour où», elle laisserait des centaines de milliers d'orphelins. Fascinés par son charme émacié, élancé, audacieux, farci de doutes intemporels et d'interrogations susurrantes, farci d'une anxiété qui est sa marque de fabrique tourmentée, mais toujours sur son trente et un, qu'elle chante en français, en anglais, en italien ou en allemand, avec toute sa lutine modestie.

Alors, comment lui dire adieu, en effet? Sans doute en relativisant cette «mélancolie» revendiquée qui lui colle aux basques depuis ses sages petites frasques avec Sheila et Sylvie durant les années yéyé. «Intello» de ce trio mythique, Françoise Hardy ne s'est véritablement révélée qu'à partir des années 1970, même si elle est alors déjà une star internationale qui fait vibrer les foules d'Amsterdam à Tokyo avec *Le Temps de l'amour*. Sur une musique de Jacques Dutronc, le très beau parti unanimement désiré par les filles, qu'elle épouse en 1981, générant un couple glamour en diable, protégé des infidélités conjugales à l'ombre de sa terrasse corse de Monticello. Et puis il y a aussi *Le sais-tu?*, *Pourtant tu m'aimes*, *Je veux qu'il revienne*, *Mon amie la rose*... Et tant d'autres. Ses minijupes, ses boots blanches, son visage à peine camouflé sous la frange de ses cheveux qu'elle raccourcira et laissera blanchir ensuite, au gré de son raffinement chic.

L'amour de Thomas

On ose à peine parler de «pygmalions», mais Françoise Hardy en a eu des tonnes, de Michel Berger à Etienne Daho, qui lui façonnent de petits bijoux à sertir dans l'or de sa voix unique, aux subtilités dissimulant parfois des textes souvent indigents, en producteurs de *Tamalou* ou de *Message personnel*. Sans parler de son fils, Thomas Dutronc, né en 1973 et à son tour devenu le talent que l'on sait – c'est lui qui a annoncé son envol sur Instagram, d'un sobre «Maman est partie...», avec une photo de lui, enfant, auprès d'elle:

Il la chérissait et l'admirait tant, cette ascendante avec qui un autre avait raconté son coup de foudre artistique et amical! Daho, affirmant qu'elle représentait pour lui «la perfection [...]: la musique, l'attitude, la désinvolture, le talent, la beauté. Tout.» Tout, comme une baffe à une vie mal partie, gâchée par son père, Etienne Dillard, marié à une autre femme que sa mère, très rarement présent et qui oublie souvent de payer la pension alimentaire ou les frais scolaires de ses deux filles, qu'il ne reconnaîtra que tardivement.

Alors il faudra la changer, cette vie, ce que Françoise Madeleine parvient à faire à l'écoute de la radio RTL anglaise, découvrant et appréciant les Everly Brothers, le rock'n'roll et la musique pop d'Elvis Presley et de Cliff Richard, rêvant alors de faire elle-même un disque. Rendez-vous chez Pathé-Marconi, sans suite, puis inscription au *Petit Conservatoire* de la très infantilisante Mireille, où elle reste deux ans.

On connaît la suite, jalonnée de coups de Jarnac avec ses producteurs, mais qui frappe par sa cohérence sans cesse renouvelée: «J'ai toujours été la même, j'aime les belles chansons lentes sur fond de violons. Je n'aime que les chansons tristes», dit-elle au magazine *Best* en 1982, lorsque s'éveille son intérêt, souvent décrié par les rationalistes, pour la graphologie. La quarantaine est proche, et elle la redoute. Trouve donc une manière de refuge dans ces étoiles psy, sort *Moi vouloir toi* sur une musique de Louis Chedid, avant d'éclater à nouveau en chantant *Et si je m'en vais avant toi* avec Etienne Daho. Elle écrit également pour Diane Tell, Julien Clerc, le Suisse Patrick Juvet, Viktor Lazlo, Guesch Patti et continue à mener de front chansons et astrologie. En 2000, elle enregistre *Clair-obscur*, accompagnée par Thomas à la guitare, puis chante *Puisque vous partez en voyage* avec Jacques Dutronc:

Quatre ans plus tard, elle se voit diagnostiquer un lymphome du MALT. Ses fans sont consternés. Mais cela ne l'empêche pas, à l'époque où le mot «idole» est remplacé par celui d'«icône», d'accéder au rang de référence absolue pour beaucoup d'artistes et d'inspiratrice. Elle va s'atteler à la rédaction de ses Mémoires, *Le Désespoir des singes... et autres bagatelles* (Ed. Robert Laffont), où un certain chanteur «particulièrement brillant et ambigu» figure en bonne place. Carton éditorial en 2008.

Entre séjours en clinique et rémissions, dix années durant, elle accouche tout de même d'un 28e album en 2018, mais accorde surtout un entretien à RTL l'année suivante, dans lequel elle annonce être atteinte d'un nouveau cancer, du larynx, en indiquant qu'il lui sera dorénavant impossible de chanter. Elle demande alors le droit à l'euthanasie en France et reproche et fustige sans acrimonie l'enlisement du débat sur ce sujet à l'Assemblée nationale. Car «je suis dans un état de souffrance vraiment cauchemardesque», avoue-t-elle.

Aujourd'hui, il faut lui dire adieu. Comment, donc? En se souvenant que du rêve de jeune fille de briller sur les planches musicales ou dans les défilés de mode, jusqu'au cauchemar de la maladie, il restera ces mots si justes de Calogero: «Vous compreniez mieux que tout le monde le langage de la mélodie. [...] Vous saviez si bien traduire et rendre accessible cette part de mystère, d'ombre et de lumière qui est en chacun de nous.»

Car on a bien tous quelque chose en nous d'elle.

> **«J'ai toujours été la même, j'aime les belles chansons lentes sur fond de violons. Je n'aime que les chansons tristes»**
> FRANÇOISE HARDY



La chanteuse représentait «la perfection [...]: la musique, l'attitude, la désinvolture, le talent, la beauté. Tout», disait d'elle son ami Etienne Daho, qui lui a écrit plusieurs chansons. *(2000/ MARIANNE ROSENSTIEHL/ OPALE.PHOTO)*

«Chanter en portugais, c'est pour moi un début de réconciliation avec cette mémoire»


(FLAVIO LEONE)

PROFIL

1991 Naissance, le 1er septembre, à Brugg.

1999 Son père lui offre un skate, première passion.

2013 Disque avec son groupe folk, Frank Powers.

2018 Rejoint sur scène le groupe de Sophie Hunger.

2024 «Self Inclusion», premier album (Two Gentlemen).

La folie douce

DINO BRANDÃO

Le musicien et chanteur argovien publie son premier album, une musique de joie et de réparation

ARNAUD ROBERT

Sa musique est une flamme qui vacille dans l'air chaud. Dino vous parle de tout, de ses terreurs d'enfant, de ses guerres intérieures, avec sourire, presque désinvolture, comme s'il s'agissait d'un autre. Il est là, enveloppé dans un gros pull rouge, au milieu de cette maison de Brugg en Argovie où il vit avec mère, sœur, neveu, copine. «Pendant la pandémie, nos appartements zurichois semblaient si petits. On a décidé de se réunir dans le village où je suis né et on continue d'aimer ça.» Une forteresse à ciel ouvert, comme le premier album d'un chansonnier dont on ne voit pas le fond.

On se souvient de sa voix, les premières fois qu'elle a résonné en Suisse romande: un falsetto d'opéra tropical sur la scène lacustre du Montreux Jazz Festival. Il chantait avec Sophie Hunger et Faber des prières en suisse-allemand – sans saisir un traître mot, on était sûr de le comprendre. Dans la foulée, il a sorti quelques morceaux à lui, avec des paroles en anglais qui évoquent un château chaviré, le monde tel qu'il s'effondre. Comme Dino Brandão traduit toute expérience dans la langue primesautière de la pop, allégée par la danse, on confesse n'avoir pas toujours écouté attentivement ses textes. *Self Inclusion*, ce disque exorciste, est un rappel à l'ordre.

«Cosmonaute autodidacte»

«Tu es un cosmonaute autodidacte/Mais ne dispose pas de fusée.» La chanson s'appelle *Sweet Madness:* «Je voulais trouver les mots pour traiter de la folie. C'est comme parler une langue étrangère que personne ne comprend.» Depuis longtemps, Dino ne fait pas mystère des fragilités de son corps et de son esprit. Il a expliqué avoir été diagnostiqué d'une sclérose en plaques, mais aussi d'une schizophrénie qui l'a poussé plusieurs fois entre les murs d'une institution psychiatrique. «Si je mentionne cela, c'est parce que le tabou n'a plus lieu d'être. L'été dernier, les soignants m'ont laissé rapatrier mes instruments et j'ai créé un petit studio dans l'hôpital. Ça m'a aidé.»

Le disque, lui, a été enregistré dans un autre ermitage, le quatrième sous-sol d'un immeuble zurichois plein d'assurances. Dino était seul, des nuits infinies, à troquer un djembé contre une guitare, un piano contre un bugle. Extraire d'une boîte noire la traduction musicale d'un récit familial dont il découvrait à mesure l'ampleur. Sur un petit tambourin de samba brésilienne, Dino raconte comment son père angolais a survécu à un shampooing toxique qui a tué plusieurs dizaines de ses camarades d'école. Ailleurs, arrimé à une guitare twist, le musicien s'essaie au portugais: «Mon père refusait que l'on parle la langue du colonisateur, elle était pour lui liée à un traumatisme. Chanter en portugais, c'est pour moi un début de réconciliation avec cette mémoire.»

Il a grandi avec un homme dont la plupart des secrets émergeaient rarement de l'enfouissement: «On a compris qu'il avait été un adolescent soldat. J'avais fini par me dire qu'il avait dû exagérer et, il y a quelques mois, je suis allé pour la première fois seul à Luanda. J'ai rencontré ses amis d'enfance. J'ai vu à quel point mon père avait plutôt édulcoré le drame de sa vie pour nous en protéger.» Lors de ce voyage, Dino se retrouve face à la tombe de sa grand-mère. Elle passait sa vie à fumer des cigarettes à l'envers, la braise dans la bouche. Il dépose un mégot allumé sur la dalle, chante et pleure. Tout, dans ce disque de réintégration, peut être lu à l'aune de cette tentative: recoller des morceaux si éparpillés qu'ils paraissent ne pas même procéder du même moule.

Il est l'enfant d'une femme suisse et d'un homme africain. Dans *Hybrid*, il explore la sensation de n'être ni d'ici ni de là, «un cri enfermé dans un coquillage». Même sa conscience politique découle des antagonismes qui le composent: «En Angola, je me trouvais face à cette pauvreté indécente. Bêtement, j'ai commencé à distribuer mon argent parce qu'il me brûlait les doigts. Rien ne justifie mes privilèges.» Le morceau *Progress* relate ce monde réduit à un gigantesque marché où ceux qui se sont contentés de naître du bon côté finissent par croire qu'ils le méritent.

Reconquête

On respire un peu. Les fantômes de Dino volent autour de lui. «Je suis habité par ces vieilles histoires, ces traumas qu'on n'a pas traités.» Et pourtant, rien ne ressemble moins à une séance de psychothérapie que ce disque éblouissant. Dino sublime. Il utilise les rayonnages de son immense bibliothèque mentale; il glisse des rocks britanniques, des rumbas congolaises, un blues du Delta, dans sa reconquête de lui-même. Et sa voix, théâtrale comme il faut, met de la distance, de l'oxygène, dans une généalogie passablement asphyxiante. Héros et coryphée de son propre destin, il semble s'amuser des mauvais tours qu'on lui a faits.

«Je n'aime rien tant qu'être sur scène. C'est quand je sors que les questions reviennent.» Dino Brandão enseigne sans le savoir des stratégies de survie. Ses chansons ne témoignent pas du délitement, elles en soulagent.

Un jour, une idée

Un village inclusif à Bernex


(DR)

ÉMILIE VEILLON
@letemps

Jusqu'au 15 juin, plusieurs journées nationales d'action sont organisées partout en Suisse dans le cadre du mois pour les droits des personnes handicapées. Conférences, tables rondes et activités visent à favoriser leur inclusion. A ce titre, le village genevois d'Aigues-Vertes fait office d'exemple toute l'année. Fondée en 1961 à l'initiative de parents et amis de personnes vivant avec une déficience intellectuelle, la Fondation Aigues-Vertes a au fil des décennies construit dans la campagne de Bernex un ensemble de structures donnant à l'institution une configuration de village. «L'intégration sociale et économique des personnes déficientes intellectuelles est restée une valeur incontournable de notre projet. Le village reflète un réel état d'esprit qui prend forme concrètement dans son organisation de collectivité à structures participatives», explique Camille Gendre, chargée des relations publiques de la fondation. Y sont réunis des habitations, des ateliers de travail et d'occupation, une exploitation agricole, une mairie présidée par un résident, une chapelle, un cimetière et des infrastructures sportives. Mais aussi divers lieux ouverts au grand public animés par les habitants.

Le Café Les Z'Arts et sa terrasse proposent des plats faits maison à base de produits issus du terroir genevois, dont une grande partie provient de la ferme du village. Une gamme de viennoiseries et pâtisseries, de sandwichs et de pizzas est livrée par la boulangerie d'Aigues-Vertes, située juste en face du café. Des salades et un plat du jour sont proposés pour le repas de midi ou à l'emporter.

A noter que deux autres cafés sont exploités par l'institution à la rue de la Terrassière et à la Cité internationale du Grand Morillon. A ces offres culinaires s'ajoutent deux boutiques: l'une, ouverte par l'atelier textile, met en valeur des vêtements, bijoux et accessoires de seconde main pour les femmes et les hommes à des prix très attractifs, pour favoriser l'économie durable. La Boutique Les Z'Arts, quant à elle, propose à la vente les articles issus des ateliers de la fondation. L'épicerie et le salon de coiffure et d'esthétique sont également ouverts au public.

Fondation Aigues-Vertes. Ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Route de Chèvres 29, Bernex. Tél. 022 555 85 00. www.aigues-vertes.ch